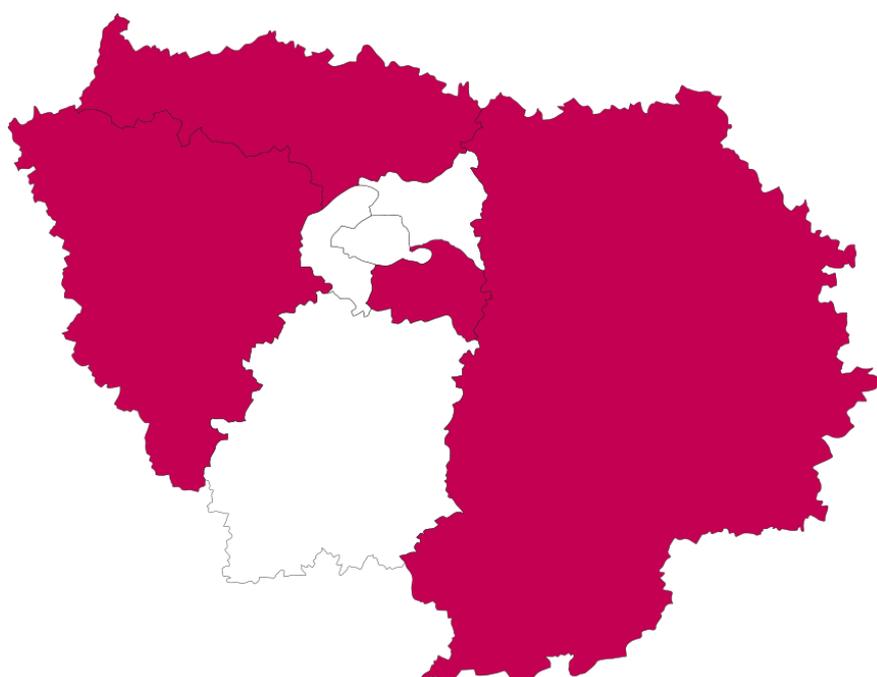


Décembre 2017

Restitution des résultats

DIAGNOSTIC DE LA PROSTITUTION DANS QUATRE DEPARTEMENTS D'ILE-DE-FRANCE

Seine-et-Marne - Yvelines - Val-de-Marne - Val-d'Oise



INTRODUCTION.....	1
I- METHODOLOGIE ET CONDUITE DU DIAGNOSTIC	4
A. Le diagnostic partagé avec les acteurs-trices de terrain	4
1. La prise de contact avec les professionnel-le-s des quatre départements.....	4
a. En Seine-et-Marne	5
b. Dans les Yvelines	5
c. Dans le Val-de-Marne	6
d. Dans le Val-d’Oise	6
2. Les entretiens.....	7
3. Le questionnaire en ligne	8
4. Des données à prendre avec précaution	9
B. Le diagnostic Internet.....	11
1. Le référencement des sites Internet.....	11
a. Trois grandes catégories de sites Internet	12
b. Mise en ligne des annonces et conditions générales d’utilisation.....	14
2. La quantification des annonces de prostitution	15
3. La constitution d’un échantillon et l’analyse qualitative	17
II- PREMIERES BASES POUR UNE QUANTIFICATION DU PHENOMENE PROSTITUTIONNEL DANS LES QUATRE DEPARTEMENTS	19
A. Nombre de personnes en situation ou en risque de prostitution identifiées par les professionnel-le-s des quatre départements	19
B. Nombre d’annonces Internet de prostitution dans les quatre départements	21
III- CARTOGRAPHIE DES LIEUX ET DES FORMES DE PROSTITUTION	23
A. En Seine-et-Marne.....	24
1. La Forêt de Fontainebleau	26
2. Les autres lieux de prostitution visible	26
3. La prostitution discrète : principalement en hôtels et en appartements	27
4. Les autres lieux de prostitution discrète	27
5. Un risque de prostitution lié au camp de réfugié-e-s d’Avon	27
6. Répartition des annonces Internet de prostitution dans le département	28
B. Dans les Yvelines	29
1. La Forêt de Saint-Germain.....	31
2. Les autres lieux de prostitution visible	32
3. La prostitution discrète : principalement en appartements et dans les foyers de travailleurs migrants.....	33
4. Les autres lieux de prostitution discrète	33
5. Répartition des annonces Internet de prostitution dans le département	34

C.	Dans le Val-de-Marne	35
1.	La prostitution visible	37
2.	La prostitution dans les appartements et les hôtels	37
3.	La prostitution dans les structures d'hébergement	38
4.	Les autres lieux de prostitution discrète	38
5.	Une alerte sur le camp de réfugié-e-s d'Ivry-sur-Seine	39
6.	Répartition des annonces Internet de prostitution dans le département	39
D.	Dans le Val-d'Oise	41
1.	La prostitution visible : principalement le long des routes	42
2.	Les lieux publics ou ouverts	42
3.	La prostitution dans les appartements et les hôtels	43
4.	Les autres lieux de prostitution discrète	43
5.	Une prostitution diffuse dans des quartiers de l'est et du sud du département	44
6.	Des risques de prostitution pour les mois et les années à venir	44
7.	Répartition des annonces Internet de prostitution dans le département	45
E.	Des constantes dans les quatre départements	46
1.	La prostitution dans les foyers de travailleurs migrants et résidences sociales	46
2.	La prostitution en hôtels et en appartements	47
3.	La prostitution via Internet	47
4.	Une autre forme de prostitution : des actes sexuels en échange de contreparties non-financières	50

IV- CARTOGRAPHIE DES RESEAUX DE PROXENETISME ET DE TRAITE DES ETRES HUMAINS A DES FINS D'EXPLOITATION SEXUELLE	52	
A.	En Seine-et-Marne	53
B.	Dans les Yvelines	54
C.	Dans le Val-de-Marne	55
D.	Dans le Val-d'Oise	56
E.	Eléments sur les modes d'action des réseaux	57
1.	Les réseaux d'Amérique centrale et du Sud	57
2.	Les réseaux roumains	58
3.	Les réseaux nigériens	59
4.	Les réseaux d'Afrique francophone	60
5.	Les réseaux chinois	61
6.	Les autres réseaux étrangers	61
7.	Les réseaux français	62
F.	La présence des réseaux de proxénétisme et de traite des êtres humains sur Internet	63

V- LES PERSONNES EN SITUATION OU EN RISQUE DE PROSTITUTION, LEURS PARCOURS DE VIE	66
A. En Seine-et-Marne.....	66
1. Les personnes en situation de prostitution.....	66
2. Les personnes en risque de prostitution	67
3. Leurs parcours de vie : facteurs fragilisants et déclenchants.....	67
B. Dans les Yvelines	68
1. Les personnes en situation de prostitution.....	68
2. Les personnes en risque de prostitution	68
3. Leurs parcours de vie : facteurs fragilisants et déclenchants.....	69
C. Dans le Val-de-Marne	69
1. Les personnes en situation de prostitution.....	69
2. Les personnes en risque de prostitution	70
3. Leurs parcours de vie : facteurs fragilisants et déclenchants.....	71
D. Dans le Val-d’Oise	72
1. Les personnes en situation de prostitution.....	72
2. Les personnes en risque de prostitution	72
3. Leurs parcours de vie : facteurs fragilisants et déclenchants.....	73
E. Ce que nous disent les annonces Internet des personnes en situation de prostitution	74
F. Des constantes dans les quatre départements.....	76
1. Une immense majorité de femmes.....	76
2. Une majorité de personnes de nationalité étrangère	77
3. Un nombre de personnes jeunes, voire très jeunes, significatif	79
4. Des personnes en très grande précarité financière et d’hébergement.....	81
5. Synthèse des facteurs fragilisants et déclenchants identifiés dans les quatre départements	82
VI- QUELQUES DONNEES SUR LES CLIENTS DE LA PROSTITUTION	85
CONCLUSION : APRES LE DIAGNOSTIC, LA MISE EN ŒUVRE DE LA LOI DU 13 AVRIL 2016 ET DES PARCOURS DE SORTIE DANS LES QUATRE DEPARTEMENTS	89
ANNEXES	95
Annexe 1 : Revue de presse des articles parus entre 2015 et 2017 et traitant de prostitution, en Seine-et-Marne, dans les Yvelines, dans le Val-de-Marne et dans le Val-d’Oise.....	95
Annexe 2 : Liste des structures rencontrées en entretien	98
Annexe 3 : Questionnaire en ligne	102
Annexe 4 : Quelques données socio-démographiques des quatre départements	110

INTRODUCTION

En 2016, la Délégation régionale aux droits des femmes et à l'égalité (DRDFE) en Ile-de-France a mandaté l'Amicale du Nid pour conduire un diagnostic de la prostitution dans quatre départements : la Seine-et-Marne (77), les Yvelines (78), le Val-de-Marne (94) et le Val-d'Oise (95). Ce document en présente les principaux résultats.

Le diagnostic s'inscrit dans le cadre de l'application de la loi du 13 avril 2016 dans ces territoires. La loi du 13 avril 2016 vise à renforcer la lutte contre le système prostitutionnel et à accompagner les personnes prostituées. Elle concrétise l'émergence de la prostitution comme objet de politiques publiques et réaffirme la position abolitionniste de la France. Le texte comprend le système prostitutionnel comme un système de violences, avec des personnes victimes, les personnes en situation de prostitution, qu'il convient d'accompagner en tant que telles, et des auteurs de violences.

Ces auteurs sont de trois ordres :

- Les acheteurs, qui, par leurs demandes, créent le marché de la prostitution et imposent aux personnes prostituées des actes sexuels non-désirés à répétition
- Les proxénètes, qui organisent le marché et, en usant de stratégies d'emprise et de contrainte, maintiennent les personnes prostituées dans le système prostitutionnel
- La société dans son ensemble, qui tolère et reproduit le système et les rapports de domination qui le structurent, stigmatise et isole les personnes prostituées

Pour lutter contre ce système de violences, la loi instaure quatre piliers complémentaires :

- Le renforcement de la lutte contre le proxénétisme et la traite des êtres humains
- La prévention
- L'accompagnement des personnes en situation de prostitution
- L'interdiction de l'achat d'actes sexuels

Le troisième pilier crée notamment des parcours de sortie de la prostitution et d'insertion sociale et professionnelle. Ces parcours seront mis en œuvre sur une durée de six mois, renouvelable jusqu'à 24 mois, par des associations agréées par les préfetures de département. Conditionnés à l'engagement des personnes à arrêter toute activité prostitutionnelle, ils doivent permettre leur insertion socioprofessionnelle. Ils pourront donner lieu à l'ouverture de droits spécifiques, pour les personnes qui ne pourraient pas, dans un premier temps, bénéficier du droit commun (allocation financière d'insertion sociale, autorisation provisoire de séjour avec droit au travail).

Le déploiement de ce dispositif et l'application de la loi en général se situent principalement à l'échelon départemental, avec la création de commissions départementales de lutte contre la prostitution, le proxénétisme et la traite des êtres humains. Ces commissions, dans lesquelles seront représentées des institutions publiques et les associations agréées, auront deux missions : définir la stratégie de lutte contre le système prostitutionnel à l'échelle du département et étudier les demandes d'entrée dans les parcours de sortie. Connaître la prostitution, et les différentes formes qu'elle peut prendre sur le territoire départemental, apparaît donc clé pour une mise en œuvre réussie de la loi du 13 avril 2016.

Dans ce cadre, le diagnostic de la prostitution initié par la DRDFE avait trois grands objectifs :

- Identifier et sensibiliser les acteurs-trices professionnel-le-s pouvant être concerné-e-s par la problématique
- Améliorer et partager les connaissances du système prostitutionnel dans les territoires des quatre départements ; créer une culture commune et préfigurer un réseau partenarial, en vue de la mise en place de solutions opérationnelles
- Avancer un chiffrage, *a minima*, du nombre de personnes concernées par la prostitution dans ces départements

En Seine-Marne, dans les Yvelines, le Val-de-Marne et le Val-d'Oise, les dispositifs spécifiques d'accompagnement des victimes du système prostitutionnel sont, à ce jour, soit très partiels, soit inexistant. Des données concernant le phénomène prostitutionnel sont disponibles mais elles n'avaient, jusqu'ici, jamais été formalisées, ni agrégées. Elles sont avant tout à rechercher du côté des acteurs-trices de terrain, de tous-tes les professionnel-le-s susceptibles de rencontrer, dans le cadre de leurs activités, des personnes en situation ou en risque de prostitution. Elles sont aussi présentes en grande quantité sur Internet, devenu aujourd'hui le principal moyen de mise en relation entre les acheteurs et les personnes en situation de prostitution ou, plus vraisemblablement dans de nombreux cas, leur(s) proxénète(s).

La collecte de données a donc été conduite en deux grandes parties, complétées par une revue de presse : un diagnostic auprès des acteurs-trices de terrain et un diagnostic de la prostitution via Internet (I). Les éléments recueillis permettent d'envisager une première quantification, *a minima*, du phénomène prostitutionnel dans les quatre départements (II). Ils font apparaître différents lieux de prostitution (III) et d'action des réseaux de proxénétisme et de traite des êtres humains à des fins d'exploitation sexuelle (IV). Ils apportent de précieuses informations concernant les personnes en situation ou en risque de prostitution et leurs parcours de vie (V). Ils donnent, enfin, quelques clés de compréhension sur les acheteurs de la prostitution (VI).

Synthèse des résultats	Seine-et-Marne (77)	Yvelines (78)	Val-de-Marne (94)	Val-d'Oise (95)	Total
Diagnostic partagé avec les acteurs-trices de terrain					
Entretiens / réunions réalisé-e-s <i>(6 auprès de structures régionales)</i>	17	20	23	28	94
Questionnaires remplis	14	22	102	32	170
Personnes en situation de prostitution identifiées	218	186	207	432	1043
Personnes en risque de prostitution identifiées	60	26	580	92	758
Diagnostic Internet					
Annonces Internet de prostitution	1730	1575	2905	1183	7393
Estimation <i>a minima</i> du nombre de personnes en situation de prostitution via Internet	657	599	1104	450	2810

I- METHODOLOGIE ET CONDUITE DU DIAGNOSTIC

Les données du diagnostic ont été collectées via deux sources distinctes :

- Auprès des professionnel-le-s susceptibles de rencontrer des personnes en situation ou en risque de prostitution (janvier – juillet 2017)
- Sur les sites Internet proposant des annonces d'offre de prostitution (décembre 2016 – février 2017)

Les méthodologies et les temporalités différant, il n'apparaît pas pertinent d'agréger quantitativement ces deux sources de données. Toutes deux permettent cependant de se faire une première idée de l'ampleur du phénomène prostitutionnel dans les quatre départements. Elles apportent, de plus, des indications qualitatives complémentaires et concordantes dans l'analyse du système prostitutionnel appliquée aux territoires étudiés.

Les éléments recueillis ont été complétés par une revue de presse des articles parus entre 2015 et 2017 traitant, en majorité, d'affaires de proxénétisme et de traite des êtres humains dans les quatre départements (*voir annexe 1*).

A. Le diagnostic partagé avec les acteurs-trices de terrain

Le diagnostic partagé a été réalisé au moyen d'entretiens et d'un questionnaire en ligne auprès des professionnel-le-s susceptibles de rencontrer des personnes en situation ou en risque de prostitution. La première étape a consisté à identifier ces professionnel-le-s, en étroite collaboration avec les délégué-es départemental-es aux droits des femmes et à l'égalité.

Cette étape était d'autant plus importante que nombre des structures contactées au cours du diagnostic seront amenées à intervenir dans les parcours de sortie de la prostitution. Dans cette optique, les entretiens ont permis de sensibiliser les acteurs-trices à la question de la prostitution, en mettant l'accent sur les situations rencontrées et en donnant des informations sur la loi du 13 avril 2016.

1. La prise de contact avec les professionnel-le-s des quatre départements

Les acteurs-trices ont été ciblé-e-s assez largement. Il s'agit d'institutions publiques et d'associations intervenant dans les champs d'activité suivants :

- Accueil et accompagnement social, insertion sociale et professionnelle

- Hébergement
- Santé
- Education, jeunesse
- Sécurité publique
- Justice

Pour chacun des départements, une base de données des contacts, complétée tout au long du diagnostic, a été créée. En coopération avec les délégué-es départemental-es aux droits des femmes et à l'égalité, les modalités des premières prises de contact ont varié. Les échanges se sont ensuite poursuivis, par téléphone et/ou mail, entre l'Amicale du Nid et les structures identifiées.

a. En Seine-et-Marne¹

La progression du diagnostic a été globalement plus lente que dans les trois autres départements. Deux raisons peuvent être avancées pour expliquer cela. D'une part, la délégation départementale aux droits des femmes et à l'égalité était vacante jusqu'au début du mois de février 2017. D'autre part, nous ne disposions pas, comme base de départ, des contacts de professionnel-le-s ayant participé aux formations de l'Amicale du Nid, aucune session n'ayant encore été organisée en Seine-et-Marne.

Une trentaine de structures a été listée dans la base de données, à partir des contacts transmis par la délégation départementale aux droits des femmes et à l'égalité, puis au gré des rencontres effectuées. Des contacts ont été établis avec 31 d'entre elles par l'Amicale du Nid. Parallèlement, la délégation départementale a effectué plusieurs rencontres pour informer et mobiliser autour du diagnostic.

b. Dans les Yvelines

Un courrier de présentation du diagnostic a été envoyé par la délégation départementale aux droits des femmes et à l'égalité. Le diagnostic s'est concentré, dans un premier temps, sur le secteur de Saint-Germain-en-Laye, où les contacts étaient plus faciles à établir en raison de la grande visibilité de la prostitution en forêt de Saint-Germain. Par la suite, l'étude a été peu à

¹ Les données sont systématiquement présentées dans l'ordre croissant des numéros de département : Seine-et-Marne (77), Yvelines (78), Val-de-Marne (94), Val-d'Oise (95)

peu étendue à d'autres secteurs du département. Près de 90 structures ont été identifiées. Des contacts ont été pris avec 77 d'entre elles, par téléphone ou par mail.

c. Dans le Val-de-Marne

Le choix a été fait de privilégier des réunions d'information collective pour présenter la loi du 13 avril 2016 et la démarche de diagnostic et toucher un maximum de professionnel-le-s intervenant directement auprès des publics. Une présentation générale du diagnostic a eu lieu à la préfecture de département au début du mois de février 2017, avec une dizaine de partenaires clés (préfecture, conseil départemental, police, éducation nationale, associations...). 7 interventions ciblées ont ensuite été organisées, auprès des cadres des espaces départementaux de solidarité (services sociaux départementaux), des structures d'hébergement, des membres de l'Observatoire de l'égalité du département du Val-de-Marne, et des professionnel-le-s de la protection maternelle et infantile (médecins gynécologues, infirmiers-ères, sages-femmes, conseillers-ères conjugaux-les et familiaux-les). Près d'une centaine de professionnel-le-s ont pu être intégré-e-s à la démarche de diagnostic et bénéficier d'une première information sur la loi du 13 avril 2016 par ce biais. Parallèlement, des contacts ont été établis avec 36 structures listées dans la base de données.

d. Dans le Val-d'Oise

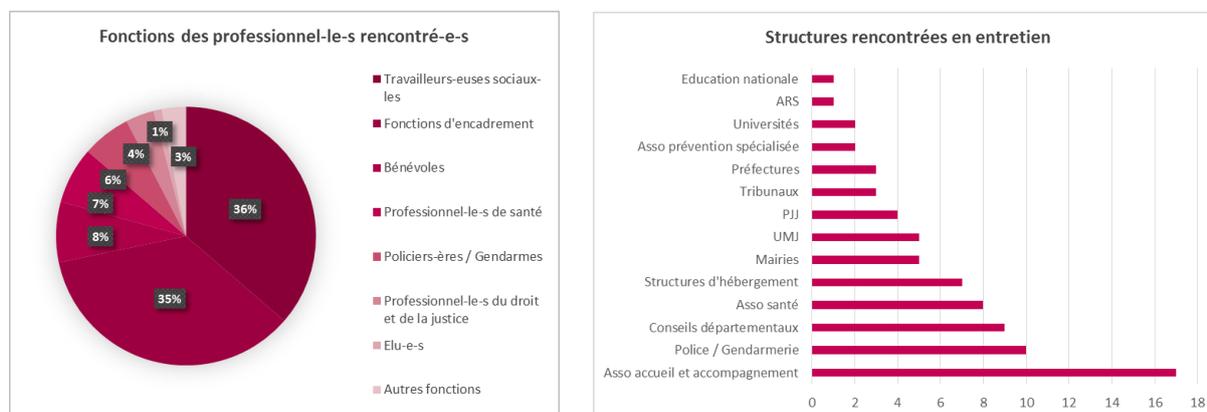
Le préfet délégué à l'égalité des chances et la délégation départementale aux droits des femmes et à l'égalité ont largement mobilisé les professionnel-le-s du territoire. Des courriers ont été envoyés pour présenter le diagnostic. La démarche a également été relayée par le comité territorial de l'Amicale du Nid, une instance bénévole préfigurant l'implantation de l'association dans le département, et le réseau associatif très actif du Val-d'Oise. 93 structures ont été identifiées, 87 contactées.

Dans les quatre départements, des contacts ont abouti à la réalisation d'entretiens ou au remplissage d'un questionnaire en ligne, permettant de collecter les données présentées dans cette étude.

2. Les entretiens

Des entretiens semi-directifs, individuels ou en petits groupes, ont été conduits entre février et juillet 2017 dans les Yvelines, le Val-de-Marne et le Val-d'Oise, et jusqu'en novembre 2017 en Seine-et-Marne. Au total, plus de 200 professionnel-le-s ont participé à ces entretiens. Elles-ils sont travailleurs-euses sociaux-les, directeur-trices, chef-fe-s ou responsables de services, bénévoles, médecins, policiers-ères, gendarmes, procureur-e-s, élu-e-s...

Une grille d'entretien a été établie, reprenant les mêmes items que le questionnaire en ligne (*voir partie suivante*). Les échanges étaient libres, la grille servant de points de repère sur les éléments à recueillir et pour recentrer les discussions sur les thèmes intéressant notre recherche. La plupart des entretiens ont eu lieu en face à face. Quelques-uns ont été menés par téléphone.



Les entretiens avaient trois objectifs principaux :

- Faire connaître la démarche de diagnostic et sensibiliser les professionnel-le-s aux enjeux de la lutte contre le système prostitutionnel
- Collecter un premier niveau de données sur la prostitution dans les quatre départements
- Rencontrer des personnes relais pour la diffusion du questionnaire en ligne, afin de préciser les données (*voir partie suivante*)

87 entretiens ont été conduits au total :

- 17 en Seine-et-Marne
- 20 dans les Yvelines
- 16 dans le Val-de-Marne + 7 réunions d'information collective
- 28 dans le Val-d'Oise

- 6 auprès de structures intervenant au niveau de la région Ile-de-France
(La liste complète des structures rencontrées est disponible en annexe 2).

Quelques données ont également été recueillies par mail (Emmaüs Solidarité dans le 94), via les délégations départementales aux droits des femmes et à l'égalité (Unité médico-judiciaire de Fontainebleau dans le 77, Direction départementale de la sécurité publique dans le 94) ou au cours d'autres réunions (ACJUSE dans le 77, ASSOEDY, CHRS « Lève-toi et marche », La Nouvelle Etoile dans le 78).

3. Le questionnaire en ligne

Un questionnaire en ligne, auto-administré via Google Form, a été envoyé à partir d'avril 2017. Un « panel test », constitué de quatre acteurs-trices volontaires (insertion professionnelle, santé, hébergement, accueil de jour), a permis de vérifier s'il était bien adapté aux pratiques professionnelles. Il a ensuite été diffusé, tout au long du diagnostic, aux personnes rencontrées au cours des entretiens et réunions, ainsi qu'aux professionnel-le-s ayant participé aux formations de l'Amicale du Nid dans les Yvelines, le Val-de-Marne et le Val-d'Oise au cours des trois dernières années (2015-2016-2017).

Le questionnaire est constitué de trois parties :

I- Le repérage et l'identification des personnes en situation ou en risque de prostitution

I-1- Les personnes en situation de prostitution

I-2- Les personnes en risque de prostitution

II- L'accueil, l'accompagnement, l'orientation des personnes en situation ou en risque de prostitution

III- La mise en place des parcours de sortie

Il avait pour objectif de faire remonter deux types de données :

- Des éléments sur les situations et les risques de prostitution identifiés par les acteurs-trices de terrain : formes et lieux de prostitution, présence de réseaux de proxénétisme et/ou traite des êtres humains, personnes victimes du système prostitutionnel et leurs parcours de vie.
- Des éléments sur les pratiques professionnelles des répondant-e-s : les ressources déployées, les besoins, les difficultés rencontrées.

La troisième partie, courte et prospective, interrogeait les professionnel-le-s sur leurs connaissances de la loi du 13 avril 2016 et du dispositif des parcours de sortie, et sur leur intérêt à poursuivre un travail en réseau sur la problématique.

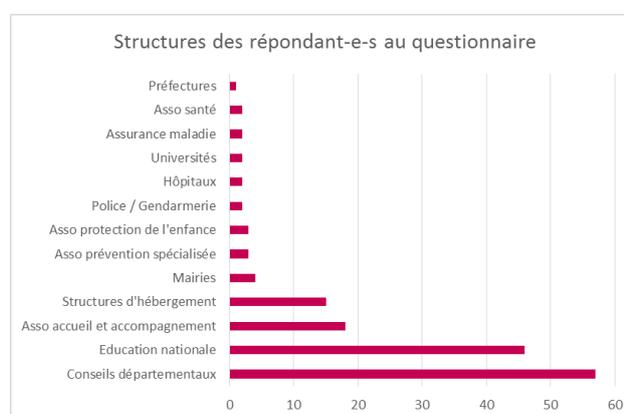
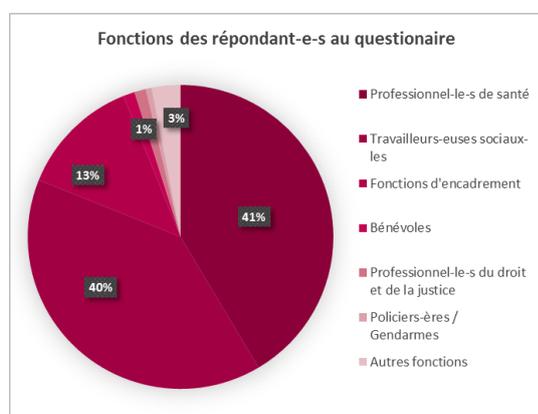
(Le questionnaire complet est disponible en annexe 3).

170 professionnel-le-s ont répondu au questionnaire :

- 14 en Seine-et-Marne
- 22 dans les Yvelines
- 102 dans le Val-de-Marne
- 32 dans le Val-d'Oise

Le fort taux de réponse dans le Val-de-Marne peut s'expliquer, au moins en partie, par la différence de méthode employée : les réunions d'information collective ont permis de toucher directement un grand nombre d'acteurs-trices intervenant directement auprès des publics. La diffusion du questionnaire a par ailleurs été relayée à plusieurs reprises par la déléguée départementale aux droits des femmes et à l'égalité.

La majorité des répondant-e-s sont des professionnel-le-s de santé (70) et des travailleurs-euses sociaux-les (68).



4. Des données à prendre avec précaution

Les données présentées dans cette étude doivent être considérées avec une extrême précaution. Elles n'ont pas de valeur absolue en dehors du contexte de ce diagnostic et ne peuvent être comparées de manière brute, car elles ne représentent pas objectivement l'intégralité de la réalité du phénomène prostitutionnel dans les quatre départements étudiés.

Au-delà de la variabilité du nombre de personnes répondantes, les éléments recueillis comportent des difficultés d'interprétation dues au fait qu'ils reflètent :

- L'intérêt porté au sujet de la prostitution, au niveau individuel pour chacun-e des professionnel-le-s interrogé-e-s, mais aussi à l'échelle du département et des politiques publiques qui y sont menées.
- Les niveaux de sensibilisation et de formation des professionnel-le-s à la problématique du système prostitutionnel. Le repérage des personnes en situation ou en risque de prostitution s'avère complexe. La prostitution est rarement nommée par les personnes qui en sont victimes, et par les professionnel-le-s elles/eux-mêmes, du fait des nombreuses représentations qui l'entourent et qui influencent, souvent de manière inconsciente, les façons dont elle est perçue. Les entretiens et les réponses au questionnaire indiquent que tous-tes les acteurs-trices interrogé-e-s n'en sont pas au même stade de travail ou de réflexion sur ces représentations. Tous-tes n'ont pas le même degré de connaissance du système prostitutionnel. Des formations dispensées par l'Amicale du Nid sont par exemple en place depuis plusieurs années dans le Val-d'Oise. On peut faire l'hypothèse que le nombre plus élevé de personnes en situation de prostitution identifiées dans ce département est en partie une traduction de cela.
- Des faits qui ont été, pour un certain nombre d'entre eux, rapportés par les personnes victimes. Les discours, et leur rapport, dépendent de plusieurs niveaux d'interprétation : ils sont nécessairement contraints par ce que les personnes victimes acceptent et/ou sont en mesure de révéler et par la capacité des professionnel-le-s à les entendre. Cette contrainte se retrouve pour toutes les violences faites aux femmes. De manière générale, très peu de femmes victimes de violences portent plainte (environ 14% pour les violences au sein du couple, 10% pour les viols en France métropolitaine²). Cela s'explique par l'emprise exercée par les agresseurs mais aussi par les normes patriarcales régissant notre société : les violences subies sont tabous, renvoyées à la sphère privée, les femmes victimes sont stigmatisées, la charge de la culpabilité renversée. Ces phénomènes apparaissent particulièrement exacerbés dans le cas de la prostitution. Dans ce contexte, la connaissance et la conscience des professionnel-le-s de la problématique sont clés pour permettre aux victimes de parler de leur vécu.

² <http://stop-violences-femmes.gouv.fr/Les-chiffres-de-referance-sur-les.html>

B. Le diagnostic Internet

62% de la prostitution passerait aujourd'hui par Internet³, pour la mise en relation entre acheteurs et personnes prostituées. Parallèlement à la rencontre des acteurs-trices des quatre départements, nous avons donc choisi de le considérer comme un terrain de recherche à part entière.

1. Le référencement des sites Internet

La première étape a consisté à référencer les sites proposant des annonces d'offre de prostitution. Une liste de 40 sites a été établie (*la liste complète est disponible au II-B- Nombre d'annonces Internet de prostitution dans les quatre départements*). Elle résulte d'un croisement entre, d'une part les résultats de diagnostics déjà effectués par l'Amicale du Nid à Montpellier, Marseille et dans le département de l'Isère, d'autre part, une recherche Google par mots clés : « prostitution + département », « prostituée + département », « trouver prostituée + département », « escort + département », « massage érotique + département ». Sur les 40 sites référencés :

- 38 proposent des annonces de femmes à destination d'hommes, dont 11 exclusivement. Ces annonces sont très largement majoritaires, à 88% (*voir V-E- Ce que nous disent les annonces Internet des personnes en situation de prostitution*).
- 26 proposent des annonces de personnes transidentitaires⁴ à destination d'hommes, dont 1 exclusivement.
- 24 proposent des annonces d'hommes, à destination d'hommes et/ou de femmes. Les clients ciblés semblent être précisés clairement lorsqu'il peut s'agir de femmes. On retrouve alors des mentions telles que « femmes uniquement » ou « pour femmes et hommes ». Certaines offres énoncent l'orientation sexuelle de l'homme en situation de prostitution (la plupart du temps « homosexuel » ou « bi »).
- Quelques annonces sur les sites de rencontre renvoient à des « couples d'escortes », composés d'un homme et d'une femme. L'homme y est parfois présenté comme étant « bi » mais c'est presque toujours la femme, réduite à son corps, qui est mise en avant dans les descriptions et sur les photos.

³ Mouvement du Nid et Psytel, Etude « PROSTCOST – Estimation du coût économique et social de la prostitution en France », 2015

⁴ Les personnes transidentitaires incluent ici les personnes travesties, transgenres et transsexes, même si nous savons qu'elles vivent des réalités différentes.

a. Trois grandes catégories de sites Internet

Les 40 sites peuvent être répartis en trois grandes catégories :

- Les sites spécialisés en « escorting » (25)

Il peut s'agir de sites d'agences d'escorting, sur lesquels les présentations sont standardisées sous forme de fiches. Celles-ci concernent quasi exclusivement des personnes prostituées femmes, à destination de clients hommes. Les acheteurs peuvent évaluer et commenter les « prestations ». Ils ont aussi la possibilité de « réserver » une « escorte » en ligne. Des moteurs de recherche perfectionnés permettent de trier les offres en fonction de leur zone géographique, des caractéristiques physiques des personnes en situation de prostitution (couleurs de cheveux, d'yeux, de peau, mensurations...) et des prestations sexuelles proposées, qui sont la plupart du temps détaillées explicitement.

Un jargon spécifique est parfois utilisé, pour apporter des précisions sur le déroulement des passes (« incall » ou « outcall » permettent notamment de savoir si la personne prostituée reçoit l'acheteur ou se déplace), les tarifs (qui peuvent être exprimés en « roses ») ou certaines prestations (« GFE », *girl friend experience*, désigne par exemple une sorte de jeu de rôle dans lequel la personne en situation de prostitution doit se comporter comme si elle était la petite amie du client).

Une dimension internationale est souvent présente avec la possibilité de choisir plusieurs langues et l'organisation de tournées (*sex-tours*) aux dates détaillées, dans plusieurs pays. Certains sites renvoient par ailleurs les uns vers les autres, au moyen de bannières publicitaires, en fonction de la zone géographique de l'acheteur (France, Espagne, Belgique, Luxembourg, Canada...).

Le ton est esthétisant, du registre du glamour et du luxe. La présentation est soignée, avec des photos mises en scène et bien éclairées. Les visages sont davantage présents que sur les autres types de sites et un prénom apparaît systématiquement. Les fiches détaillent les caractéristiques physiques des personnes et les prestations sexuelles mais insistent aussi sur le *social time* et la « qualité » de « l'escorte ». On retrouve ainsi des mentions telles que « high level escort », « élégante et raffinée », « bon goût », « luxury escort »...

D'autres sites spécialisés en « escorting » se présentent comme des « annuaires d'escortes », rassemblant à la fois des annonces d'agences et de personnes déclarées comme « indépendantes » ou « occasionnelles ». Ils se rapprochent plutôt, dans leur présentation, de la deuxième catégorie : les sites de petites annonces.

- Les sites de petites annonces (5)

Il s'agit de sites généralistes, pouvant abriter des annonces de prostitution dans les rubriques de rencontres entre adultes et/ou de massages. Les sections « Erotica » de Vivastreet ou « Rencontres adultes » de W-annonce sont par exemple réputées pour héberger de telles offres. Sur les 38 affaires de proxénétisme qui ont été traités par la presse, dans les quatre départements du diagnostic, entre 2015 et 2017, Vivastreet est mentionné 11 fois, W-annonce 6 fois. L'utilisation de ces sites par les réseaux de proxénétisme est par ailleurs confirmée par les professionnel-le-s de la police, de la gendarmerie et de la justice rencontré-e-s en entretien. Ces sites rassemblent un très grand nombre d'annonces, qui ne sont pas toutes des offres de prostitution. Les petites annonces ont été jugées pertinentes pour notre étude lorsqu'elles présentaient les mêmes caractéristiques que celles des annuaires d'escortes ou des rubriques spécialisées des sites de rencontre.

- Les sites de rencontre (9)

Ces sites comportent des annonces de prostitution dans leurs rubriques « escort » et « massages etc. ». Elles sont généralement brèves, beaucoup moins rédigées que sur les sites d'agences d'escorting, parfois avec des fautes d'orthographe ou de grammaire. Les photos, qui peuvent être floues et mal éclairées, présentent des corps, en grande majorité féminins, tronqués, dénudés, dans des positions explicitement sexuelles et soumises. Elles montrent rarement le visage. Les titres des annonces peuvent mentionner des prénoms ou des pseudos mais ce sont souvent des caractéristiques physiques, une nationalité, une catégorie « ethnique » (« Jolie asiatique », « la black aux formes », « belle brune ») qui sont mises en avant. Les intitulés peuvent aussi faire référence à l'acte sexuel proposé (« d'agréables moments », « massage érotique », « petit plaisir »).

Plusieurs de ces sites présentent des similitudes de design et d'utilisation. Ils renvoient à des contenus identiques, aussi bien au niveau des annonces que des conditions générales d'utilisation et ont donc probablement été conçus par les mêmes auteur-e-s. Peut-être s'agit-il d'une stratégie pour gagner en visibilité sur le web ou d'un système de *backup* pour conserver les données, au cas où l'un de ces sites viendrait à disparaître.

- Un site répertorie également des salons de massages érotiques.

Les annonces détaillent les prestations et les tarifs proposés dans des salons ayant une existence légale, puisque le numéro de SIRET est demandé à la création du compte utilisateur. Le site prétend « référencer uniquement des annonces pour des prestations de bien-être » et décrète que « les massages sensuels (naturiste, body-body, réciproque, ...) proposés par nos

inscrit(e)s ne sont en aucun cas des prestations sexuelles et ne peuvent être assimilées à des services d'escorte ou de prostitution ». Les annonces laissent cependant peu de doute, tant leur présentation est similaire à celles présentes dans les autres catégories de sites.

Sur les quatre départements étudiés, 1 salon est indiqué en Seine-et-Marne (Melun) et 4 dans le Val-de-Marne (Alfortville, Chevilly-Larue, Saint-Maur-des-Fossés, Choisy-le-Roi).

b. Mise en ligne des annonces et conditions générales d'utilisation

Deux tendances ressortent de l'étude des conditions de mise en ligne des annonces et d'utilisation des sites.

Tout d'abord, la publication d'annonces de prostitution est rarement entièrement gratuite, en tout cas si l'annonceur-euse souhaite que son offre sorte du lot. La majorité des sites, soit 29 sur 40, fonctionnent avec un système d'options payantes, auxquelles il est possible de souscrire à l'unité ou sous forme de package (offre « premium » ou « VIP »). Ces options permettent de mettre les annonces en avant et de les distinguer, en les faisant apparaître en tête de liste ou dans des encarts spécifiques, en changeant la couleur et la police du texte, en apposant des mentions telles que « photos réelles » ou « 100% vérifié »... Elles peuvent aussi concerner le nombre de photos autorisées ou la possibilité de modifier l'annonce, et notamment sa localisation géographique, de manière illimitée.

Outre ces options, au moins 4 sites fonctionnent sur un système d'abonnement payant mensuel ou trimestriel. Sur au moins 3 sites, l'inscription est payante.

Au total, le coût de mise en ligne peut varier de quelques euros, 8€ pour toutes les options sur certains sites de rencontre et de petites annonces, à plusieurs dizaines, voire centaines d'euros sur des sites spécialisés en « escorting » ou particulièrement fréquentés comme Vivastreet. Une enquête du Monde⁵, parue en février 2017, estimait ainsi à plus de 200€ par mois le coût d'une annonce dans la rubrique « Erotica » de Vivastreet (abonnement et options de mise en avant).

La deuxième tendance, qui est probablement en partie un corollaire à la première, est l'effort déployé par les créateurs-trices des sites Internet pour se dégager de toute responsabilité civile et pénale, quant aux contenus publiés sur leurs pages. Cela apparaît clairement dans les conditions générales d'utilisation (CGU). On peut ainsi lire sur escortesexe.net qu'il s'agit seulement d'un « site d'information et de publicité [...] ». Nous sommes juste un site commercial,

⁵Le Monde, « Les différents visages de la prostitution par petites annonces », 2 février 2017

nous ne sommes pas une agence d'escorte, nous ne faisons pas d'affaires avec des escortes ou de prostitution ». Les CGU de tescort.com précisent quant à elles : « en cliquant sur le bouton "ENTER" ci-dessous, je libère et décharge les fournisseurs d'accès, propriétaires et créateurs de Tescort.com de toute responsabilité quant au contenu et à l'utilisation faite de cette section ». Certaines mentions laissent pourtant peu de doute sur le fait que les propriétaires des sites savent qu'elles-ils hébergent des annonces offrant des relations sexuelles tarifées. Le site de petites annonces Marche.fr indique ainsi dans les conditions générales de sa rubrique « Adultes » : « les détails d'une offre à caractère adulte (escortes, massages, danses érotiques) doivent être discutés en dehors du site ». Une formule que l'on retrouve sous les annonces de plusieurs sites de rencontres est quant à elle beaucoup plus explicite : « ne jamais payer par carte PCS⁶ avant une rencontre ».

2. La quantification des annonces de prostitution

A partir de la liste des 40 sites référencés, une quantification des annonces a été effectuée, pour la Seine-et-Marne, les Yvelines, le Val-de-Marne et le Val-d'Oise. Le décompte a été réalisé en utilisant les critères de tri géographiques proposés par les sites. Les résultats sont donc fonction des villes et/ou départements déclarés par les auteur-e-s des annonces, au moment de la mise en ligne ou de l'inscription.

Un total de 7393 annonces a été répertorié, pour l'ensemble des quatre départements, entre le 27 décembre 2016 et le 13 février 2017. Les chiffres du diagnostic Internet sont présentés à titre indicatif. Ils donnent une idée de l'ampleur du phénomène prostitutionnel via Internet.

L'estimation présente plusieurs biais :

- La date de publication des annonces n'étant pas toujours mentionnée, on peut supposer que toutes ne sont pas forcément à jour ni valable au moment où nous les avons répertoriées.
- La quantité de petites annonces sur Internet et le fait qu'elles mélangent parfois offres et demandes, voire prostitution et rencontres sexuelles non-tarifées, rend impossible, sur certains sites, le décompte exact du nombre d'annonces d'offre de prostitution. Dans ces cas, une moyenne d'annonces pertinentes a été établie sur les dix premières

⁶ Les cartes PCS (*prepaid cash services*) sont des cartes de paiement prépayées rechargeables. Elles permettent notamment d'effectuer des achats sécurisés en ligne, puisqu'elles ne sont pas affiliées à un compte bancaire.

- pages et multipliée par le nombre total de pages. Les annonces ont été jugées pertinentes, lorsqu'elles étaient similaires à celles des sites et rubriques spécialisés.
- Certains sites proposent une recherche par ville, et non par département. La recherche a alors été menée sur les villes déjà ressorties sur d'autres sites. Certaines annonces n'ont probablement pas été comptabilisées de ce fait.
 - La liste des sites établie ne peut prétendre être exhaustive. Plusieurs sites de rencontre nécessitant une inscription, préalablement à leur consultation, n'ont pas pu être étudiés. La Brigade de répression du proxénétisme (BRP), rencontrée au cours du diagnostic partagé, fait également état de sites communautaires, utilisés par des personnes partageant une même origine géographique ou nationalité. Ceux-ci ne sont pas ressortis dans les recherches Google, qui n'ont été effectuées qu'en français, et n'ont par conséquent pas été référencés.
 - Tout un pan des nouvelles technologies de l'information et de la communication reste par ailleurs inexploré : les réseaux sociaux et les applications mobiles avec géolocalisation n'ont pas été inclus dans ce diagnostic. Vue l'importance prise par ces médiums dans les relations interpersonnelles et commerciales, mais aussi la récurrence avec laquelle les acteurs-trices de terrain rencontrés en entretien, professionnel-le-s de la jeunesse notamment, ont fait mention de l'usage de réseaux types Facebook ou Snapchat dans les situations de prostitution qu'elles-ils ont identifiées, on peut supposer qu'une part non-négligeable de l'offre de prostitution passant par Internet n'apparaît pas dans notre étude.

Précisons également que l'estimation du nombre d'annonces ne peut correspondre qu'à une photographie à un moment T de l'offre de prostitution via Internet dans chacun des quatre départements. Les contenus publiés sur Internet évoluent très rapidement. C'est d'autant plus le cas quand ils concernent des activités illicites, telles que le proxénétisme et la traite des êtres humains. Des sites disparaissent régulièrement, rouvrant ensuite sous d'autres noms, voire dans d'autres pays. A titre d'exemple, quatre sites étudiés en février 2017, émanant probablement des mêmes créateurs-trices vu leurs similitudes de design et d'utilisation, semblaient ne plus fonctionner en juillet.

A cela s'ajoute une mobilité accrue des personnes en situation de prostitution et des réseaux de proxénétisme, qui changent physiquement de zones géographiques pour augmenter les rendements, isoler les victimes et compliquer le travail de la police et de la gendarmerie. La pratique des *sex-tours* s'inscrit dans cette logique. Les personnes en situation de prostitution sont transportées de villes en villes, pour quelques jours à quelques semaines, selon un circuit

et des dates prévues à l'avance. Nécessitant une logistique importante, ces tournées ne peuvent être le fait que de réseaux bien structurés.

L'enquête du Monde⁷, de février 2017, avance par ailleurs l'hypothèse que l'hiver serait plus propice à la prostitution via Internet en Ile-de-France, les passes ayant lieu à l'intérieur (hôtels, appartements). La tendance pourrait donc être inverse à celle observée sur la prostitution *outdoor*, dont les chiffres gonflent plutôt en période estivale.

Ces mouvements sont probablement facilités par Internet, qui permet aux réseaux de dématérialiser une part importante de leur organisation : recherche de lieux de passes, réservation de chambres d'hôtels ou d'appartements, racolage et mise en relation avec les acheteurs, blanchiment et transfert d'argent...

3. La constitution d'un échantillon et l'analyse qualitative

Les 7393 annonces ne pouvant être analysées en détail dans leur totalité, un échantillon a été constitué pour tenter de qualifier l'offre de prostitution via Internet. Pour assurer une certaine représentativité de la population examinée, la taille de cet échantillon a été définie à partir du calculateur gratuit du site checkmarket.com. Avec une marge d'erreur de 5%, le nombre d'annonces à étudier a ainsi été fixé à 366. Ces 366 annonces ont ensuite été réparties par département et par site, en fonction des proportions de la population générale, puis sélectionnées de manière aléatoire sur chaque page.

Plusieurs questions ont été abordées dans cette étape du diagnostic Internet :

- Où, dans chacun des quatre départements, les annonces sont-elles localisées ?
- Quelle est la part de doublons dans les annonces répertoriées et, à partir de là, peut-on donner une estimation du nombre de personnes en situation de prostitution concernées ?
- Comment ces personnes sont-elles présentées ? A-t-on des indices sur qui elles sont ?
- A qui ces annonces s'adressent-elles ? Comment ? Quels termes sont utilisés pour qualifier la situation de prostitution ?
- Quelles précisions les annonces nous apportent-elles sur l'organisation et le déroulement des passes ?
- Peut-on repérer des indices de présence des réseaux de proxénétisme et de traite des êtres humains sur Internet ?

⁷ Ibid.

L'analyse de l'échantillon apporte un certain nombre de réponses, à prendre avec précaution vue les difficultés d'interprétation. Outre le fait que les données sont uniquement d'ordre déclaratif, il est fort probable qu'un certain nombre d'entre elles ne correspondent pas à la réalité des personnes en situation de prostitution mais relèvent davantage d'une stratégie marketing visant à attirer les acheteurs. Nous ne pouvons oublier que la prostitution est un marché extrêmement lucratif. Les éléments collectés sur Internet nous informent donc en partie sur le profil des personnes victimes mais aussi et surtout sur l'état de la demande, et de l'offre développée pour y répondre.

II- PREMIERES BASES POUR UNE QUANTIFICATION DU PHENOMENE PROSTITUTIONNEL DANS LES QUATRE DEPARTEMENTS

Les données recueillies dans le cadre du diagnostic partagé et du diagnostic Internet nous permettent de poser les premières bases d'une quantification de la prostitution dans les quatre départements. Les chiffres présentés n'ont pas vocation à être exhaustifs mais visent à donner une idée de l'ampleur du phénomène prostitutionnel dans les territoires étudiés. Ils correspondent, dans tous les cas, à des estimations *a minima*, rendant compte d'une partie du système prostitutionnel perçue par le prisme des acteurs-trices de terrain et des annonces Internet.

A. Nombre de personnes en situation ou en risque de prostitution identifiées par les professionnel-le-s des quatre départements

59% des professionnel-le-s interrogé-e-s par le biais des entretiens ou du questionnaire en ligne déclarent avoir déjà rencontré une/des personne(s) en situation de prostitution dans le cadre de leur activité professionnelle.

Au moins 1043 personnes en situation de prostitution ont été repérées par ces acteurs-trices de terrain dans les quatre départements. A la question sur le nombre de personnes, beaucoup d'interlocuteurs-trices n'ont pas été en mesure de répondre, ou ont répondu de manière très imprécise⁸. Le chiffre avancé correspond donc à une estimation basse et tout à fait approximative du nombre de personnes en situation de prostitution repérées par les professionnel-le-s interrogé-e-s. Il ne s'agit en aucun cas d'un décompte de la totalité des personnes en situation de prostitution dans les territoires étudiés. Celui-ci donnerait sans aucun doute un chiffre beaucoup plus important. Il ne s'agit pas non plus d'une indication du nombre de parcours de sortie de la prostitution et d'insertion sociale et professionnelle qui pourraient être mis en œuvre dans chacun des quatre départements. Nous n'avons pas d'éléments sur le nombre de personnes concernées qui poseront une demande de sortie de prostitution. Nous savons, de par notre expérience, que la formulation d'une telle demande

⁸ Dans le questionnaire en ligne, il était demandé aux professionnel-le-s de décrire des catégories de situation ou de risque de prostitution. Ces catégories pouvaient concerner une personne ou un groupe de personnes présentant des similitudes dans leur profil (sexe, âge, nationalité...), leur parcours de vie, le lieu et la forme de prostitution. Pour chaque catégorie de situation ou de risque, il était demandé aux professionnel-le-s de préciser le nombre de personnes concernées. En l'absence de réponse, nous avons choisi de compter 1 par défaut. Lorsque la réponse comprenait plusieurs chiffres (par exemple : « 3 ou 4 »), nous avons systématiquement retenu le plus petit. Ces choix de calculs nous permettent d'affirmer que les données présentées dans ce document sont une estimation *a minima* du nombre de personnes en situation ou en risque de prostitution identifiées par les professionnel-le-s interrogé-e-s dans les quatre départements.

peut être longue et difficile, notamment pour que la personne prenne conscience du système d'emprise auquel elle est soumise et trouve les moyens, et les appuis, pour envisager de s'en affranchir. D'où l'importance de constituer un maillage partenarial autour de cette question et de concrétiser l'intervention spécialisée d'association(s) agréée(s) comme prévu par la loi du 13 avril 2016.

Le nombre de personnes en situation de prostitution repérées par les professionnel-le-s interrogé-e-s se répartit comme suit :

Personnes en situation de prostitution : 1043
○ SEINE-ET-MARNE : 218 PERSONNES
○ YVELINES : 186 PERSONNES
○ VAL-DE-MARNE : 207 PERSONNES
○ VAL-D'OISE : 432 PERSONNES

Il peut s'agir de personnes en situation de prostitution dans ces territoires, mais aussi de personnes en situation de prostitution hors des quatre départements mais y habitant et ayant donc fait appel à leurs services.

A côté des situations de prostitution, il a aussi été demandé aux professionnel-le-s si elles/ils avaient repéré des personnes en risque de prostitution. *(La question des facteurs « de risque », que nous appelons facteurs fragilisants et déclenchants de l'entrée dans le système prostitutionnel, est étudiée dans la partie V- Les personnes en situation ou en risque de prostitution, leurs parcours de vie).* A minima, 758 personnes en risque de prostitution ont été identifiées dans les quatre départements. Leur nombre se répartit comme suit :

Personnes en risque de prostitution : 758
○ SEINE-ET-MARNE : 60 PERSONNES
○ YVELINES : 26 PERSONNES
○ VAL-DE-MARNE : 580 PERSONNES ⁹
○ VAL-D'OISE : 92 PERSONNES

⁹ Le nombre de personnes en risque de prostitution avancé dans le Val-de-Marne apparaît particulièrement élevé. Il est le reflet de ce qui nous a été rapporté au cours des entretiens. Plusieurs professionnel-le-s rencontré-e-s ont exprimé leur inquiétude quant à la présence d'environ 400 femmes dans un camp de réfugié-e-s installé par la Mairie de Paris à Ivry-sur-Seine. Ces femmes sont considérées par nos interlocuteurs-trices comme particulièrement exposées au risque prostitutionnel.

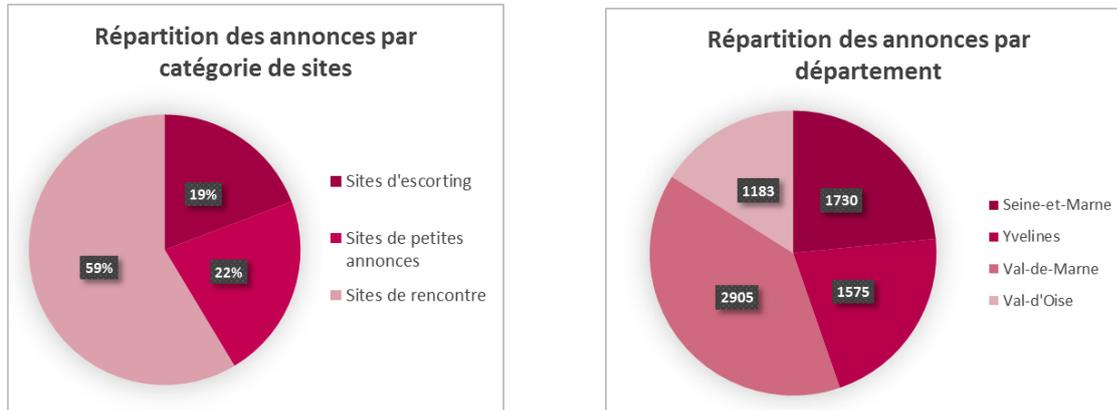
B. Nombre d'annonces Internet de prostitution dans les quatre départements

Nombre d'annonces d'offre de prostitution par site et par département, répertoriées entre le 27 décembre 2016 et le 13 février 2017.

Sites	77	78	94	95
http://www.ladyxena.com/	34	52	38	27
http://www.lovesita.com	4	7	11	7
http://www.escortsexe.net/	155	99	352	109
http://www.6annonce.com/	0	4	1	1
http://www.allo-escort.com	22	27	43	8
http://happyescorts.com	0	2	2	2
http://escort-rencontre.net	1	1	1	2
http://www.escortssecret.com/	2	0	0	0
http://sexescort4u.com	6	2	1	5
http://escort-fr.com	7	11	1	3
http://www.escortsabc.com/	8	13	26	7
Sites du worldescortindex				
http://girlsfr.com/	0	0	0	2
http://escortsfrance.org	1	4	0	0
www.zaramodel.com/	0	1	0	0
http://www.escortme.fr	1	0	1	1
http://www.luxury-girl-friend.com	3	3	2	1
http://www.tescort.com/	11	14	13	10
http://www.annonce-escorte-girl.com/	0	1	3	1
http://france.topescortbabes.com/fr/	5	7	2	3
https://www.escorts69.fr/	34	44	16	12
Sites de réseau sexe				
http://www.reseausexe.net/	6	20	9	8
http://www.reseaucougar.net/	10	10	14	7
http://www.reseaugay.net	3	2	5	3
http://www.reseautrans.net/	3	1	4	0
http://escortbook.fr	3	3	8	2
Sites spécialisés en « escorting »				
http://escort.vivastreet.com	195	168	198	144
http://wannonce.com	160	104	247	188
http://www.marche.fr	37	57	72	41
http://www.g-trouve.com	3	1	0	0
http://www.lespag.com/	2	4	3	4
Sites de petites annonces				
https://massagexquis.com	1	0	4	0
Sites spécialisés en massages érotiques				
http://www.lovesita.com	4	7	11	7
http://www.celibook.com/	144	129	259	82
http://www.rencontreintime.com/	1	3	4	4
Sites reprenant les mêmes contenus				
http://www.onseconnait.com/	144	129	259	82
http://rencontres.insolites.net	144	129	259	82
http://www.ruedelarencontre.com/	144	129	259	82
http://www.rencontre-ephemere.com/	144	129	259	82

http://www.rencontres-sanslendemain.com	144	129	259	82
http://www.tolere.com/	144	129	259	82
Sites de rencontre	1013	913	1828	585
TOTAL	1730	1575	2905	1183

7393 annonces ont été répertoriées au total, sur les quatre départements étudiés, entre le 27 décembre 2016 et le 13 février 2017.



L'analyse de l'échantillon laisse apparaître un taux de doublons des annonces dans un même département relativement important, de l'ordre de 62%. Cela émane notamment du fait que certains contenus sont dupliqués sur plusieurs sites de rencontres, qui pourraient émaner, vue leurs similitudes d'utilisation et de design, des mêmes créateurs-trices.

En extrapolant ce taux de doublons au total des 7393 annonces, nous pouvons émettre l'hypothèse que 2810 personnes en situation de prostitution pourraient être concernées par ces annonces. Celles-ci se répartissent comme suit :

7393 annonces Internet, 2810 personnes en situation de prostitution

- SEINE-ET-MARNE : 1730 ANNONCES, 657 PERSONNES
- YVELINES : 1575 ANNONCES, 599 PERSONNES
- VAL-DE-MARNE : 2905 ANNONCES, 1104 PERSONNES
- VAL-D'OISE : 1183 ANNONCES, 450 PERSONNES

Compte tenu des biais dans la quantification évoqués plus haut, de toute la partie restée inexplorée des réseaux sociaux et des applications mobiles et du fait qu'il est tout à fait probable que certaines annonces renvoient en réalité à plusieurs personnes en situation de prostitution, nous pouvons raisonnablement penser qu'il s'agit d'une estimation basse du nombre de personnes en situation de prostitution via Internet, dans les quatre départements, au moment de notre étude.

III- CARTOGRAPHIE DES LIEUX ET DES FORMES DE PROSTITUTION

Les cartographies présentées dans cette rubrique permettent de visualiser les lieux et les formes de prostitution identifiés par les professionnel-le-s interrogé-e-s dans les quatre départements. Elles montrent des lieux de prostitution avérés, pour lesquels des faits de prostitution ont été rapportés par les victimes ou directement observés, mais aussi des lieux correspondant à des hypothèses de prostitution ressorties dans les entretiens ou le questionnaire en ligne. Sans prétendre à l'exhaustivité, elles donnent une première idée, *a minima*, de l'ampleur et de la variabilité des formes prises par la prostitution dans les territoires étudiés. Elles confirment, s'il subsistait des doutes, la nécessité d'actions départementales concertées de lutte contre le système prostitutionnel.

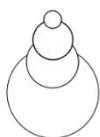
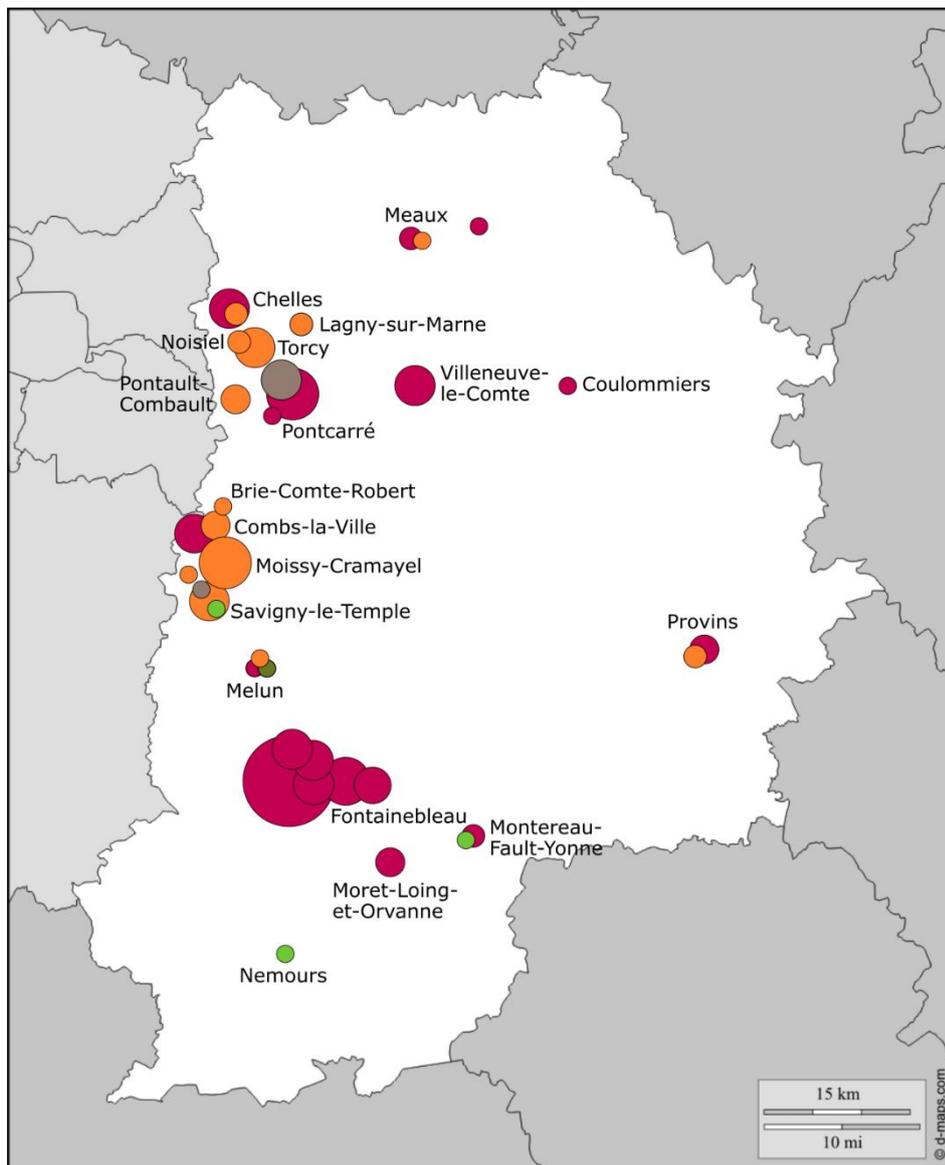
Les formes de prostitution auxquelles nous nous référons dans cette section correspondent à différentes facettes du système prostitutionnel. Elles ne diffèrent pas dans leur nature (l'achat d'un acte sexuel), qui est toujours intrinsèquement violente en raison des rapports de domination qui la structurent, ni dans leurs conséquences sur les personnes victimes. La distinction se situe au niveau des lieux de mise en relation avec les clients et/ou de passe. Les formes peuvent être classés en deux grandes catégories : la « prostitution visible » et la « prostitution discrète ». La prostitution est qualifiée de visible ou *outdoor*, lorsque les faits ont lieu à l'extérieur : rue, route, forêt, parking, aire de repos... Elle est dite discrète ou *indoor* quand elle se déroule dans des lieux clos : hôtel ou appartement, avec une mise en relation passant généralement par Internet, mais aussi structure d'hébergement, bar, salon de massage...

Pour chacun des départements, une cartographie des annonces Internet d'offre de prostitution a également été incluse. Réalisée à partir de l'analyse de l'échantillon, elle permet d'apprécier la répartition géographique des annonces en fonction des villes déclarées par leurs auteur-e-s. Ces villes peuvent renvoyer au lieu de passe et/ou de résidence des personnes. Dans tous les cas, elles ne sont probablement pas figées dans le temps : dans un peu plus de 16% des annonces, les personnes sont présentées comme étant « de passage », « dans votre ville pour une semaine / quelques jours », voire « en vacances ». Même si ces mentions peuvent relever, dans une certaine mesure, d'une stratégie marketing pour attirer les acheteurs, elles viennent quelques peu relativiser la pertinence d'un diagnostic Internet territorialisé. Peut-être plus encore que pour les autres formes de prostitution, les frontières administratives apparaissent ici poreuses et les lieux de passe et d'hébergement des victimes géographiquement mouvants. Les cartographies des annonces Internet présentées ci-dessous doivent donc être considérées comme des photographies à un moment T.

A. En Seine-et-Marne

Seine-et-Marne (77)

- 218 PERSONNES EN SITUATION DE PROSTITUTION IDENTIFIEES PAR LES PROFESSIONNEL-LE-S
- 60 PERSONNES EN RISQUE DE PROSTITUTION IDENTIFIEES PAR LES PROFESSIONNEL-LE-S
- 1730 ANNONCES DE PROSTITUTION REPERTORIEES SUR INTERNET, SOIT UNE ESTIMATION DE 657 PERSONNES EN SITUATION DE PROSTITUTION VIA INTERNET



Au moins 1 personne en situation de prostitution
 Au moins 5 personnes
 Au moins 10 personnes
 Au moins 40 personnes



Prostitution en forêt, sur les routes ou dans les rues
 Prostitution dans des zones industrielles / d'activités
 Prostitution en hôtels ou en appartements
 Prostitution dans des établissements scolaires
 Prostitution dans des salons de massage

Cartographie réalisée à partir des entretiens et du questionnaire en ligne.

1. La Forêt de Fontainebleau

La prostitution visible se concentre principalement en Forêt de Fontainebleau, au Sud-Ouest du département. Les chiffres dont nous disposons sont ceux de la Direction départementale de la sécurité publique (DDSP), qui comptabilise 67 femmes et 2 personnes transidentitaires en situation de prostitution dans la Forêt de Fontainebleau en 2016. Elles sont de nationalités roumaine, bulgare, camerounaise, nigériane, française et albanaise. Les acteurs-trices interrogé-e-s soulignent un *turn-over* important, en particulier des jeunes femmes sous la coupe de réseaux roumains, ce qui rend difficile une comptabilisation précise.

Les personnes françaises sont décrites comme des femmes quinquagénaires, en situation de prostitution depuis plus de 20 ans. Elles se rendraient sur le massif forestier avec leur véhicule personnel. Les personnes étrangères sont globalement plus jeunes. Elles sont principalement à pieds, en bordure des routes départementales (RD) traversant ou longeant la forêt et sur des aires de stationnement.

Les lieux de prostitution identifiés sont, plus spécifiquement :

- Les RD 116, 138, 142, 210, 301, 606, 607
- La Route Ronde, entre les RD 606 et 607
- La Route de Samois, entre Avon et Samois-sur-Seine

Récemment, il semble que la forte mobilisation de la police et de la justice sur le ressorts du tribunal de grande instance (TGI) de Fontainebleau, en matière de lutte contre le proxénétisme et de pénalisation des acheteurs d'actes sexuels, soit à l'origine du déplacement de certains réseaux sur des routes relevant du TGI de Melun.

2. Les autres lieux de prostitution visible

De la prostitution visible a aussi pu être observée :

- En Forêt de Sénart, proche du département de l'Essonne, notamment à la sortie de l'IUT (Institut Universitaire de Technologie) de Sénart
- En Forêt de Ferrières
- En forêt et sur de grands axes routiers, dans le secteur de Meaux
- Au croisement de la route nationale 36 et de la RD231, à hauteur de Villeneuve-le-Comte
- Dans la zone industrielle de Moissy-Cramayel

- Dans des rues, notamment la rue de la Planchette, et le long de la RD471 à Pontcarré
- Dans une zone d'activité, en périphérie de la RD471, entre Noisiel et Pontault-Combault. Des femmes camerounaises et, plus récemment, roumaines sont présentes « par vague ».
- Dans des rues et le long de routes, dans les secteurs de Moret-Loing-et-Orvanne, Chelles, Coulommiers, Provins, Montereau-Fault-Yonne et Melun

3. La prostitution discrète : principalement en hôtels et en appartements

La prostitution discrète a surtout lieu dans des hôtels et appartements. Ceux-ci peuvent être occupés de manière ponctuelle ou plus durable, notamment par des réseaux français, camerounais et sud-américains.

Des faits de prostitution ont été repérés dans des appartements ou hôtels à Brie-Comte-Robert, Chelles, Combs-la-Ville, Lagny-sur-Marne, Lieusaint, Meaux, Melun, Moissy-Cramayel, Noisiel, Pontault-Combault, Provins, Savigny-le-Temple, Torcy.

4. Les autres lieux de prostitution discrète

D'autres lieux de prostitution discrète sont signalés par les professionnel-le-s, sans précision sur leur localisation exacte dans le département :

- Des hôtels mobilisés par le 115
- Des foyers de travailleurs migrants
- Des squats, abritant des jeunes femmes (18-25 ans) isolées et sans ressources

Un salon de massage, situé à Melun, est ressorti lors de notre diagnostic Internet. La police est intervenue dans un établissement de ce type, en 2015.

Des hypothèses de prostitution ont aussi été émises, concernant des établissements scolaires, notamment à Nemours, Montereau-Fault-Yonne et Savigny-le-Temple.

5. Un risque de prostitution lié au camp de réfugié-e-s d'Avon

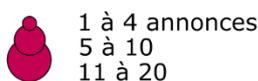
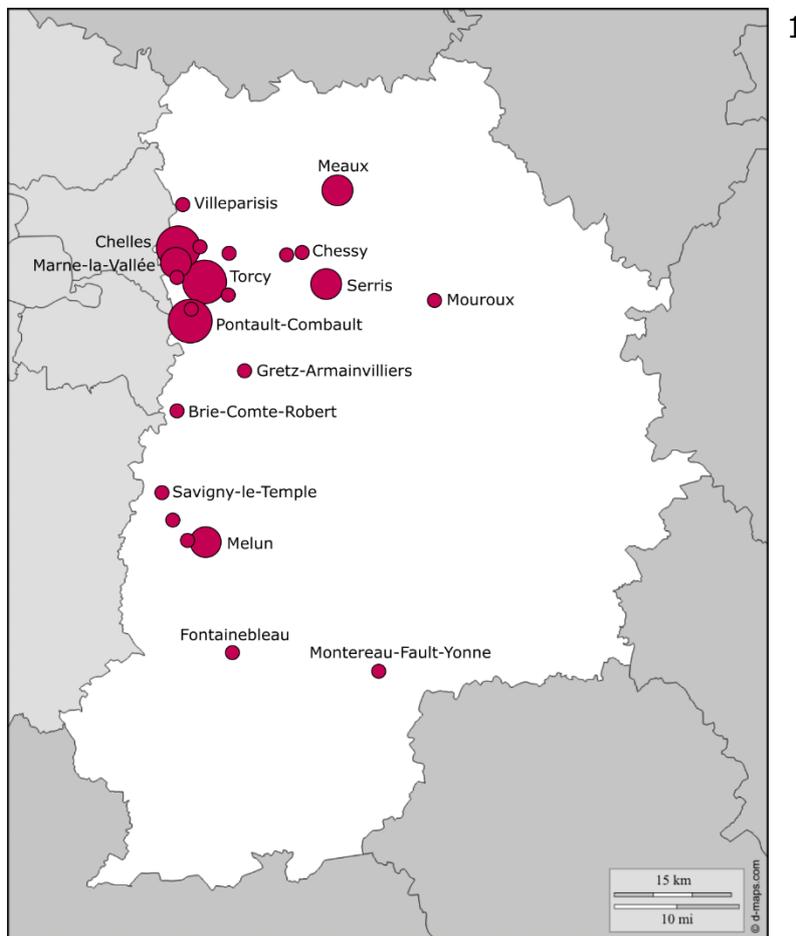
Une interlocutrice a attiré notre attention sur la présence de jeunes hommes afghans isolés, abrités temporairement dans le camp de réfugié-e-s d'Avon, près de Fontainebleau. Ceux-ci seraient arrivés après le démantèlement d'un des campements du quartier de La Chapelle, à

Paris, et auraient séjourné brièvement en Seine-et-Marne avant d'être répartis dans d'autres structures, hors Ile-de-France. Ils sont considérés, par cette professionnelle, comme particulièrement exposés au risque prostitutionnel.

6. Répartition des annonces Internet de prostitution dans le département

1730 annonces ont été dénombrées en Seine-et-Marne, soit possiblement 657 personnes en situation de prostitution. 23% des personnes sont signalées comme étant de passage, ce qui est plus élevé que dans les trois autres départements.

Quatre villes ressortent de l'analyse qualitative, concentrant presque la moitié des annonces : Torcy (14%), Chelles (13%), Pontault-Combault (13%) et Melun (12%). Suivent, Meaux (9%), Marne-la-Vallée (7%) et Serris (7%).

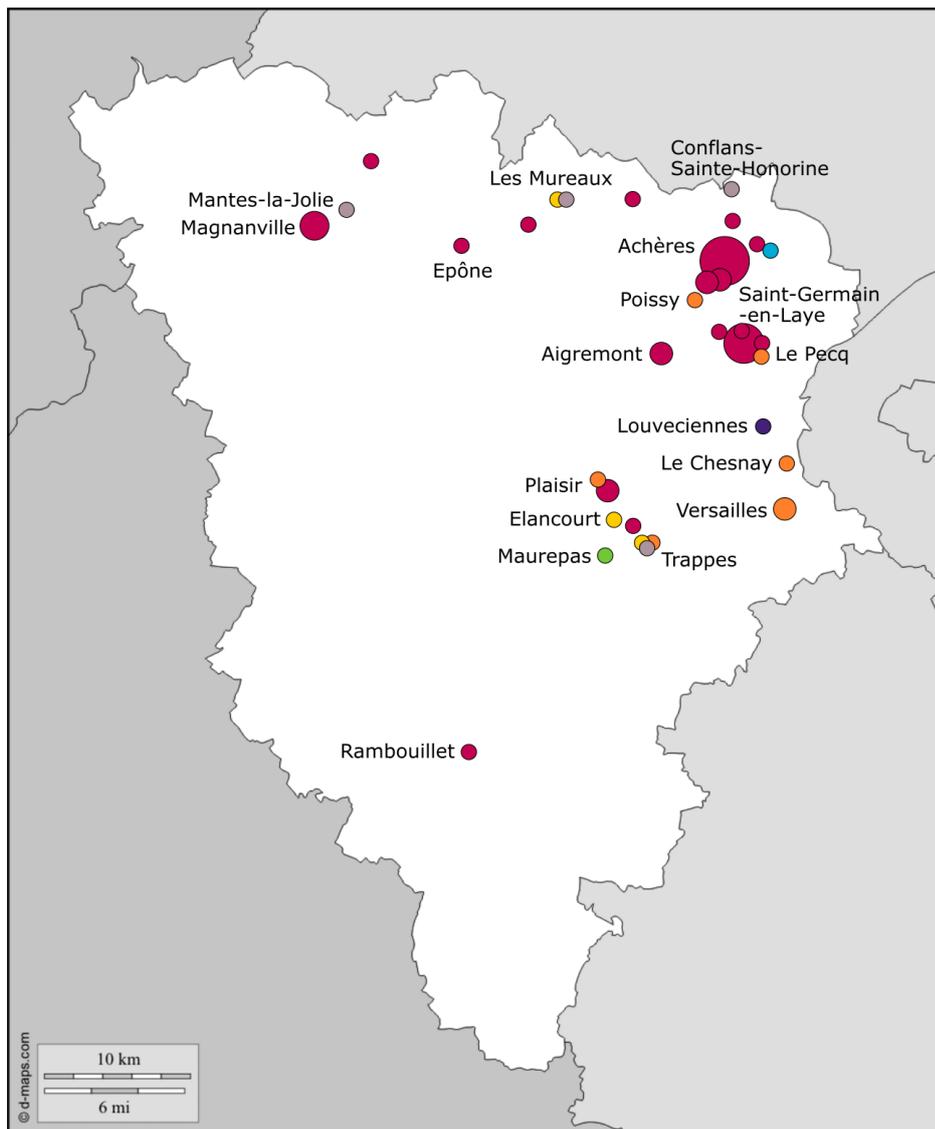


Cartographie réalisée à partir de l'échantillon, soit 86 annonces étudiées en Seine-et-Marne.

B. Dans les Yvelines

Yvelines (78)

- 186 PERSONNES EN SITUATION DE PROSTITUTION IDENTIFIEES PAR LES PROFESSIONNEL-LE-S
- 26 PERSONNES EN RISQUE DE PROSTITUTION IDENTIFIEES PAR LES PROFESSIONNEL-LE-S
- 1575 ANNONCES DE PROSTITUTION REPERTORIEES SUR INTERNET, SOIT UNE ESTIMATION DE 599 PERSONNES EN SITUATION DE PROSTITUTION VIA INTERNET



Au moins 1 personne en situation de prostitution
 Au moins 10 personnes
 Au moins 12 personnes



Prostitution en forêt, sur les routes ou dans les rues



Prostitution en hôtels ou en appartements



Prostitution dans des structures d'hébergement



Prostitution dans des bars, clubs



Prostitution dans des trains



Prostitution dans des établissements scolaires



Prostitution "diffuse" dans certaines villes ou certains quartiers

Cartographie réalisée à partir des entretiens et du questionnaire en ligne.

1. La Forêt de Saint-Germain

Dans les Yvelines, la prostitution est très visible en Forêt de Saint-Germain. Elle se serait surtout développée à partir de 2003 et la loi sur la sécurité intérieure¹⁰ renforçant le délit de racolage.

Il est difficile d'avancer un nombre de personnes actuellement en situation de prostitution en Forêt de Saint-Germain, tant les estimations recueillies sont éloignées les unes des autres. Les chiffres varient ainsi de 15-20 personnes à 100-120 personnes, selon les interlocuteurs-trices, la réalité se situant probablement quelque part dans ce vaste écart. Le décompte est d'autant plus complexe que certaines personnes prostituées ne sont présentes qu'à certaines heures de la journée ou lors de certaines saisons (printemps et été principalement).

Les professionnel-le-s interrogé-e-s semblent cependant s'accorder sur l'existence d'une vingtaine de lieux de prostitution, au sein ou aux abords de la Forêt de Saint-Germain. Si les personnes prostituées elles-mêmes ne sont pas toujours visibles, dissimulées en sous-bois ou dans les chemins, ces lieux restent repérables par des sacs plastiques accrochés aux arbres.

Parmi ceux-ci :

- Des chemins, notamment la voie ouverte n°10, et des parkings croisant la route allant de Saint-Germain à Achères
- La Route Nationale 184, notamment au niveau du carrefour des Loges, à l'intersection avec la Route Départementale 190
- Un parking de la Route Départementale 190, entre Poissy et Saint-Germain-en-Laye
- Des routes : entre Maisons-Laffitte et Achères, entre Poissy et Achères, entre Plaisir et Poissy à la sortie de l'agglomération d'Aigremont
- Une intersection proche de la Résidence sociale Grand Cormiers Coallia et de la gare RER d'Achères

Aux abords de la forêt, une hypothèse de prostitution a, par ailleurs, été émise par plusieurs interlocuteurs-trices concernant les étangs du Corra, à Saint-Germain-en-Laye, et le Parc Corbière, au Pecq. Tous deux ont été repérés comme des lieux de rencontre extérieurs entre hommes et pourraient également abriter de la prostitution.

¹⁰ Loi n° 2003-239 du 18 mars 2003 pour la sécurité intérieure.

Le délit de racolage a été aboli depuis, par la Loi n° 2016-444 du 13 avril 2016 visant à renforcer la lutte contre le système prostitutionnel et à accompagner les personnes prostituées.

De manière générale, la prostitution en Forêt de Saint-Germain est décrite comme plus « éparse » qu'aux Bois de Boulogne et de Vincennes mais extrêmement organisée, avec une répartition géographique des personnes en situation de prostitution en fonction de leur appartenance communautaire. Au centre de la forêt, se trouveraient surtout des personnes transsexuelles, ainsi que quelques femmes, originaires d'Amérique du Sud, notamment d'Equateur. Aux abords, les personnes seraient davantage des femmes roumaines et camerounaises. Il n'y a pas de consensus quant à la présence ou non de femmes nigérianes.

Ces personnes, rencontrées par les associations effectuant des maraudes ou par la police, ne font quasiment pas appel aux services sociaux et de santé du territoire.

2. Les autres lieux de prostitution visible

Des faits de prostitution ont pu être observés par les acteurs-trices de terrain :

- A Magnanville : à la sortie de l'autoroute, sur le parking d'une zone désaffectée, le long de l'Avenue de l'Europe / Route Nationale 13. Plusieurs opérations de police ont été menées et un important réseau roumain a été démantelé en 2014. Il ressort cependant de plusieurs entretiens que de la prostitution y est toujours visible.
- Le long de la Route Nationale 10, vers Rambouillet
- Entre les Mureaux et Verneuil-sur-Seine, dans un petit bois aux abords d'une zone industrielle
- Entre les Mureaux et Flins-sur-Seine
- En forêt, au Sud du Parc régional naturel du Vexin, dans le secteur de Limay
- Sur l'aire de repos d'Epône, dans les deux sens de l'autoroute A13. Connue pour être un lieu de rencontre extérieur et de prostitution, l'aire de repos a été fermée à plusieurs reprises. De la prostitution y est cependant toujours visible.
- Dans l'Île de loisirs de Saint-Quentin-en-Yvelines
- A côté de l'hôtel Formule 1 de Plaisir

Des interlocuteurs-trices s'interrogent sur la présence possible de jeunes personnes en situation de prostitution sur le parking de la piscine de Saint-Germain-en-Laye.

Une travailleuse sociale nous a aussi fait remonter la situation d'une femme nigériane, prostituée dans plusieurs parcs du département.

3. La prostitution discrète : principalement en appartements et dans les foyers de travailleurs migrants

La prostitution discrète concernerait principalement deux types de lieux :

- Des appartements, occupés de manière ponctuelle ou durable, par des réseaux sud-américains et français. Des faits de prostitution ont notamment été identifiés à Saint-Germain-en-Laye, Le Pecq, Poissy, Versailles, Trappes. De la prostitution de jeunes femmes étudiantes, à domicile et possiblement hors réseaux, a également été repérée à Versailles.
- Des foyers de travailleurs migrants : à Trappes, Elancourt - La Verrière, et dans le Mantois, notamment aux Mureaux. La prostitution y est organisée par des réseaux très structurés (*voir III-5-b- La prostitution dans les foyers de travailleurs migrants et les résidences sociales*). Plusieurs victimes seraient des jeunes filles mineures et sans papiers, originaires d'Afrique.

4. Les autres lieux de prostitution discrète

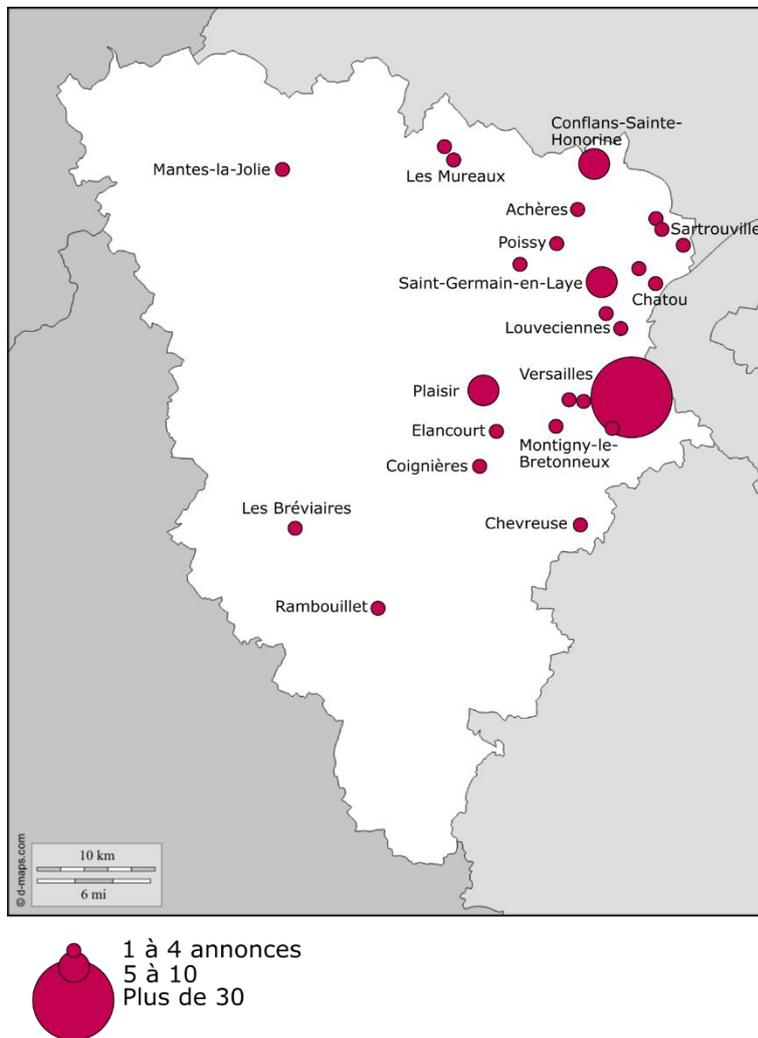
Sont également remontés via les entretiens et le questionnaire en ligne des faits de prostitution :

- Dans des hôtels à Plaisir et au Chesnay, avec des femmes françaises en situation de prostitution, mineures ou jeunes majeures
- Dans des trains, en particulier un train traversant la forêt de Saint-Germain
- Dans des bars et des boîtes de nuit aux alentours de Versailles. Une boîte de nuit située à Louveciennes apparaît notamment comme un lieu à haut risque prostitutionnel. Evoquée au cours des entretiens, elle ressort également sur un forum de clients de la prostitution étudié dans le cadre du diagnostic Internet.
- Des établissements scolaires, collèges et lycées, notamment à Maurepas

Une prostitution que nous qualifierons de « diffuse », difficile à qualifier car pouvant prendre plusieurs formes (rues, appartements, caves...), est signalée dans des immeubles, résidences et quartiers de Trappes, Mantes-la-Jolie, Conflans-Sainte-Honorine et Les Mureaux.

5. Répartition des annonces Internet de prostitution dans le département

1575 annonces ont été dénombrées dans les Yvelines, soit possiblement 599 personnes en situation de prostitution. 15% des personnes sont signalées comme étant de passage. Près de 44% des annonces se concentrent à Versailles.

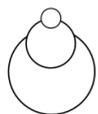
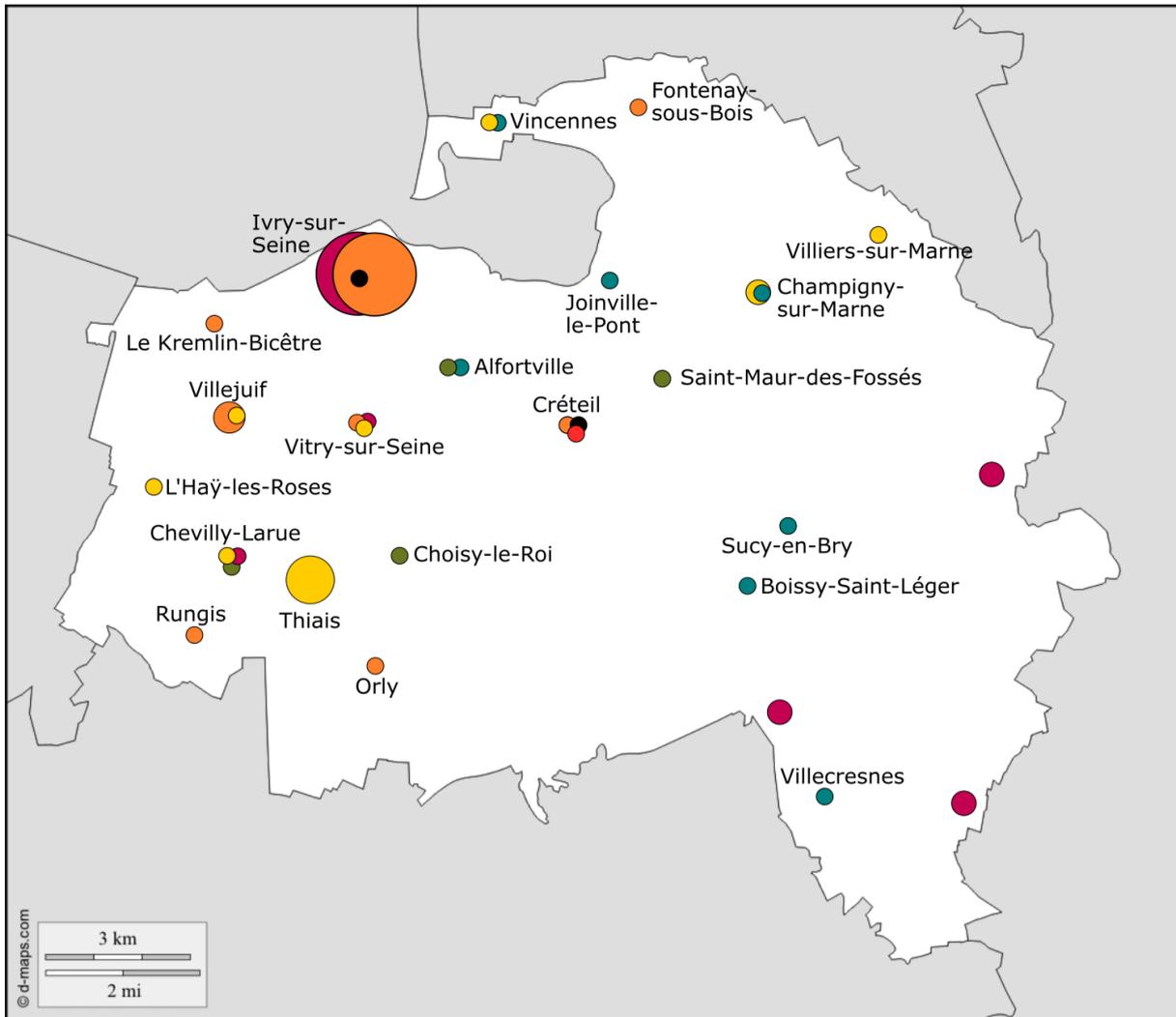


Cartographie réalisée à partir de l'échantillon, soit 76 annonces étudiées dans les Yvelines.

C. Dans le Val-de-Marne

Val-de-Marne (94)

- 207 PERSONNES EN SITUATION DE PROSTITUTION IDENTIFIEES PAR LES PROFESSIONNEL-LE-S
- 580 PERSONNES EN RISQUE DE PROSTITUTION IDENTIFIEES PAR LES PROFESSIONNEL-LE-S
- 2905 ANNONCES DE PROSTITUTION REPERTORIEES SUR INTERNET, SOIT UNE ESTIMATION DE 1104 PERSONNES EN SITUATION DE PROSTITUTION VIA INTERNET



Au moins 1 personne en situation de prostitution
 Au moins 10 personnes
 Au moins 25 personnes

- Prostitution sur les routes ou dans les rues
- Prostitution en forêt
- Prostitution en hôtels ou en appartements
- Prostitution dans des structures d'hébergement
- Prostitution dans des caves
- Prostitution dans des lieux publics / ouverts
- Prostitution dans des salons de massage

Cartographie réalisée à partir des entretiens et du questionnaire en ligne.

1. La prostitution visible

Contrairement à la Seine-et-Marne et aux Yvelines, il n'y a pas de forêt concentrant la prostitution visible dans le Val-de-Marne.

Plusieurs lieux de prostitution *outdoor* ont toutefois été identifiés par les professionnel-le-s interrogé-e-s :

- Dans des rues d'Ivry-sur-Seine et Vitry-sur-Seine
- Le long de routes, à la limite de la Seine-et-Marne : Route Nationale 19, vers le domaine de Grosbois à Boissy-Saint-Léger, et routes en direction de Melun et d'Ozoir-la-Ferrière
- En forêt, dans les secteurs de Sucy-en-Brie, Boissy-Saint-Léger et Villecresnes. Les personnes en situation de prostitution sont des femmes et des hommes d'Europe de l'Est (nous n'avons pas de précision sur leurs nombres), possiblement issu-e-s des camps rom installés à Boissy-Saint-Léger et Sucy-en-Brie.
- Sur des bancs, le long de la Route Départementale 7, devant un foyer travailleur migrant à Chevilly-Larue

La prostitution au Bois de Vincennes, qui dépend administrativement de Paris mais est limitrophe au Val-de-Marne, a par ailleurs des répercussions sur des communes de l'ouest du département. Des camionnettes sont visibles à Vincennes, Alfortville et Champigny-sur-Marne. Un-e interlocuteur-trice a également pu observer à plusieurs reprises, en fin d'après-midi ou début de soirée, de très jeunes femmes, probablement nigérianes, sortant de la gare RER de Joinville-le-Pont pour se rendre au Bois-de-Vincennes.

2. La prostitution dans les appartements et les hôtels

Une part importante de la prostitution *indoor* est signalée dans des appartements, hôtels et appart'hôtels :

- Appartements à Créteil, Fontenay-sous-Bois, Ivry-sur-Seine, Le Kremlin-Bicêtre, Orly, Villejuif, Vitry-sur-Seine
- Hôtels au Kremlin-Bicêtre, à Rungis et Vitry-sur-Seine
- Appart'hôtel à Ivry-sur-Seine

Ces lieux sont principalement occupés, de manière ponctuelle ou plus durable, par des réseaux albanais, chinois, français et sud-américains.

Certains appartements sont connus par les acteurs-trices de la prévention spécialisée comme étant des lieux de passe, abritant de très jeunes victimes et agresseurs (mineur-e-s et jeunes majeur-e-s).

3. La prostitution dans les structures d'hébergement

Une deuxième catégorie de lieux *indoor* ressort des entretiens et du questionnaire en ligne : les structures d'hébergement. D'après les professionnel-le-s interrogé-e-s, les faits auraient lieu au sein même des établissements, avec deux cas de figure :

- Dans des foyers de travailleurs migrants et résidences sociales. Des faits de prostitution ont été relevés à Champigny-sur-Marne, Villiers-sur-Marne et Thiais. La prostitution est organisée par des réseaux, africains notamment, qui y déposent des femmes et jeunes filles venues de l'extérieur des établissements.
- Dans des foyers jeunes travailleurs, centres d'hébergement d'urgence, CHRS, notamment à Vitry-sur-Seine, Vincennes et Villiers-sur-Marne. Des situations de prostitution sont signalées dans les établissements, parmi les femmes hébergées par ces structures.

Des foyers de l'aide sociale à l'enfance (ASE), à Villejuif, Chevilly-Larue et L'Hay-les-Roses, pourraient également être concernés par la prostitution de jeunes filles mineures.

Plusieurs foyers ASE et de la protection judiciaire de la jeunesse (PJJ), situés à Chevilly-Larue et Villiers-sur-Marne, ont aussi été identifiés comme hébergeant des jeunes filles en situation de prostitution, sous la coupe de réseaux français. Des jeunes hommes viennent les chercher en voiture devant les foyers. Les faits de prostitution ont ensuite lieu hors des établissements, dans le Val-de-Marne, à Paris, ou dans d'autres départements d'Ile-de-France.

4. Les autres lieux de prostitution discrète

Des situations de prostitution ont été identifiées dans :

- Des restaurants-karaokés dans plusieurs villes du département. Un important réseau chinois a été démantelé par la BRP en 2015. Les victimes étaient, au moins en partie, des jeunes femmes chinoises présentées comme étudiantes.
- Des caves à Créteil et Ivry-sur-Seine
- Le Centre commercial Créteil Soleil

Quatre salons de massage sont par ailleurs ressortis lors de notre diagnostic Internet. Ils se situeraient à Alfortville, Chevilly-Larue, Choisy-le-Roi et Saint-Maur-des-Fossés.

5. Une alerte sur le camp de réfugié-e-s d'Ivry-sur-Seine

Plusieurs acteurs-trices interrogé-e-s ont souhaité nous alerter sur l'installation fin 2016, par la Mairie de Paris, d'un camp de réfugié-e-s à Ivry-sur-Seine. Celui-ci abrite environ 400 femmes, seules, avec des enfants ou une partie de leurs familles, que nos interlocuteurs-trices considèrent comme particulièrement exposées au risque prostitutionnel.

Un camp rom, démantelé l'année précédente, était resté implanté dans la même zone pendant huit ans. De nombreuses femmes et jeunes filles avaient alors été prostituées par des réseaux se trouvant à l'intérieur de ce camp. Des professionnel-le-s ont exprimé leur inquiétude de voir une situation similaire se reproduire.

6. Répartition des annonces Internet de prostitution dans le département

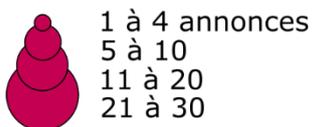
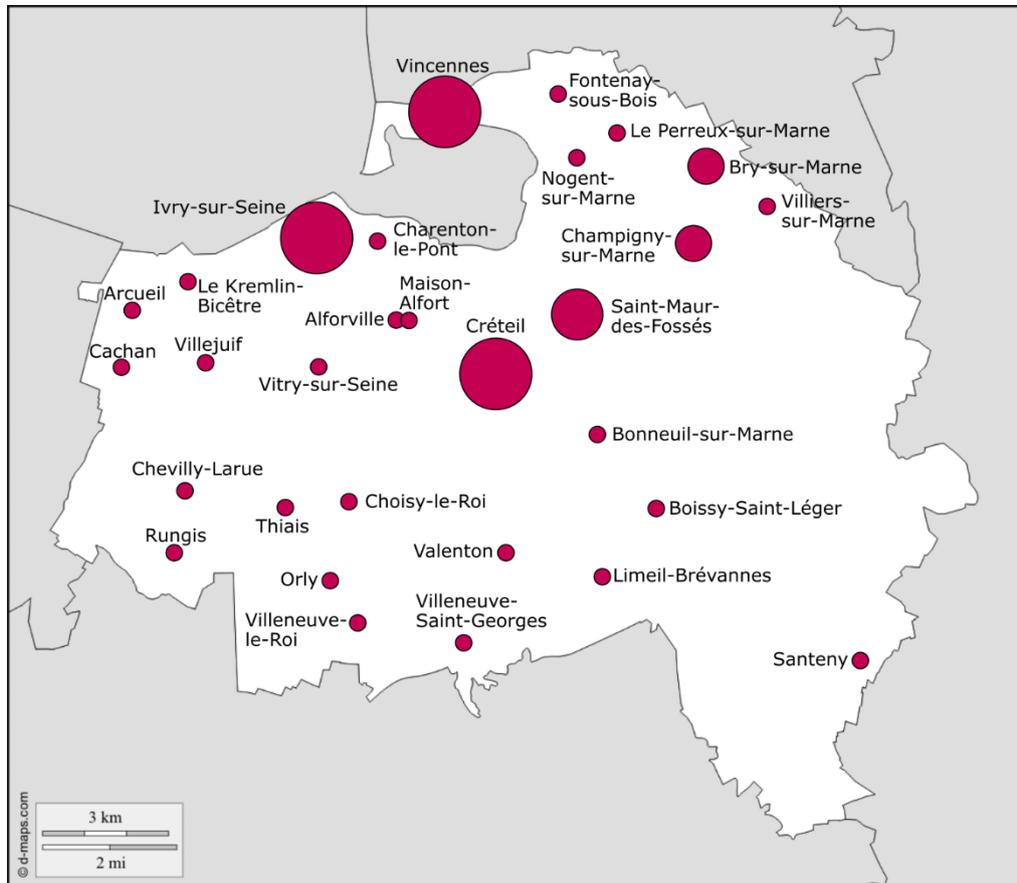
2905 annonces ont été dénombrées dans le Val-de-Marne, soit possiblement 1104 personnes en situation de prostitution. 15% des personnes sont signalées comme étant de passage.

Il est intéressant de noter que le Val-de-Marne rassemble à lui seul près de 40% des annonces répertoriées dans les quatre départements.

Au cours des échanges avec les professionnel-le-s rencontré-e-s en entretien et en réunion de présentation du diagnostic, plusieurs hypothèses ont été émises pour expliquer cette concentration d'annonces dans le 94 :

- La proximité de Paris, le Val-de-Marne étant le seul département étudié situé en petite couronne.
- Le peu de lieux de prostitution *outdoor* identifiés sur le département. Contrairement aux Yvelines (avec la forêt de Saint-Germain) ou à la Seine-et-Marne (avec la forêt de Fontainebleau), le Val-de-Marne n'a pas de grand lieu de prostitution extérieur. Cela doit cependant être relativisé par le voisinage du Bois de Vincennes, à la frontière ouest du département.
- Une socio-démographie différente des trois autres départements. Plus petit, le Val-de-Marne est aussi beaucoup plus densément peuplé : 6 fois plus que le Val-d'Oise, 9 fois plus que les Yvelines, 23 fois plus que la Seine-et-Marne. (*Pour quelques données socio-démographiques des quatre départements, voir annexe 4*).

Les villes concentrant le plus d'annonces sont Vincennes (16%), Ivry-sur-Seine (15%), Créteil (14%) et Saint-Maur-des-Fossés (11%).

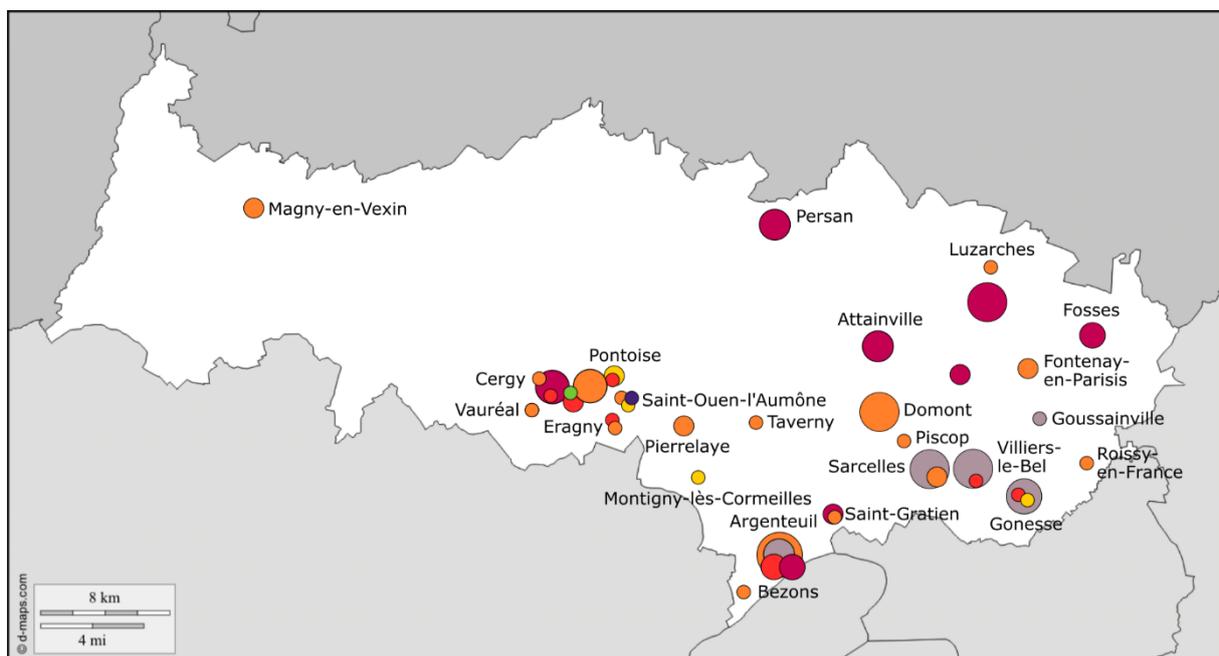


Cartographie réalisée à partir de l'échantillon, soit 147 annonces étudiées dans le Val-de-Marne.

D. Dans le Val-d'Oise

Val-d'Oise (95)

- 432 PERSONNES EN SITUATION DE PROSTITUTION IDENTIFIEES PAR LES PROFESSIONNEL-LE-S
- 92 PERSONNES EN RISQUE DE PROSTITUTION IDENTIFIEES PAR LES PROFESSIONNEL-LE-S
- 1183 ANNONCES DE PROSTITUTION REPERTORIEES SUR INTERNET, SOIT UNE ESTIMATION DE 450 PERSONNES EN SITUATION DE PROSTITUTION VIA INTERNET



- Au moins 1 personne en situation de prostitution
- Au moins 5 personnes
- Au moins 15 personnes

- Prostitution sur les routes ou dans les rues
- Prostitution en hôtels ou en appartements
- Prostitution dans des lieux publics / ouverts
- Prostitution dans des structures d'hébergement
- Prostitution dans des bars, clubs
- Prostitution dans des établissements scolaires
- Prostitution "diffuse" dans certaines villes ou certains quartiers

Cartographie réalisée à partir des entretiens et du questionnaire en ligne.

1. La prostitution visible : principalement le long des routes

Dans le Val-d'Oise, la prostitution visible est surtout implantée le long des routes départementales (RD) :

- RD 317, entre Louvres et Fosses
- RD 316 : entre Sarcelles et Le-Mesnil-Aubry
- RD 316 : vers Epinay-Champlâtreux et Luzarches
- RD 301 : aux alentours d'Attainville et en allant vers Chambly (Oise)

Dans le premier cas, il s'agirait plutôt d'une prostitution qualifiée par les interlocuteurs-trices de « traditionnelle »¹¹, c'est-à-dire hors-réseau, avec des femmes africaines dans des camionnettes. Plus récemment, une femme à pied a aussi été aperçue, probablement déposée par un/des proxénète(s).

Sur les autres lieux identifiés, les personnes en situation de prostitution sont des femmes roumaines, parfois très jeunes, sous la coupe de réseaux.

De la prostitution de rue a été repérée à Cergy-Saint-Christophe. Selon les données fournies par un-e interlocuteur-trice, il est probable que de la prostitution de rue existe également à Argenteuil et Saint-Gratien.

2. Les lieux publics ou ouverts

Plusieurs lieux ouverts au public seraient concernés par des faits de prostitution :

- Le centre commercial des Trois Fontaines, à Cergy, avec de la prostitution au niveau des terrasses et dans les toilettes, principalement de femmes migrantes. Des personnes plus jeunes seraient aussi prostituées dans les toilettes d'un *fast-food*.
- Le centre commercial Art de Vivre, à Eragny
- Les gares de Villiers-le-Bel, Argenteuil et Cergy-Saint-Christophe. Les faits de prostitution concerneraient des jeunes filles françaises et des femmes étrangères.

Des professionnel-le-s ont par ailleurs expliqué que des femmes migrantes étaient repérées en gare de Cergy-Saint-Christophe, par des hommes leur proposant un hébergement contre

¹¹ L'expression « prostitution traditionnelle » est fréquemment utilisée et semble regrouper des réalités différentes. Elle renvoie souvent à des représentations et stéréotypes attachés à la prostitution. L'expérience de l'Amicale du Nid tend à montrer que la prostitution ayant lieu dans des camionnettes est majoritairement le fait de réseaux organisés.

des relations sexuelles. Un système de repérage similaire a été signalé au niveau de la sortie des urgences des Hôpitaux de Gonesse et de Pontoise.

3. La prostitution dans les appartements et les hôtels

De nombreuses situations de prostitution *indoor* ont été signalées dans des appartements et hôtels, occupés de manière ponctuelle ou plus durable. Ces situations relèvent notamment de réseaux français, sud-américains, roumains et chinois.

- Hôtels dans la zone de l'aéroport Roissy Charles-de-Gaulle. Notons que l'aéroport est par ailleurs identifié comme un lieu de transit pour les réseaux de traite des êtres humains, en particulier nigériens. Il nous a été signalé que des femmes nigérianes, parmi lesquelles des mineures non-accompagnées, seraient régulièrement présentes dans la zone d'attente.
- Hôtels dans le secteur de Cergy-Pontoise, à Pierrelaye, Taverny
- Hôtel mobilisé par le 115, dans la zone industrielle de Saint-Ouen-L'Aumône
- Appartements à Argenteuil, Bezons, Cergy-Pontoise, Domont, Fontenay-en-Parisis, Luzarches, Piscop, Sarcelles, Saint-Gratien

Un appartement, surnommé « La tchop » par les jeunes, proche du Collège des Explorateurs à Cergy-le-Haut, a été signalé par des acteurs-trices de la prévention spécialisée et des institutions agissant auprès des jeunes. Il abriterait des jeunes filles, collégiennes, prostituées auprès d'hommes également très jeunes, mineurs ou jeunes majeurs.

Par ailleurs, des femmes précaires et isolées pourraient aussi être prostituées à leur domicile, hors réseau, de manière plus ou moins régulière. Plusieurs personnes ont été identifiées, parmi les publics reçus par les services sociaux ou via des petites annonces postées sur des sites Internet, à Eragny et Vauréal mais aussi dans le Vexin. Cette dernière localisation soulève la question de la prostitution en milieu rural, encore trop peu explorée.

4. Les autres lieux de prostitution discrète

Il s'agit principalement de structures d'hébergement, dans lesquels la prostitution est structurée par des réseaux, notamment des foyers de travailleurs migrants (FTM) à Gonesse et à Pontoise, une résidence sociale à Saint-Ouen-L'Aumône et un centre d'accueil de demandeurs d'asile (CADA) à Montigny-lès-Cormeilles. Au FTM de Gonesse, la prostitution

serait probablement organisée par des réseaux d'Europe de l'Est. Les personnes en situation de prostitution sont des femmes d'une vingtaine d'années. Des actions ont été entreprises par la direction et des acteurs-trices de la ville et du département pour sensibiliser les résidents à la problématique. Il semble en avoir résulté un déplacement du réseau, au moins pendant un temps.

Deux types de lieux à haut risque prostitutionnel sont identifiés :

- Des bars et des clubs. Un club situé dans la zone industrielle de Saint-Ouen-l'Aumône, se présentant comme un club échangiste avec sauna et hammam, est ressorti à plusieurs reprises au cours des entretiens.
- Des salons de massage, apparaissant généralement de manière très ponctuelle puis disparaissant pour aller rouvrir ailleurs, dans des localités rurales.

Des établissements scolaires, notamment à Cergy-Pontoise, pourraient aussi être concernés par des faits de prostitution.

5. Une prostitution diffuse dans des quartiers de l'est et du sud du département

Comme dans les Yvelines, une prostitution diffuse, pouvant prendre différentes formes, est évoquée par de nombreux-euses professionnel-le-s interrogé-e-s. Les faits auraient lieu dans des résidences, caves, boxes, de certains quartiers de villes de l'est et du sud du département, telles qu'Argenteuil, Gonesse, Goussainville, Sarcelles ou Villiers-le-Bel.

Des interlocuteurs-trices ont par exemple rapporté des rumeurs autour du quartier du Val-Notre-Dame, à Argenteuil, où des commerçants proposeraient de la nourriture à des femmes en échange d'actes sexuels. D'autres rumeurs concernent le quartier de la Fauconnière à Gonesse.

6. Des risques de prostitution pour les mois et les années à venir

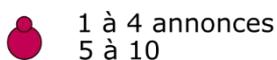
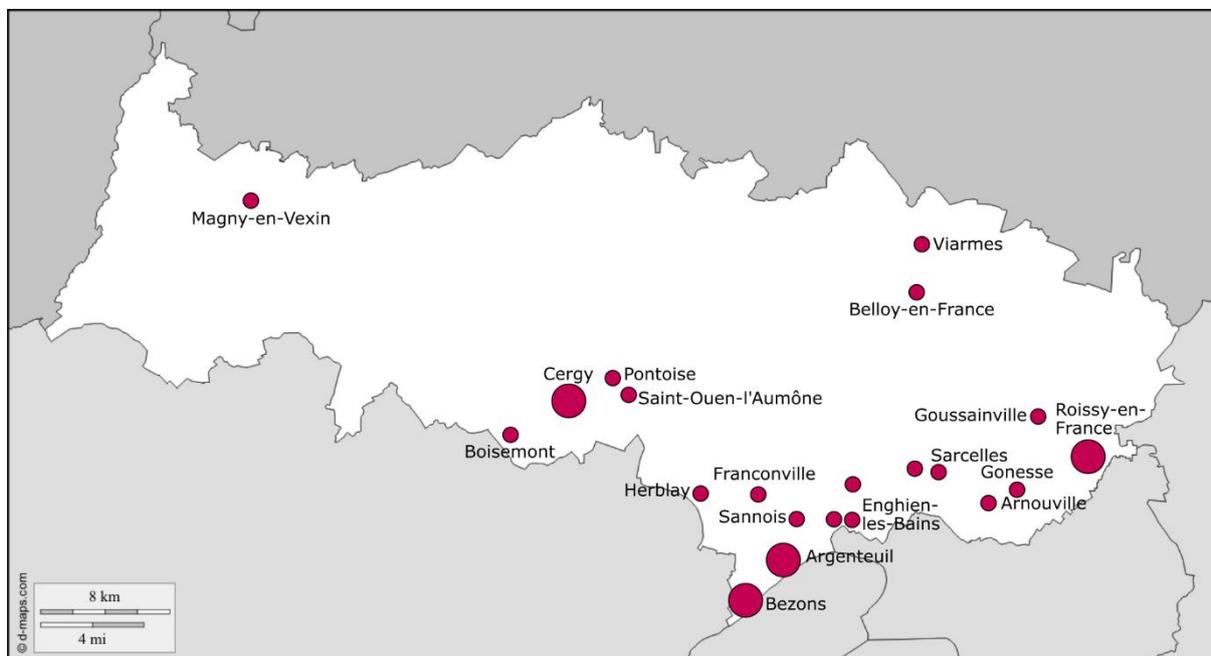
Des acteurs-trices de terrain nous ont alerté-e-s sur les risques de voir surgir d'autres lieux et formes de prostitution dans le département avec :

- L'installation récente d'un centre d'accueil de migrant-e-s dans l'ancien hôpital de Gonesse.
- Les travaux dans le cadre du Grand-Paris, qui vont impliquer, d'une part, le déplacement de populations fragiles du nord de Paris vers le Val-d'Oise et, d'autre part,

le développement de deux grands bassins d'emploi autour de Gonesse (projet « Europacity ») et de Roissy. Les risques concernent le possible développement d'une prostitution de chantier, au moment de la phase de construction, puis d'une prostitution discrète, principalement hôtelière, au moment de la phase d'exploitation.

7. Répartition des annonces Internet de prostitution dans le département

1183 annonces ont été dénombrées dans le Val-d'Oise, soit possiblement 450 personnes en situation de prostitution. 11% des personnes sont signalées comme étant de passage. Les villes concentrant le plus d'annonces sont Argenteuil (16%), Bezons (11%) et Cergy (11%). Environ 9% des annonces sont localisées à Roissy-en-France, 7% à Sarcelles.



Cartographie réalisée à partir de l'échantillon, soit 57 annonces étudiées dans le Val-d'Oise.

E. Des constantes dans les quatre départements

Les différents lieux listés ci-dessus laissent apparaître, dans les quatre départements, des formes de prostitution extrêmement variées. Des disparités apparaissent au niveau de la prostitution *outdoor*. Elle est très identifiable en Seine-et-Marne et dans les Yvelines, avec la concentration de personnes en situation de prostitution en Forêts de Fontainebleau et de Saint-Germain. Les implantations sont beaucoup plus sporadiques dans le Val-d'Oise, où elle a surtout lieu le long d'axes routiers, et dans le Val-de-Marne, où elle peut être observée dans des rues et aux abords de certaines routes et zones forestières.

En termes de prostitution *indoor*, deux formes de prostitution ressortent particulièrement :

- Dans les foyers de travailleurs migrants et résidences sociales
- Dans les hôtels et appartements, la plupart du temps via Internet.

1. La prostitution dans les foyers de travailleurs migrants et résidences sociales

La prostitution dans les foyers de travailleurs migrants et résidences sociales revient de manière constante dans les données collectées dans les quatre départements, avec des éléments d'information concordants. La prostitution apparaît organisée par des réseaux extrêmement structurés, notamment d'Afrique et d'Europe de l'Est. Des femmes et jeunes filles, parfois mineures, sont déposées en voiture quotidiennement. Il s'agit d'une prostitution d'abattage, les passes s'enchaînant à des tarifs généralement très bas (5 à 10€). Les faits de prostitution ont lieu à certains étages, dans des chambres sous-louées ou des parties communes (sanitaires, escaliers...). La rencontre avec les acheteurs peut aussi se dérouler devant la résidence, comme à Chevilly-Larue (94) ou Achères-Grands-Cormiers (78).

Les clients sont des hommes vivant dans les foyers de manière officielle ou en sur-occupation. Certains viennent aussi de l'extérieur, les foyers étant alors clairement identifiés comme des lieux où il est possible d'acheter des actes sexuels.

Tous les résidents n'étant bien sûr pas clients, des tensions peuvent surgir autour de problématiques d'hygiène et de sécurité. Les réseaux semblent en capacité de se déplacer de foyers en foyers, lorsque ces tensions deviennent trop vives, mais aussi en fonction des opérations de police ou des travaux dans les établissements.

Au fil des entretiens, il est apparu que certain-e-s responsables d'établissement étaient tout à fait conscient-e-s de la problématique et essayaient d'agir. Elles-ils sont entré-e-s en contact avec la police et/ou ont sensibilisé les résidents. Les résultats obtenus sont mitigés, témoignant de difficultés dans la mise en œuvre d'action de lutte contre le système prostitutionnel dans ces structures.

2. La prostitution en hôtels et en appartements

La deuxième forme de prostitution *indoor* identifiée de manière prépondérante par les professionnel-le-s des quatre départements est celle ayant lieu dans les hôtels et les appartements. Les villes qui apparaissent dans nos cartographies ont toutes été concernées, à un moment donné par des faits de prostitution au cours des trois dernières années (2015-2017). Il se peut que ce moment ait été limité dans le temps. De nombreux réseaux sont extrêmement mobiles, changeant de localisation régulièrement pour échapper à la police et isoler davantage les victimes. Dans d'autres cas, l'implantation est plus durable, en particulier quand les appartements correspondent au domicile des proxénètes et/ou des personnes prostituées.

Les équipes de prévention spécialisée et les médiateurs-trices de rue d'au moins trois des quatre départements (77, 94, 95) font aussi état d'appartements connus pour être des lieux de passe, abritant de très jeunes filles prostituées auprès de clients également très jeunes. L'existence de ces endroits semble se répandre surtout par le bouche-à-oreille.

La plupart du temps, la mise en relation avec les acheteurs de la prostitution passe cependant par Internet, avec des annonces publiées sur des sites spécialisés en « escorting », des sites de rencontre ou des sites généralistes de petites annonces. Les résultats de notre diagnostic sur Internet laissent à penser que les villes apparues dans les entretiens et le questionnaire en ligne sont loin d'être exhaustives, aucun territoire ne pouvant raisonnablement prétendre échapper à la prostitution via Internet.

3. La prostitution via Internet

On pourrait être tenté de croire que, parce qu'Internet introduit une certaine distance, une immatérialité dans la prise de contact, la prostitution serait moins violente que lorsque les acheteurs sont rencontrés dans les rues ou les forêts. Il ressort de notre diagnostic Internet que la marchandisation des corps n'en est en fait que plus exacerbée.

Les sites spécialisés en « escorting » affichent un marketing agressif, mettant en avant des « soldes » ou des « happy hours ». Ils présentent des catalogues, dans lesquels les clients peuvent comparer, choisir et évaluer les « produits ». Les sites de petites annonces banalisent quant à eux l'achat d'acte sexuel, en le réduisant à une simple transaction commerciale avec « un offreur » ou « un vendeur ».

La violence de cette marchandisation se concrétise aussi dans les images et les textes des annonces, particulièrement dégradants pour les personnes en situation de prostitution, qui sont montrées ou décrites comme offertes, à la disposition des acheteurs et de leurs fantasmes. Les photos, en particulier celles des femmes, montrent quasi systématiquement des corps réifiés. Ils sont souvent sans visages, dans des positions explicitement sexuelles et soumises. Dans certains cas, les photos ne laissent voir que des parties du corps : des fesses, des seins, voire uniquement un sexe. 72% des annonces étudiées comportent au moins une photo. 70% de ces photos ne montrent pas le visage des personnes. Si celui-ci est quelques fois flouté ou dissimulé, il a tout simplement été tronqué dans 81% des cas. Précisons également que sur les 28% d'annonces sans photos, certaines présentaient probablement des illustrations au moment où elles ont été soumises à validation. Celles-ci ont cependant pu être supprimées par les modérateurs-trices des sites avant que l'annonce ne soit publiée. Cette étape de modération ou de validation est souvent mentionnée dans les conditions générales d'utilisation. Concernant la rubrique « Adulte » de Marche.fr, par exemple, on peut lire que « toute image à caractère pornographique ne sera pas validée ». Cela peut expliquer en partie le fait que l'on retrouve assez peu de références directes et explicites à des relations sexuelles tarifées dans les textes. Vivastreet informe ainsi les utilisateurs-trices de sa rubrique « Erotica » d'une « modération [...] sur l'usage de certains mots prédéfinis ».

La prostitution n'est ainsi quasiment jamais nommée sur les sites que nous avons étudiés. Cet aspect est apparu dès le référencement des sites : un seul site (lespag.com) est ressorti avec le mot clé « prostitution ». 18 sites ont émergé dans la liste de résultats avec le mot « escort », 4 avec « massage érotique ». Cela est cohérent avec les termes utilisés dans les titres et descriptifs des annonces, qui se placent dans le registre de l'euphémisation, voire de la glamourisation.

Les personnes en situation de prostitution sont présentées comme « escort-e », « masseur/masseuse » ou « accompagnatrice » dans, respectivement 11%, 4% et 2% des annonces.

De la même manière, l'acte sexuel est désigné en tant que « massages » dans 36% des cas. Les annonces évoquent également des « services » (11%), « pratiques » (5%) ou « prestations » (3%).

39% des annonces présentent la passe comme un « moment » qui peut être « agréable / de détente / de plaisir / convivial... » et 15% comme une « rencontre » « douce / coquine / chaude... ».

Termes mentionnés dans les annonces	
Escort-e	11%
Masseuse / Masseur	4%
Accompagnatrice	2%
Massage	36%
Service(s)	11%
Pratique(s)	5%
Prestation(s)	3%
Moment	39%
Rencontre	15%

Il est par ailleurs intéressant de noter que quelques annonces emploient des termes spécifiques pour désigner les acheteurs, tels que « pigeon » ou « moneyslave ». Ceci rappelle les paroles de certaines jeunes filles, entendues par les professionnel-le-s de la jeunesse, de la police ou de la justice rencontré-e-s en entretien. Une prise de contrôle est alors revendiquée dans un discours qui renverse, d'un point de vue rhétorique, le rapport de domination entre le client et la personne prostituée (*voir V-F-3- Un nombre de personnes jeunes, voire très jeune significatifs*).

Dans tous les cas, pourtant, les passes et leur violence sont bien réelles pour les personnes en situation de prostitution. Si l'on entend parfois parler de prostitution « sur » Internet, l'expression apparaît erronée : il s'agit de prostitution « via » Internet, les passes ayant ensuite nécessairement lieu ailleurs. Les annonces analysées nous apportent quelques éléments à ce sujet. La grande majorité des annonces permettent à l'acheteur d'entrer en contact avec la personne en situation de prostitution, ou plus vraisemblablement ses proxénètes, soit directement sur le site Internet grâce à un système de messagerie (94%), soit par téléphone (89%). La plupart des annonces proposent donc des numéros de téléphones portables, en précisant généralement que les appels masqués et/ou les numéros fixes ne sont pas acceptés. Certaines mentionnent également des conditions telles que « appelle-moi le jour même 30 minute avant » ou « merci de prendre rendez-vous 20 minutes avant ».

Concernant le lieu des passes, 61% des annonces donnent une indication à ce sujet. Il est mentionné que la personne prostituée « reçoit » les acheteurs dans 46% des cas, dont 12% en « appartement », 2% à « domicile », 0,5% dans un « salon de massage » et 0,3% dans un « lieu extérieur ». Dans 15% des cas, la personne « se déplace » à la rencontre des clients. Cela peut être à leur « domicile » (2%), dans un « hôtel » (2%) ou dans leur « véhicule » (0,3%). Certaines personnes peuvent à la fois se déplacer et recevoir, avec parfois des variations de tarifs.

Informations données par les annonces sur les lieux des passes	
Reçoit	46%
Appartement	12%
Domicile personne prostituée	2%
Salon de massage	0,5%
Lieu extérieur	0,3%
Se déplace	15%
Domicile client	2%
Hôtel	2%
Véhicule client	0,3%

Les tarifs des passes sont mentionnés dans 8% des annonces, réparties de manière équivalente entre les sites spécialisés en « escorting » et de rencontre. Environ un quart sont exprimés de manière détournée, en « roses », « kdos » ou « caramels ». La moyenne est d'environ 195€ pour une heure. L'étendue est cependant extrêmement vaste puisque les tarifs relevés vont de 10, 20, 40 ou 50€ pour une fellation à 4000€ le weekend, en passant par 900 ou 1500€ la nuit.

4. Une autre forme de prostitution : des actes sexuels en échange de contreparties non-financières

Pour compléter notre cartographie, il convient d'évoquer une dernière forme de prostitution identifiée par de nombreux-euses professionnel-le-s des quatre départements. Sur les 1043 personnes en situation de prostitution identifié-e-s au total, 12% sont signalées comme prostituées en échange de contreparties non-financières. Il peut s'agir de biens, tels que de la nourriture, des cigarettes ou de la drogue. Dans le cas de certaines jeunes filles, enfermées dans des pratiques qu'elles qualifient elles-mêmes de « michetonnage » ou « pigeonnage », l'acte sexuel a lieu contre des vêtements, chaussures ou sacs de luxes, des nuits d'hôtels ou des weekends.

Il peut également s'agir de services, allant de l'autostop à l'aide à l'obtention de papiers (domiciliation, reconnaissance d'enfants français...). Le cas le plus souvent évoqué est celui de la prostitution contre hébergement (environ 9% des personnes). Les victimes sont des femmes françaises et étrangères, en errance, sans solution d'hébergement. Elles sont sans ressources, la plupart du temps isolées et ont parfois des enfants à charge. Si beaucoup de professionnel-le-s parlent d'une prostitution « de survie » ou de « débrouille », pouvant avoir lieu de manière « occasionnelle », plusieurs acteurs-trices interrogé-e-s évoquent aussi une forme d'organisation laissant à penser que la prostitution contre hébergement n'est pas exempte de la présence de réseaux. Des femmes migrantes primo-arrivantes originaires d'Afrique subsaharienne (République démocratique du Congo et Côte d'Ivoire en majorité) se voient remettre par les réseaux de passeurs, au moment de leur arrivée en France, des adresses d'hommes pouvant les héberger. D'autres sont orientées de manière systématique vers des lieux prédéfinis, tels que des gares du Val-de-Marne et du Val-d'Oise. Des lieux publics semblent ainsi se dessiner assez clairement comme des endroits où des hommes agresseurs peuvent venir chercher des femmes particulièrement vulnérables, mises à leur disposition, pour leur proposer un hébergement en échange d'actes sexuels. Outre les gares, des professionnel-le-s ont aussi signalé les Bois de Boulogne et de Vincennes, à Paris, ainsi que les urgences des hôpitaux, notamment de Gonesse et Pontoise dans le Val-d'Oise.

IV- CARTOGRAPHIE DES RESEAUX DE PROXENETISME ET DE TRAITE DES ETRES HUMAINS A DES FINS D'EXPLOITATION SEXUELLE

Toutes les formes de prostitution répertoriées ci-dessus apparaissent investies, au moins dans une certaine mesure, par des réseaux. Ceux-ci varient dans leurs structurations, organisations et modes opératoires.

Les cartographies présentées dans les prochains paragraphes sont une synthèse visuelle des lieux d'action des réseaux de proxénétisme et/ou de traite des êtres humains¹² identifiés dans les quatre départements au cours des trois dernières années (2015-2016-2017). Il peut s'agir de lieux de passe et/ou d'hébergement des victimes, voire des lieux de transit (gare, aéroport). Les réseaux étant souvent très mobiles et nos données portant sur presque trois ans, tous ces lieux n'ont pas nécessairement été occupés aux mêmes moments, ni sur les mêmes durées.

La plupart des lieux indiqués sont des lieux d'action avérés, les réseaux ayant fait ou faisant l'objet d'investigations par la police ou la gendarmerie. Les données ont été recueillies directement auprès de la police, de la gendarmerie et de la justice et complétées par les articles de notre revue de presse.

Quelques lieux nous ont aussi été signalés par les acteurs-trices sociaux-les ou médicaux-les en contact avec les personnes en situation de prostitution. L'action des réseaux a pu leur être rapportée explicitement par les victimes ou a été jugée « probable » au regard du parcours de vie et/ou de la situation de prostitution décrite ou observée¹³.

¹² La traite des êtres humains est définie par l'article 3 du Protocole de Palerme de 2000 (Protocole visant à prévenir, réprimer et punir la traite des personnes, en particulier des femmes et des enfants, additionnel à la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée) :

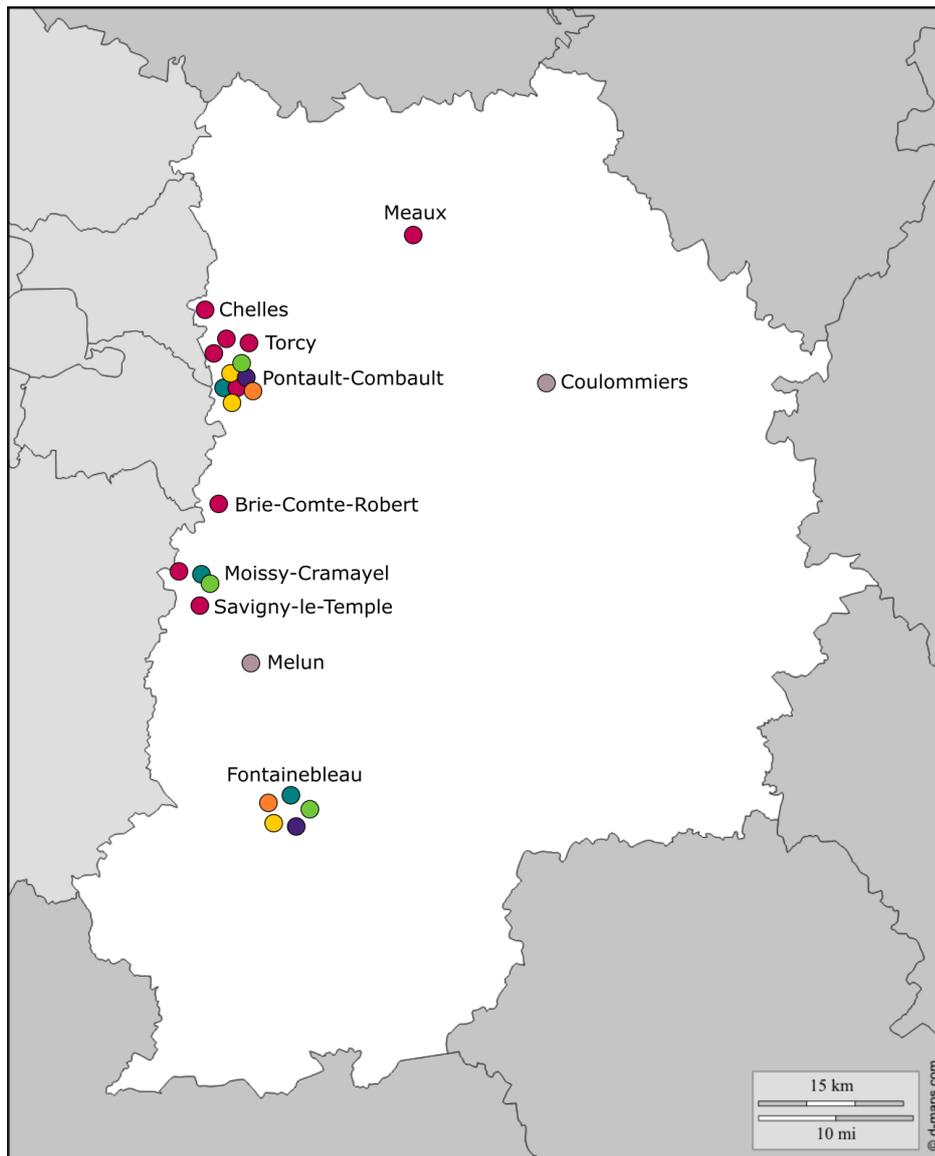
« a) L'expression « traite des personnes » désigne le recrutement, le transport, l'hébergement ou l'accueil de personnes, par la menace de recours ou le recours à la force ou à d'autres formes de contrainte, par enlèvement, fraude, tromperie, abus d'autorité ou d'une situation de vulnérabilité, ou par l'offre ou l'acceptation de paiements ou d'avantages pour obtenir le consentement d'une personne ayant autorité sur une autre aux fins d'exploitation. L'exploitation comprend, au minimum, l'exploitation de la prostitution d'autrui ou d'autres formes d'exploitation sexuelle, le travail ou les services forcés, l'esclavage ou les pratiques analogues à l'esclavage, la servitude ou le prélèvement d'organes.

b) Le consentement d'une victime de la traite des personnes à l'exploitation envisagée, telle qu'énoncée à l'alinéa a du présent article, est indifférent lorsque l'un quelconque des moyens énoncés à l'alinéa a a été utilisé. »

¹³ L'identification par les acteurs-trices de terrain des victimes de réseaux, particulièrement de traite des êtres humains à des fins d'exploitation sexuelle, est clé pour permettre à ces personnes de faire valoir leurs droits et les accompagner vers une sortie de la prostitution. Dans le cadre d'un projet européen de recherche action en collaboration avec une association bulgare, Gender Alternatives Foundation, financé par le programme ISEC de la Commission Européenne, l'Amicale du Nid a réalisé un guide de l'accompagnement des victimes de traite des êtres humains à des fins d'exploitation sexuelle. Une série de critères d'identification des victimes y est formalisée. Le guide est consultable ici :

http://amicaledunid.org/images/projet_traite_humains/GUIDE_PRATIQUE_TEH__.pdf

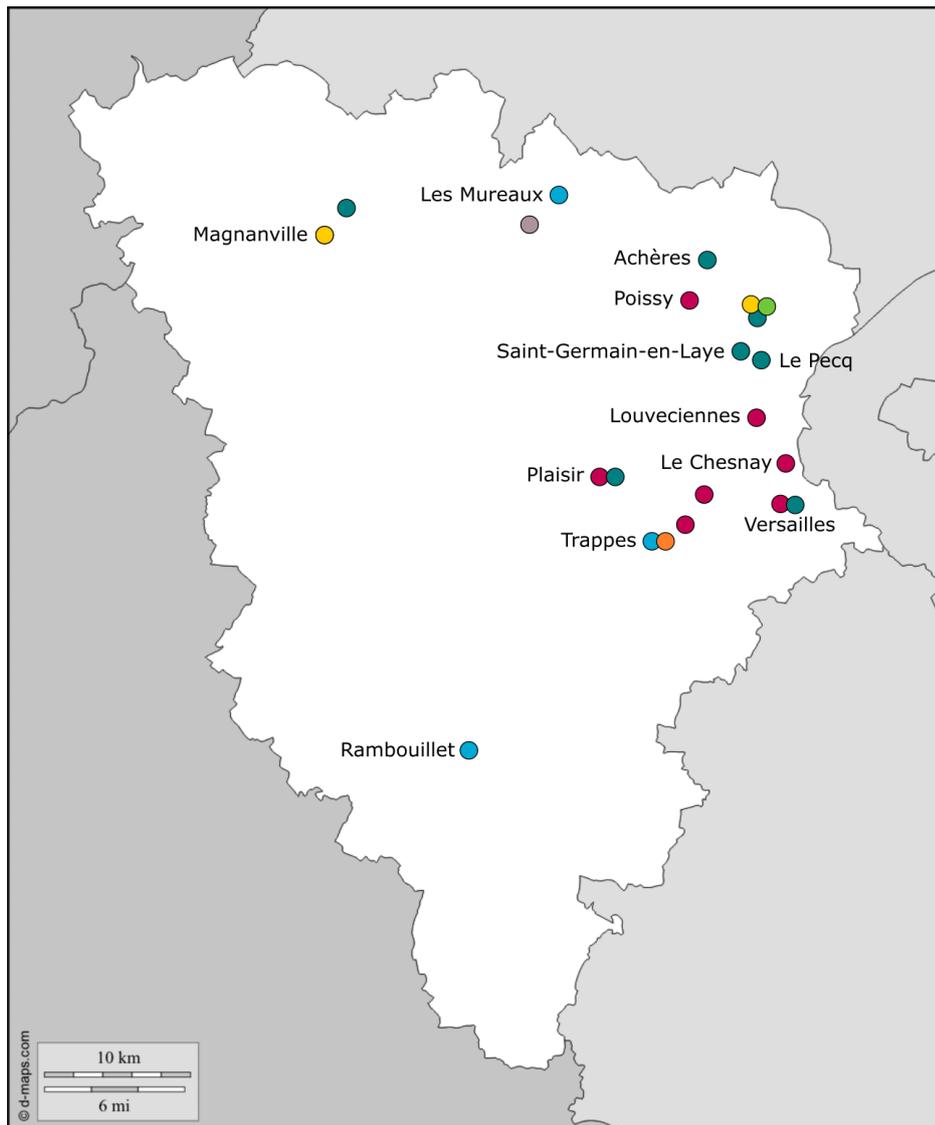
A. En Seine-et-Marne



- Réseaux français
- Réseaux nigériens
- Réseaux camerounais
- Réseaux roumains
- Autres réseaux européens
- Réseaux d'Amérique centrale ou du Sud
- Non précisé

Cartographie réalisée à partir des entretiens, du questionnaire en ligne et de la revue de presse.

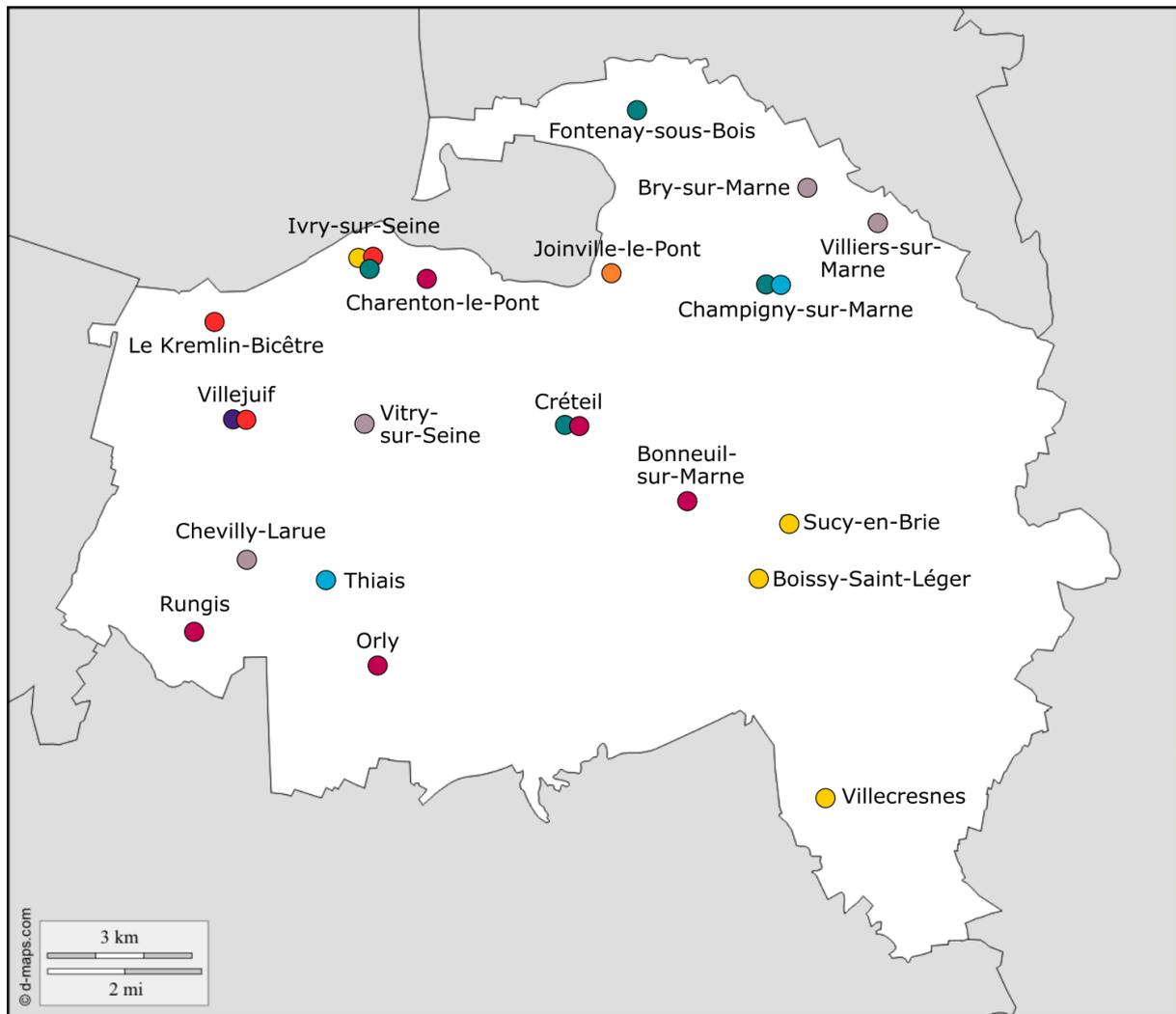
B. Dans les Yvelines



- Réseaux français
- Réseaux nigériens
- Réseaux camerounais
- Autres réseaux africains
- Réseaux roumains
- Réseaux d'Amérique centrale ou du Sud
- Non précisé

Cartographie réalisée à partir des entretiens, du questionnaire en ligne et de la revue de presse.

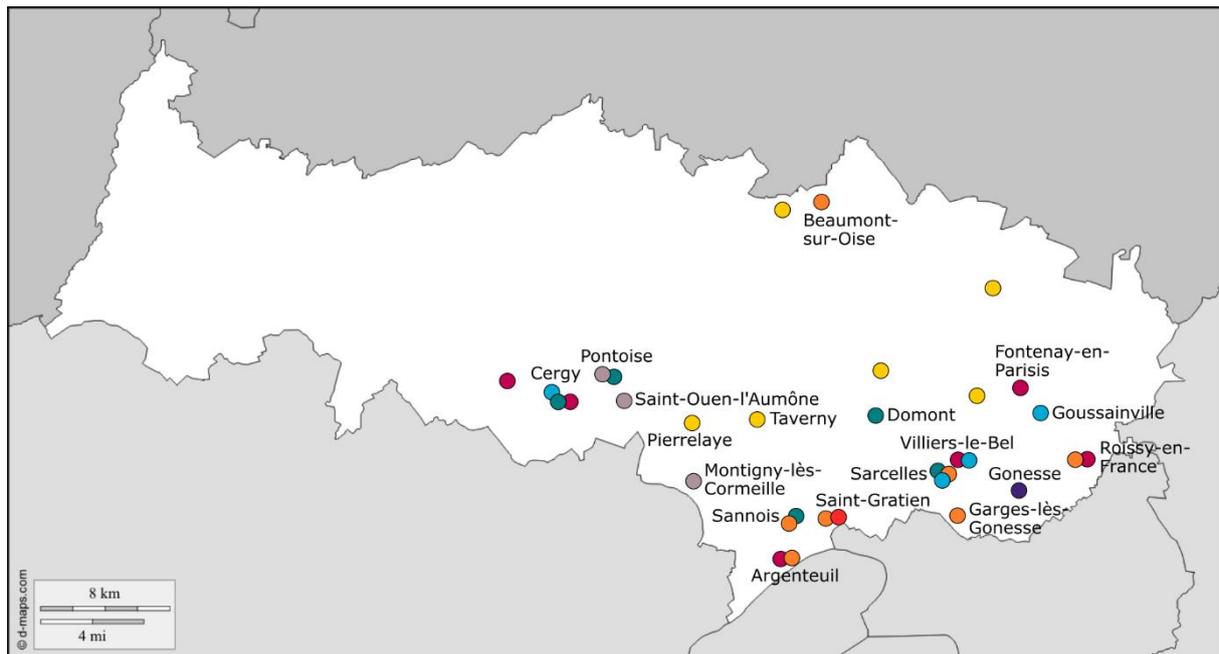
C. Dans le Val-de-Marne



- Réseaux français
- Réseaux nigériens
- Autres réseaux africains
- Réseaux chinois
- Réseaux roumains
- Autres réseaux européens
- Réseaux d'Amérique centrale ou du Sud
- Non précisé

Cartographie réalisée à partir des entretiens, du questionnaire en ligne et de la revue de presse.

D. Dans le Val-d'Oise



- Réseaux français
- Réseaux nigériens
- Autres réseaux africains
- Réseaux roumains
- Autres réseaux européens
- Réseaux d'Amérique centrale ou du Sud
- Réseaux chinois
- Non précisé

Cartographie réalisée à partir des entretiens, du questionnaire en ligne et de la revue de presse.

E. Eléments sur les modes d'action des réseaux

Les entretiens menés auprès de la police, de la gendarmerie, de la justice et des acteurs-trices sociaux-les et médicaux-les rencontrant des personnes en situation de prostitution apportent quelques clés de compréhension sur les modes d'action des réseaux identifiés dans les quatre départements.

1. Les réseaux d'Amérique centrale et du Sud

La présence de réseaux sud-américains est repérée par les professionnel-le-s interrogé-e-s sur deux formes de prostitution : *outdoor*, en forêt, et *indoor*, en appartements via Internet.

Concernant la prostitution visible, la frontière entre réseaux de passeurs et de proxénétisme semble assez floue. Les personnes transsexuelles prostituées en Forêt de Saint-Germain sont majoritairement arrivées d'Equateur, via des réseaux de passeurs transitant par les Pays-Bas ou l'Espagne. Une fois en France, ces réseaux ont exigé le remboursement du voyage et du passeport. En cas de non-respect du délai de paiement, la dette augmente et des représailles violentes peuvent être exercées sur les membres de la famille restés au pays. Certaines personnes, vivant depuis plus de 10 ans sur le territoire français, en situation régulière, auraient fini de rembourser leurs dettes auprès des réseaux, sans pour autant sortir de l'engrenage de la prostitution.

L'action de réseaux d'Amérique centrale ou du Sud dans la prostitution discrète est un phénomène plus récent. Il serait apparu il y a deux ou trois ans, dans les départements de la grande couronne parisienne, dans un mouvement plus global de développement d'une criminalité sud-américaine en bande organisée.

Les personnes prostituées sont des femmes et des personnes transidentitaires, originaires de différents pays d'Amérique latine : Brésil, Chili, Colombie, République Dominicaine, Venezuela... Les modes d'entrée dans le système prostitutionnel varient. Les personnes les plus jeunes auraient plutôt été repérées au pays par des *lover boys* : des jeunes hommes qui les séduisent et leur promettent monts et merveilles, avant de les emmener en Europe et d'user de leur emprise affective pour les contraindre à se prostituer. Les personnes plus âgées, d'une trentaine ou d'une quarantaine d'années, seraient davantage dans des processus de migration économique. Elles ont pu être « recrutées » au pays, par des réseaux les trompant

avec de fausses promesses d'embauche, ou une fois arrivées en France, alors qu'elles se trouvent isolées, sans papiers et sans ressources. Elles ont généralement transité par l'Espagne, qui a une politique de visas facilitée avec les pays du Mercosur. Dans une situation, identifiée par la gendarmerie, les femmes semblent avoir été contraintes de subir des opérations de chirurgie esthétique, avant d'être prostituées.

Dans tous les cas, la prostitution a lieu dans des appartements, où les personnes vivent parfois dans le dénuement et des conditions d'hygiène déplorables. La mise en relation avec les acheteurs se fait via des petites annonces postées sur Internet, le réseau gérant une sorte de standard téléphonique composé de multiples appareils mobiles pour les prises de rendez-vous. Plusieurs de ces réseaux ont été décrits par les interlocuteurs-trices comme extrêmement mobiles, avec un *turn-over* important parmi les victimes et l'organisation de *sex-tours* entraînant des changements rapides de localisation, y compris à l'étranger. Ces pratiques nécessitent une logistique importante et ne peuvent être le fait que de réseaux très structurés.

2. Les réseaux roumains

Les réseaux roumains identifiés par les professionnel-le-s des quatre départements agissent très majoritairement sur de la prostitution *outdoor* : en forêts, notamment de Fontainebleau (77) et de Saint-Germain (78), et le long de routes nationales et départementales. Une situation de prostitution *indoor*, dans des hôtels via Internet, a été repérée dans le Val-d'Oise. Il est possible que des réseaux roumains soient également actifs dans des foyers de travailleurs migrants.

Les réseaux sont généralement décrits comme très violents physiquement. Des femmes roumaines ont par exemple été reçues à l'unité médico-judiciaire (UMJ) de Gonesse, victimes de multiples violences commises par un proxénète, systématiquement désigné comme leur « conjoint » ou « mari ». Pour plusieurs d'entre elles, ces hommes sont des petits-amis, des *lover boys*, avec qui elles ont été mariées très jeunes, parfois lorsqu'elles étaient encore mineures, au pays, avant d'entamer un parcours migratoire à travers l'Europe. Elles ont souvent été prostituées dans plusieurs pays, en Espagne et en Italie notamment, avant d'arriver en France. D'autres formes de tromperie sont utilisées par les réseaux, telles que la promesse de trouver un emploi et de meilleures conditions de vie en Europe de l'Ouest.

Sur la prostitution de route, un lien avec des camps rom est fréquemment signalé. Les victimes et leurs proxénètes semblent alors être hébergé-e-s dans les mêmes camps. Les réseaux organiseraient à partir de là le transport en voiture des femmes, pour les déposer aux abords de certains axes. Les femmes roumaines, observées par les acteurs-trices de terrain, sont toujours décrites comme arpentant les routes à pied, y compris parfois dans des conditions climatiques difficiles. Les camps et les lieux de prostitution peuvent se trouver dans des départements différents. Dans le cas d'un important réseau agissant sur des routes d'Essonne et démantelé en 2015, les personnes étaient par exemple hébergées dans un camp basé à Ivry-sur-Seine, dans le Val-de-Marne. Des femmes actuellement prostituées dans le Val-d'Oise pourraient, quant à elles, venir de camps situés en Seine-Saint-Denis.

3. Les réseaux nigériens

Relativement peu de lieux ont été identifiés comme abritant directement de la prostitution de personnes nigérianes, dans les quatre départements étudiés. Quelques endroits extérieurs sont repérés : la forêt de Fontainebleau et une route du secteur de Pontault-Combault, en Seine-et-Marne, possiblement des parcs et la forêt de Saint-Germain, sans toutefois que cela ne fasse consensus, dans les Yvelines. Des réseaux nigériens pourraient également être actifs dans des foyers de travailleurs migrants.

La majorité des situations rapportées concernent des femmes nigérianes prostituées à Paris, au Bois-de-Vincennes ou dans les quartiers de Château Rouge, Marcadet et Strasbourg-Saint-Denis, mais hébergées par les réseaux ou en transit dans l'un des départements du diagnostic. Des proxénètes (« mamas ») sont aussi domiciliées dans ces départements. Quelques interlocuteurs-trices ont d'ailleurs signalé avoir reçu des femmes à la fois prostituées et « mamas » dans les réseaux nigériens, ce qui pose des difficultés spécifiques dans la prise en charge et l'accompagnement à la sortie de la prostitution.

La Brigade de répression du proxénétisme (BRP) a identifié des réseaux nigériens à Trappes, dans les Yvelines, ainsi qu'à Argenteuil, Beaumont-sur-Oise et Sannois, dans le Val-d'Oise. Des associations suivent des femmes nigérianes qui ont été hébergées par leurs proxénètes à Sarcelles et Garges-Lès-Gonesse (95). Des jeunes femmes, très probablement nigérianes, ont également été observées sur la ligne du RER A, à Joinville-le-Pont, ce qui laisse supposer des lieux d'hébergement dans le Val-de-Marne. Quelques jeunes filles prostituées au Bois de Vincennes ont par ailleurs été reçues à l'UMJ de Créteil (94).

Les professionnel-le-s décrivent des parcours migratoires similaires. Les femmes sont « recrutées » au pays, principalement dans la région de Benin city. Très pauvres, elles sont trompées par les réseaux qui leur promettent de gagner beaucoup d'argent en Europe. Elles subissent souvent des pressions de la part de leur famille. Les réseaux utilisent également plusieurs procédés pour s'assurer de leur emprise sur les victimes : la cérémonie du « Juju », un rite vaudou par lequel les victimes vont s'estimer liées au réseau, les dettes de passage, qui atteignent des montants impossibles à rembourser, la confiscation des papiers d'identité...

Trois voies de migration sont distinguées :

- En avion, avec une arrivée à l'aéroport de Roissy Charles-de-Gaulle (Val-d'Oise)
- Via la Turquie, puis la Grèce
- Via la Lybie puis l'Italie et, parfois, l'Espagne. Ce parcours est celui qui revient le plus souvent. Les professionnel-le-s évoquent en particulier le passage par des camps en Lybie, où les femmes subissent souvent des violences sexuelles et qui constituent, pour plusieurs d'entre-elles, le premier lieu de prostitution.

Plusieurs interlocuteurs-trices font état de femmes nigérianes en situation de prostitution extrêmement jeunes, parfois mineures.

4. Les réseaux d'Afrique francophone

La présence de réseaux d'Afrique francophone ressort dans plusieurs entretiens et réponses au questionnaire. Des réseaux camerounais agiraient dans les Forêts de Saint-Germain (78) et de Fontainebleau (77), ainsi qu'au bord d'une route départementale de Seine-et-Marne. Des faits de prostitution dans un hôtel de Moissy-Cramayel (77), via Internet, ont aussi été signalés.

Des réseaux de Côte d'Ivoire et de République Démocratique du Congo sont également évoqués. Ils semblent organiser, au moins dans une certaine mesure, la prostitution contre hébergement, en fournissant aux femmes les adresses de lieux dans lesquels elles vont rencontrer leurs agresseurs. Des faits de prostitution impliquant au moins un proxénète ivoirien ont par ailleurs été signalés dans un appartement à Trappes, dans les Yvelines. Les femmes victimes ont souvent quitté leur pays pour échapper à des violences de guerre et des exactions. Beaucoup des personnes accompagnées par les associations et services sociaux départementaux ont ainsi un passé traumatique et ont été victimes de violences sexospécifiques, sexuelles en particulier, au pays ou au cours de leur parcours migratoire. (*Sur*

la question du lien entre prostitution et parcours migratoires, voir aussi V-F-2- Une majorité de personnes de nationalité étrangère).

Dans tous les cas, la frontière entre réseaux de passeurs et de proxénétisme apparaît floue. Les parcours migratoires transitent par plusieurs pays d'Afrique puis d'Europe. Un passage violent par la Lybie, semblable à celui vécu par les femmes nigérianes, est décrit par plusieurs interlocuteurs-trices. Des femmes ont aussi été en situation de prostitution dans leur pays d'origine et/ou en Espagne ou en Italie, avant d'arriver en France.

5. Les réseaux chinois

Des réseaux chinois de prostitution *indoor* ont été signalés par plusieurs interlocuteurs-trices dans le Val-de-Marne. Un réseau a également été démantelé récemment par la DDSP (direction départementale de la sûreté publique) du Val-d'Oise. La prostitution a lieu dans des restaurants-karaokés, ainsi que dans des appartements et hôtels. Les réseaux, souvent très organisés, peuvent s'étendre sur Paris et dans d'autres départements d'Ile-de-France (en Seine-Saint-Denis notamment), voire dans d'autres régions.

Dans le cas des restaurants-karaokés, la prostitution est plutôt « communautaire », puisqu'elle est destinée principalement à des hommes d'affaires chinois. Les victimes sont des femmes jeunes, parfois décrites comme étudiantes. En appartements et en hôtels, les femmes prostituées sont globalement plus âgées. La mise en relation avec les acheteurs passe par Internet, avec des sites qui peuvent être communautaires ou non, puis via une sorte de standard téléphonique géré par les réseaux.

6. Les autres réseaux étrangers

D'autres réseaux étrangers, pour lesquels nous disposons d'assez peu d'éléments, ont été repérés. Ceux-ci doivent être davantage explorés. Il s'agit :

- De réseaux albanais agissant dans des appartements du Val-de-Marne et en forêt de Fontainebleau (77)
- De réseaux bulgares agissant en forêt de Fontainebleau (77)
- De réseaux indo-pakistanaïens dans le Val-d'Oise. La prostitution prendrait ici une forme communautaire, avec des femmes mises à disposition des hommes de la communauté.

7. Les réseaux français

De nombreux-euses partenaires, dans les quatre départements, ont souhaité attirer notre attention sur la prostitution de jeunes femmes françaises, mineures et jeunes majeures, victimes de réseaux français. Les proxénètes sont de jeunes hommes, âgés de 16 à 25 ans, parfois connus de la police pour des faits de trafic de stupéfiants ou de petite délinquance. Toutes les situations identifiées renvoient à de la prostitution *indoor*. Elle a lieu dans des appartements ou des hôtels, la plupart du temps via des annonces postées sur Internet, parfois par le bouche-à-oreille. Les appartements peuvent être en location saisonnière, entre particuliers. Les hôtels, s'ils sont parfois luxueux, appartiennent le plus souvent à des chaînes milieu ou bas de gamme. Cela permet aux proxénètes de minimiser les coûts et de bénéficier d'un accès extérieur ou peu surveillé aux chambres. Dans quelques cas, les passes peuvent aussi avoir lieu au domicile des clients.

De manière générale, les réseaux sont extrêmement mobiles, se déplaçant rapidement de villes en villes dans toute l'Ile-de-France et au-delà. Il semble exister des connexions importantes entre les réseaux, les personnes victimes passant parfois de l'un à l'autre, notamment lorsqu'elles sont déplacées en province. Plusieurs jeunes filles, suivies par les professionnel-le-s de la PJJ, ont été prostituées dans le sud et le centre de la France, voire à l'étranger (une jeune fille aurait été prostituée en Suisse).

Le degré d'organisation, de « professionnalisation » et les modes opératoires des réseaux varient. Dans certains cas, ils sont composés de deux ou trois proxénètes, gérant l'ensemble de la logistique. Dans d'autres, il peut y avoir un ou deux proxénète(s) à la tête de l'organisation et plusieurs hommes de main s'occupant de tâches spécifiques (mise en ligne des annonces, recherche de lieux, transports des jeunes filles, sécurité...) en échange d'argent ou de relations sexuelles avec les femmes exploitées. Il arrive que des jeunes hommes se présentent comme des « prestataires de services », selon les termes de la BRP, à des réseaux déjà existants voire directement auprès des personnes en situation de prostitution.

Certains de ces réseaux s'inscrivent clairement dans de la traite d'êtres humains¹⁴. Ils peuvent se montrer extrêmement violents physiquement : possession d'armes, menaces sur les victimes et leurs familles, enlèvements, séquestrations... La prostitution est alors une prostitution d'abattage, avec des passes à la chaîne, et des jeunes filles parfois mises sous

¹⁴ Voir notes 12 et 13, en bas de page 51.

stupéfiant pour « tenir » (le terme est utilisé par une jeune fille suivie par la PJJ du Val-d'Oise). Des addictions, y compris à des drogues dures telles que la cocaïne, sont ainsi signalées par les professionnel-le-s interrogé-e-s. Un lien avec le trafic de stupéfiants apparaît par ailleurs dans plusieurs situations, avec des jeunes filles d'abord utilisées comme « mules » pour transporter les produits, avant d'être contraintes à la prostitution, pour rembourser une livraison qui aurait été perdue.

Il s'agit là d'un mode d'entrée, parmi d'autres, dans le système prostitutionnel. Les stratégies de « recrutement » des réseaux apparaissent en effet assez variées. Le contact avec les jeunes filles peut se faire sur les réseaux sociaux (Facebook, Snapchat et Instagram notamment). Des petits-amis (*lover boys*) sont souvent impliqués. Les victimes peuvent aussi être approchées par d'autres jeunes femmes, qui sont déjà prostituées dans les réseaux, ou être repérées alors qu'elles sont / ont été victimes de viols collectifs. Dans ce dernier cas, un ou plusieurs proxénètes ont pu se trouver parmi les agresseurs ou ceux-ci l'ont appris par le bouche-à-oreille ou par des vidéos du viol diffusées via les téléphones portables et/ou Internet. Le fait pour les victimes d'avoir déjà vécu des violences, sexuelles notamment, apparaît comme un facteur particulièrement fragilisant, facilitant leur entrée dans le processus prostitutionnel, comme nous allons le voir dans la suite de notre étude.

(Sur la question de la prostitution des jeunes français-e-s, voir aussi V-F-3- Un nombre de personnes jeunes, voire très jeunes, significatif).

F. La présence des réseaux de proxénétisme et de traite des êtres humains sur Internet

Dans l'imaginaire collectif, Internet tend plutôt à être perçu comme une forme de prostitution réservée à des « escortes indépendantes ». Plusieurs personnes en situation de prostitution sont d'ailleurs déclarées « indépendantes » ou « occasionnelles » dans les annonces. La prostitution via Internet est pourtant loin d'échapper aux réseaux de proxénétisme. Leur présence est identifiable plus ou moins facilement selon la catégorie de sites étudiée. Se pose par ailleurs la question de la responsabilité des sites eux-mêmes, qui facilitent la mise en relation entre acheteurs et personnes en situation de prostitution, et tirent profit de la mise en ligne des annonces.

Sur les sites spécialisés en escorting, basés à l'étranger, l'action des réseaux de proxénétisme est clairement visible. Ces sites peuvent être directement gérés par des agences d'escortes ou donner la possibilité à ces agences de s'inscrire en tant que telle pour publier plusieurs annonces. La systématisme avec laquelle les fiches sont remplies, l'annonce de dates de

tournées internationales, la rédaction en plusieurs langues... laissent peu de doute sur le fait qu'il s'agit d'une prostitution gérée par des réseaux bien organisés.

Les proxénètes sont globalement beaucoup plus discrets sur les sites de petites annonces et de rencontre.

Quelques annonces étonnamment explicites peuvent être relevées. Elles sont le fait d'individus cherchant à louer des appartements ou des chambres d'hôtel pour servir de lieux de passe : « je suis réceptionniste dans un hôtel [...] je propose des chambres avec salles de bain aux escorts », « appartement idéal massage ». Elles peuvent aussi être rédigées par des hommes prétendant écrire « pour leur compagne » : « bonjour, je cherche un contact pour ma femme de 36 ans qui fantasme de faire la pute dans un foyer d'immigrés ». Ces annonces restent toutefois marginales et l'on peut supposer qu'elles relèvent plutôt d'individus agissant de manière isolée que de réseaux structurés de proxénétisme ou de traite des êtres humains.

La présence de ceux-ci est davantage à rechercher du côté d'un faisceau d'indices, repérables dans les annonces, et laissant penser que la prostitution est organisée par des personnes autres que la personne en situation de prostitution elle-même. Cette méthode ne permet bien sûr pas de constater de manière certaine l'implication de réseaux mais elle apporte des indicateurs de vigilance quant à la probabilité que les personnes présentées dans les annonces soient victimes de proxénétisme et/ou de traite des êtres humains.

Le croisement de notre étude sur Internet avec les entretiens menés auprès de la police et de la gendarmerie, d'une part, et les constats que l'Amicale du Nid avait déjà pu faire lors de diagnostics précédents à Montpellier, Marseille et dans le département de l'Isère, d'autre part, a permis d'identifier les éléments ci-dessous comme pouvant constituer, de manière non-exhaustive, le faisceau d'indices :

- Des annonces apparemment relatives à des personnes différentes sont rédigées de manière similaire. On y retrouve les mêmes mots ou expressions, les mêmes fautes d'orthographe ou de grammaire. Les photos sont semblables, elles présentent les mêmes poses, des éléments de décors ou des retouches identiques. Un même pseudo est apparemment utilisé pour décrire plusieurs personnes.
- Des annonces apparemment relatives à des personnes différentes mais utilisant les mêmes termes pour les décrire (catégories d'âge, ethniques, de nationalité...) ont été postées à la même date et/ou sont localisées dans la même ville ou dans une zone géographique limitée.

- Des annonces apparemment relatives à des personnes différentes ont été postées à partir du même compte utilisateur.
- Des annonces apparemment relatives à des personnes différentes indiquent les mêmes numéros de téléphone ou des numéros de téléphone dont seuls les deux derniers chiffres varient.
- Les annonces sont rédigées à la troisième personne.
- Les annonces sont rédigées en anglais.
- Les annonces présentent des incohérences dans la description des personnes : plusieurs pseudos, plusieurs âges, plusieurs catégories ethno-raciales ou nationales sont mentionnées à différents endroits.
- Les annonces précisent que les personnes sont « de passage », « dans votre ville pour une semaine / quelques jours » ou « en vacances ».
- Les annonces précisent que les personnes sont disponibles « tout le temps » ou « 24h/24 ».

Il importe de préciser que la mise en ligne d'annonces d'offre de prostitution ne constitue probablement qu'un aspect de l'usage que les proxénètes peuvent faire d'Internet. L'utilisation d'Internet comme mode de « recrutement » des réseaux a ainsi été régulièrement mentionnée dans les entretiens menés auprès des acteurs-trices de terrain. Dans les articles de presse traitant d'affaires de proxénétisme, sur les quatre départements concernés, entre 2015 et 2017, le recrutement des victimes via Internet apparaît dans 4 affaires sur 38. Dans 3 de ces cas, des jeunes filles, parfois mineures, ont été repérées et approchées par des proxénètes sur les réseaux sociaux. Le 4ème cas concerne trois femmes prostituées dans un salon de massage et recrutées via le site de petites annonces Leboncoin.fr. Quelques sites étudiés dans le cadre de notre diagnostic, en particulier escort69.fr, pourraient s'inscrire dans ce genre de pratiques. Ils proposent en effet, mêlés aux offres de prostitution, des annonces de recrutement d'« acteur/actrice pornographique ».

Internet permet également aux proxénètes de dématérialiser des actions logistiques telles que la réservation de chambres d'hôtel ou d'appartements, ou le transfert et le blanchiment d'argent. D'après la BRP, le proxénétisme peut aussi être lié, dans les cas les plus élaborés, à d'autres formes de cybercriminalité telles que les escroqueries bancaires ou les vols d'identité, qui sont utilisés pour financer discrètement, par exemple, le paiement des chambres d'hôtels.

V- LES PERSONNES EN SITUATION OU EN RISQUE DE PROSTITUTION, LEURS PARCOURS DE VIE

Les paragraphes suivants se concentrent sur les personnes en situation ou en risque de prostitution identifiées par les professionnel-le-s des quatre départements. Les données concernent leurs profils : genre, âge, nationalité, situations professionnelle, financière, d'hébergement... Elles doivent être considérées avec précaution car elles ont parfois été extrapolées, en fonction des informations disponibles dans les entretiens et le questionnaire en ligne, ou arrondies pour être rendues plus lisibles. Elles sont aussi fortement liées aux représentations de la prostitution qu'ont les professionnel-les qui ont répondu. Les termes « prostitution de survie », « occasionnelle » ou « de fin de mois » ont, par exemple, été fréquemment employés par les acteurs-trices interrogé-e-s. Quelle réalité recouvrent-ils vraiment ? Il est vrai que la précarité financière est très souvent liée à l'entrée dans la prostitution mais, dans notre expérience, elle est rarement le seul facteur déterminant.

Les éléments recueillis nous apportent un éclairage sur les parcours de vie, en faisant ressortir certains de ces autres facteurs fragilisants et/ou potentiellement déclenchants, qui rendent les personnes particulièrement vulnérables. Ces facteurs sont clés dans la compréhension des processus d'entrée et de maintien dans le système prostitutionnel mais aussi des besoins spécifiques en termes d'accompagnement des victimes pour leur permettre d'en sortir.

A. En Seine-et-Marne

1. Les personnes en situation de prostitution

Au moins 218 personnes en situation de prostitution ont été identifiées par les acteurs-trices de terrain. 206 sont des femmes, 10 des hommes, 2 des personnes transidentitaires.

Les tranches d'âge, lorsqu'elles sont connues, varient de moins de 18 ans à plus de 55 ans. Il ressort une proportion importante de femmes mineures ou décrites comme « très jeunes » : au moins 40 personnes.

Au moins 138 personnes sont étrangères. Parmi elles, 63 sont ressortissantes de l'Union Européenne (41 de Roumanie et 22 de Bulgarie). 75 ont une nationalité hors Union

Européenne. Au moins 60 femmes viennent d'Afrique (dont 22 du Cameroun et 23 du Nigéria), 8 d'Amérique latine (7 d'Equateur et 1 du Brésil) et 5 d'Albanie.

Au moins 33 femmes sont françaises. Parmi elles, 9 ont moins de 25 ans et sont en situation de prostitution dans des hôtels, des appartements ou des squats. 5 ont plus de 55 ans et sont en situation de prostitution en Forêt de Fontainebleau.

2. Les personnes en risque de prostitution

Au moins 60 personnes en risque de prostitution ont été repérées par les interlocuteurs-trices. 58 sont des femmes, françaises et étrangères, 2 des hommes (dont au moins un jeune afghan accueilli temporairement dans le camp de réfugié-e-s d'Avon).

Les âges sont variés : au moins 23 personnes sont mineur-e-s, 12 ont entre 18 et 25 ans, 12 entre 26 et 35, 9 entre 36 et 45 ans. Une personne a plus de 46 ans.

Parmi les personnes étrangères (au moins 14), la majorité vient d'Afrique et est en situation irrégulière. Indépendamment des données de sexe, d'âge et de nationalité, l'absence ou le manque de ressources financières reviennent systématiquement.

3. Leurs parcours de vie : facteurs fragilisants et déclenchants

Des facteurs fragilisants ou déclenchants ont été listés par les professionnel-le-s interrogé-e-s pour 109 personnes en situation ou en risque de prostitution, soit 50%.

Dans la moitié des cas, il s'agit de carences affectives, liés à des abandons et placements. Au moins un tiers des personnes a subi des violences (violences conjugales, inceste, violences sexuelles hors du cadre familial, mariages forcés...).

La précarité financière est identifiée dans environ un tiers des parcours de vie également. Suivent les fugues (25 personnes), les situations d'isolement et d'errance (23), les parcours migratoires (16) et les ruptures familiales (12).

B. Dans les Yvelines

1. Les personnes en situation de prostitution

Au moins 186 personnes en situation de prostitution ont été identifiées. 160 sont des femmes, 21 des personnes transidentitaires et 5 des hommes.

Les âges varient entre moins de 18 ans et plus de 55 ans. 82 personnes sont déclarées « mineures » ou « très jeunes », dans tous les cas il s'agit de femmes. Au moins 20 personnes ont entre 18 et 25 ans, 19 entre 26 et 35 ans, 12 entre 36 et 45 ans. Les personnes transidentitaires sont globalement plus âgées (36-45 ans et plus).

La nationalité est connue dans la moitié des cas. 37 personnes sont françaises, 7 sont ressortissantes d'un autre Etat de l'Union Européenne (dont Roumanie et Italie). 47 personnes ont une nationalité hors Union Européenne. Parmi elles, 23 sont originaires d'Amérique du Sud (dont 12 d'Equateur) et 18 d'Afrique (dont 8 du Nigéria et 5 du Cameroun).

Les quelques données disponibles sur les conditions de vie de ces personnes laissent apparaître une grande précarité. Peu ont un emploi. Les ressources sont faibles (prestations sociales), voire inexistantes. Le logement est particulièrement instable (rue, hébergement dans des centres et foyers ou chez des tiers, prise en charge 115).

2. Les personnes en risque de prostitution

Au moins 26 personnes en risque de prostitution ont été signalées par les professionnel-le-s interrogé-e-s. Toutes ces personnes sont des femmes, globalement jeunes : 12 ont entre 18 et 25 ans, 6 entre 26 et 35 ans, 6 moins de 18 ans.

14 femmes sont étrangères hors Union Européenne, parmi lesquelles des étudiantes et des migrantes en situation irrégulière. 11 femmes sont françaises. 1 est italienne.

Toutes sont décrites comme étant en grande précarité financière. 1 seule de ces femmes travaille, à temps partiel. 24 vivent sans ou avec très peu de ressources (prestations sociales). 22 sont sans domicile fixe ou hébergées en foyer, à l'hôtel ou chez un tiers.

3. Leurs parcours de vie : facteurs fragilisants et déclenchants

Pour 59% des personnes en situation ou en risque de prostitution, des facteurs fragilisants ou déclenchants ont été listés par les professionnel-le-s interrogé-e-s.

Des violences subies sont mentionnées dans 22 cas. Il s'agit principalement de violences intrafamiliales. Des carences affectives sont signalées pour au moins 20 personnes. Elles peuvent être liées à l'absence de l'un ou des deux parents ou à un abandon de la part de la famille donnant lieu, généralement, à une adoption ou à un placement par l'aide sociale à l'enfance.

Parmi les facteurs potentiellement déclenchants, les acteurs-trices de terrain mentionnent les parcours migratoires dans 52 cas. Suivent les addictions (15 personnes), la précarité financière (10), l'endettement (10) et les pertes d'emploi (10). Précisons que ces facteurs peuvent à la fois être une cause et une conséquence de l'entrée dans le système prostitutionnel. Ils favorisent dans tous les cas le maintien des personnes dans ce système, en les enfermant dans un cercle vicieux qui les empêche de concevoir des alternatives et, donc, d'envisager une sortie.

C. Dans le Val-de-Marne

1. Les personnes en situation de prostitution

Au moins 207 personnes en situation de prostitution ont été repérées par les acteurs-trices du Val-de-Marne. 186 sont des femmes, 19 des hommes, 2 des personnes transidentitaires.

Les tranches d'âge varient de moins de 18 ans à 46-55 ans. Plus de la moitié des personnes ont moins de 26 ans : au moins 57 sont mineures ou décrites comme « très jeunes », 63 ont entre 18 et 25 ans. 44 personnes ont entre 26 et 35 ans et 26 entre 36 et 45 ans. 4 sont âgées de 46 à 55 ans.

Au sujet de la prostitution des jeunes, il est intéressant de faire mention des informations transmises par l'association HF Prévention, qui réalise des dépistages sur les campus universitaires. Environ 3% des étudiant-e-s dépisté-e-s à l'Université Paris Est Créteil (UPEC) ont déclaré avoir déjà échangé des actes sexuels contre une rémunération. Cette rémunération prenait la forme de services dans trois quarts des cas. Ce chiffre de 3% peut paraître élevé et

il est possible qu'il ne soit pas représentatif de l'ensemble des étudiant-e-s de l'UPEC, tous-tes ne s'étant pas fait dépister. Nous pouvons cependant noter qu'une proportion du même ordre, environ 4%, avait été observée par l'Amicale du Nid lors d'une enquête conduite auprès des étudiant-e-s de l'Université Paul Valéry de Montpellier, en 2014¹⁵.

Concernant les nationalités, au moins 129 personnes sont étrangères hors Union Européenne. 84 d'entre elles sont déclarées en « situation irrégulière », « attente de titre de séjour » ou « situation administrative complexe ».

Au moins 37 femmes viennent d'Afrique (dont 14 du Nigéria, 8 de Côte d'Ivoire, 3 de République Démocratique du Congo et 3 d'Algérie). 14 personnes viennent d'Amérique centrale ou du Sud. Parmi elles, 8 hommes sont originaires de Colombie, 3 femmes du Brésil et 2 personnes transidentitaires viennent du Venezuela et de République Dominicaine. 3 femmes viennent de Chine.

Au moins 34 personnes sont françaises. 5 sont ressortissantes d'autres pays de l'Union Européenne (Roumanie, Portugal et Belgique).

Les conditions de vie sont généralement précaires. Au moins 132 personnes n'ont pas d'emploi, soit parce qu'elles sont en situation irrégulière et n'ont pas le droit de travailler en France, soit parce qu'elles sont au chômage, étudiant-e-s ou scolarisé-e-s dans un établissement du secondaire. Au moins 127 personnes sont décrites comme sans ressources ou touchant des prestations sociales. 107 sont sans abris ou hébergées par le 115, des associations ou des tiers.

2. Les personnes en risque de prostitution

Au moins 580 personnes ont été signalées comme en risque de prostitution dans le Val-de-Marne. Parmi elles, se trouvent 400 femmes étrangères, réfugiées, vivant dans un camp aménagé par la Mairie de Paris à Ivry-sur-Seine (*voir III-C-5- Une alerte sur le camp de réfugié-e-s d'Ivry-sur-Seine*).

Sur les 180 personnes présentant un risque autre, 167 sont des femmes, 12 sont des hommes, 1 est une personne transidentitaire. Les tranches d'âge les plus représentées sont, par ordre

¹⁵ Amicale du Nid 34 – La Babotte, en partenariat avec la Mission pour l'égalité femmes-hommes de l'Université Paul Valéry III, l'Observatoire de la Vie Etudiante, la médecine préventive et le Crous de Montpellier, « La prostitution chez les étudiant-e-s : des représentations sociales aux pratiques déclarées ». Le rapport de recherche-action est disponible ici : <http://amicaledunid.org/images/Rapport-enquete-prostitution-des%20etudiant-es%20Montpellier.pdf>

d'importance, 18-25 ans (59 personnes), moins de 18 ans (55 personnes) et 26-35 ans (40 personnes).

Au moins 96 personnes, soit près de la moitié, ont une nationalité hors Union Européenne. Parmi elles, 47 sont en situation irrégulière ou demandeuses d'asile. 35 viennent du continent africain, dont au moins 5 du Maghreb et 5 d'Afrique sub-saharienne (Côte d'Ivoire, Guinée, Mali, Nigéria, République Démocratique du Congo). 7 femmes sont originaires d'Haïti et 2 du Kosovo. 38 personnes sont françaises. 11 sont ressortissantes de l'Union Européennes, notamment du Portugal et de Roumanie.

La plupart de ces personnes vit en grande précarité. 162 ne travaillent pas. Au moins 114 sont déclarées sans ressources ou bénéficiaires de minimas sociaux. 155 sont sans logement stable : elles vivent dans la rue ou dans des squats, sont prises en charge par le 115 ou hébergées dans des résidences sociales, des centres d'hébergement ou par des tiers.

3. Leurs parcours de vie : facteurs fragilisants et déclenchants

Dans le Val-de-Marne, des facteurs fragilisants ou déclenchants ont été listés par les professionnel-le-s interrogé-e-s pour 90% des personnes. Cette proportion particulièrement élevée peut sans doute être expliquée, au moins en partie, par l'engagement important de la préfecture de département, du conseil départemental et des associations dans la sensibilisation des acteurs-trices de terrain.

Pour 88 personnes, des violences subies dans le parcours de vie sont mentionnées. Il s'agit surtout de violences intrafamiliales et conjugales, mais aussi de violences sexuelles hors du cercle familial, de violences de guerre et d'exactions dans les pays d'origine, pour les personnes migrantes, ou de mariages forcés.

Des carences affectives sont signalées pour 20 personnes. Elles sont dues, la plupart du temps, à des abandons et rejets de la part de la famille, donnant lieu à une adoption ou un placement par l'aide sociale à l'enfance.

Les parcours migratoires sont cités comme un facteur potentiellement déclenchant dans trois quarts des cas. Reviennent ensuite régulièrement la précarité financière (76 personnes), les situations d'isolement et d'errance (70) et les ruptures familiales (60).

D. Dans le Val-d'Oise

1. Les personnes en situation de prostitution

Au moins 432 personnes en situation de prostitution ont été identifiées par les professionnelles interrogées. Environ un tiers (145) sont des femmes de nationalité nigériane. Elles sont jeunes, généralement entre 18 et 25 ans, parfois moins, et sont ou ont été prostituées dans d'autres départements, la plupart du temps à Paris, mais logées dans des villes du Val-d'Oise et donc amenées à faire appel aux services sociaux et associations du 95. Celles qui sont encore en situation de prostitution sont hébergées par des tiers, des connaissances ou des membres de la communauté impliqués dans les réseaux de proxénétisme et de traite des êtres humains.

Parmi les 287 personnes dans une situation autre, se trouvent 282 femmes et 5 hommes. 114 personnes ont moins de 25 ans : 58 sont mineures ou décrites comme « très jeunes », 56 sont âgées de 18 à 25 ans. Les autres tranches d'âge sont également représentées dans des proportions non-négligeables : 52 personnes ont entre 26 et 35 ans, 34 entre 36 et 45 ans, 17 entre 46 et 55 ans, 15 plus de 55 ans.

La grande majorité des personnes est étrangère. Au moins 32 sont ressortissantes de l'Union Européenne, principalement de Roumanie (25) mais aussi d'Espagne et du Portugal. 173 sont étrangères hors Union Européenne, dont au moins 38 en situation irrégulière. 120 sont originaires d'Afrique, parmi lesquelles 87 de pays d'Afrique sub-saharienne (Angola, Cameroun, Comores, Côte d'Ivoire, Congo Kinshasa, Ghana, République Démocratique du Congo, Sierra Leone et Togo) et 32 de pays du Maghreb. 13 personnes viennent d'Amérique centrale et du Sud (notamment Chili, Colombie, Haïti et Paraguay). Une dizaine de personnes sont de nationalité indienne ou pakistanaise. 43 personnes sont françaises.

Les conditions de vie sont généralement précaires. Au moins 164 personnes sont sans hébergement stable. 152 sont déclarées sans emplois. 73 personnes n'ont pas ou que très peu de ressources (minimas sociaux).

2. Les personnes en risque de prostitution

Au moins 92 personnes en risque de prostitution ont été signalées dans le Val-d'Oise. 88 sont des femmes, 4 des hommes.

Près de la moitié des personnes ont moins de 18 ans. 24 sont âgées de 18 à 25 ans, 16 de 26 à 35 ans, 6 de 36 à 45 ans. Parmi les 18-25 ans, le CROUS, à l'Université de Cergy-Pontoise, fait état d'une augmentation des étudiantes en situation de rupture familiale et sans hébergement sur les cinq dernières années.

Au moins 58 personnes sont de nationalité étrangère, hors Union Européenne. 47 viennent d'Afrique, principalement subsaharienne (notamment Nigéria, Côte d'Ivoire et Ghana) mais aussi du Maghreb (10). Sont également mentionnées 1 femme brésilienne et 1 femme haïtienne. Au moins 13 personnes sont de nationalité française, 1 est ressortissante d'un autre Etat de l'Union Européenne (Hongrie).

Au moins trois quarts des personnes vivent dans des conditions précaires. 70 sont déclarées sans emploi. 69 sont sans ressources ou bénéficiaires de prestations sociales. 41 sont à la rue ou hébergées de manière instable, dans des foyers et centres d'hébergement, des résidences sociales, des hôtels ou par des tiers.

3. Leurs parcours de vie : facteurs fragilisants et déclenchants

Des facteurs fragilisants ou déclenchants ont été listés par les professionnel-le-s interrogé-e-s pour 75% des personnes en situation ou en risque de prostitution identifiées.

Des violences sont repérées pour 268 d'entre elles. Il s'agit principalement de violences conjugales et intrafamiliales et de violences sexuelles hors du cercle familial (viols collectifs notamment). Plusieurs personnes ont également été exposées à des violences conjugales ou à de la prostitution subies par leur mère, lorsqu'elles étaient enfants.

Des carences affectives, dues notamment à des abandons ou rejets de la part de la famille, sont mentionnées pour 29 personnes.

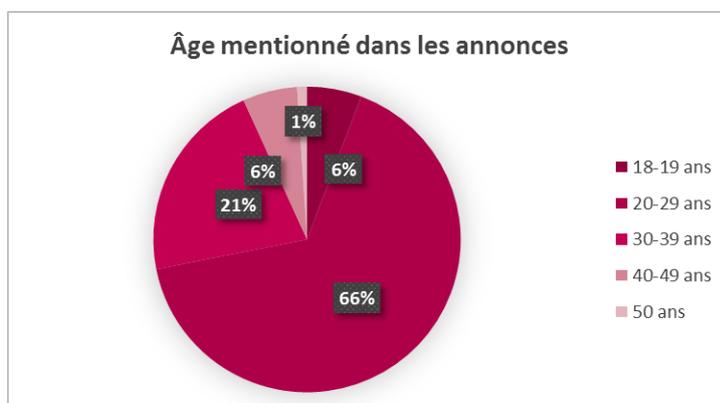
Pour 169 personnes, les parcours migratoires apparaissent comment un facteur potentiellement déclenchant de l'entrée dans le système prostitutionnel. L'isolement et l'errance ressortent également très souvent (139 personnes). Suivent les ruptures d'hébergement (62) et la précarité financière (56).

E. Ce que nous disent les annonces Internet des personnes en situation de prostitution



En très grande majorité, les personnes en situation de prostitution via Internet, dans les quatre départements étudiés, sont des femmes. 88% des annonces analysées renvoient ainsi à des femmes, 8% à des hommes et 4% à des personnes transidentitaires. Du point de vue du genre, la prostitution via Internet ne diffère pas des autres formes de prostitution.

Sur les sites de petites annonces et de rencontre, les annonces sont d'ailleurs assez clairement genrées. La plupart des hommes se trouve en fait être des acheteurs « à la recherche de ». Les énoncés sont parfois très explicites : « cherche escort pour 200€ », « elle sera généreusement rémunérée », « cherche étudiantes je paye !! », « cherche jeune et jolie [...] vos conditions seront miennes ». Les femmes apparaissent, au contraire, dans la rédaction des annonces, quasi exclusivement « au service de ». Les rares exceptions s'inscrivent très clairement dans des pratiques prostitutionnelles : « recherche coloc », « cherche sugar daddy » ou « recherche homme pour sexe payant ». Aucune annonce de femmes acheteuses n'a été relevée.



51% des annonces indiquent un âge, de 18 à 50 ans, avec une moyenne de 27 ans. La tranche la plus représentée est 20-29 ans (66%).

Il est difficile de savoir si les âges mentionnés correspondent bien à celui des personnes en situation de prostitution. Des incohérences dans les annonces nous laissent penser que ce n'est pas toujours le cas. Par ailleurs, l'âge minimum pouvant apparaître sur l'ensemble des sites étudiés est 18 ans. Il est cependant tout à fait probable que des personnes mineures soient prostituées via ces sites, sans qu'elles ne soient repérées ni, a fortiori, signalées.

Le classement des personnes dans des catégories censées renvoyer à leur âge mais clairement destinées à être lues par les clients, nous fait également supposer que les âges mentionnés doivent être considérés avec précaution. Environ 4% des personnes sont ainsi présentées comme « jeune », 2% comme « mûre » ou « mature ».

De manière générale, les annonces enferment très souvent les personnes dans des catégories correspondant sans doute moins à leur identité qu'à une appellation marketing visant à attirer les acheteurs. Ces catégories nous donnent une indication de l'état de la demande sur le marché de la prostitution, demande largement liée à un univers fantasmé à la fois sexiste et raciste. Elles peuvent renvoyer, comme nous venons de le voir, à un âge mais aussi, de manière assez hétéroclite, à des nationalités, origines géographiques ou couleurs de peau.

La qualification des personnes non-blanches fait parfois appel à un imaginaire colonial assez marqué, comme l'illustre l'emploi du terme « beurette », dans 4% des annonces, et d'expressions comme « Shéhérazade la princesse marocaine », « chocolat chaud » ou « reine des îles ».

4% des personnes sont également présentées comme « étudiante ».

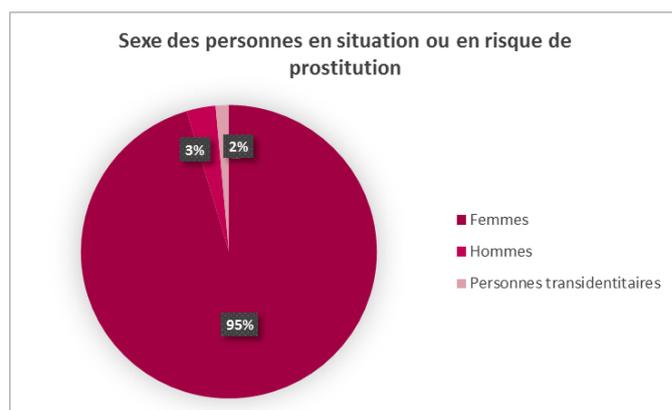
Catégories les plus mentionnées dans les annonces

« Black »	13%
« Européenne »	8%
« Latino/a »	6%
« Marocaine »	6%
« Métisse »	5%
« Française »	5%
« Beurette »	4%
« Etudiante »	4%
« Africaine »	4%
« Jeune »	4%
« Brésilienne »	3%
« Asiatique »	3%

F. Des constantes dans les quatre départements

Les analyses présentées ci-dessus laissent apparaître de grandes tendances, que l'on retrouve sur les quatre territoires et qui sont globalement cohérentes avec les données générales de la prostitution observées au niveau national.

1. Une immense majorité de femmes



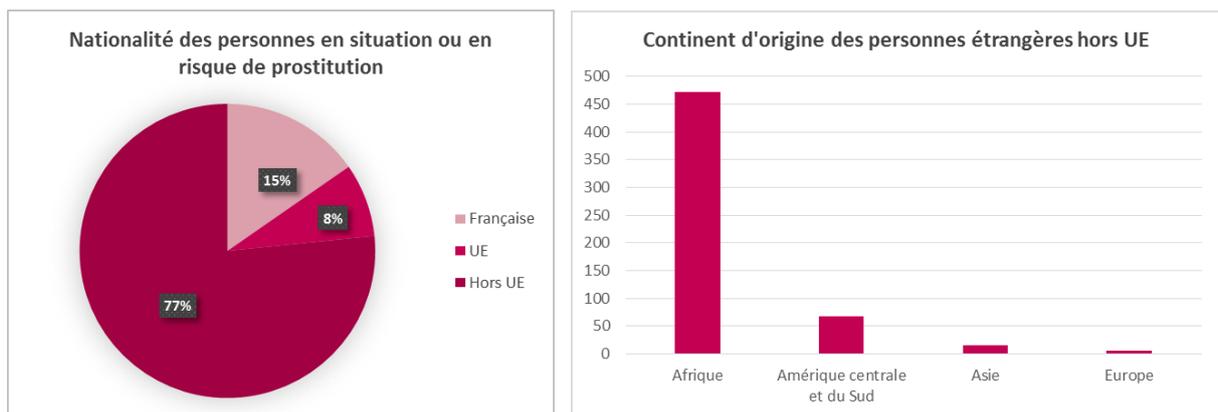
Les femmes représentent 95% des personnes en situation ou en risque de prostitution repérées par les professionnel-le-s interrogé-e-s. Ce chiffre nous rappelle avec force que la prostitution ne peut être considérée en dehors des rapports de domination liés au sexe qui régissent notre société : la prostitution est, de manière systémique, une violence faite aux femmes.

Si l'inscription de la prostitution dans le continuum des violences faites aux femmes est visible au niveau macro-social, elle l'est également à un niveau plus individuel. Les parcours de vie des personnes en situation ou en risque de prostitution identifiées par les professionnel-le-s des quatre départements laissent ainsi apparaître de nombreuses violences, comprenant la plupart du temps une dimension sexospécifique, avant l'entrée (possible ou effective) dans le système prostitutionnel. Ces violences constituent un facteur de vulnérabilité particulièrement important : elles concernent 31% des personnes pour lesquelles des facteurs fragilisants ou déclenchants ont été identifiés. Elles prennent plusieurs formes, souvent cumulées les unes aux autres. Lorsque ces formes sont précisées, les personnes ont été ou sont principalement victimes de violences intrafamiliales et/ou conjugales (45%). La prostitution s'inscrit d'ailleurs parfois directement dans ce cadre, les proxénètes étant alors les conjoints ou d'autres membres de la famille. Près de la moitié des personnes ont subi des violences à caractère

sexuel (incestes, agressions sexuelles, viols collectifs...). Les mariages forcés et l'excision sont mentionnés dans quelques cas.

Les hommes et les personnes transidentitaires représentent respectivement 3 et 2% des personnes. Ces proportions sont un peu en dessous des données générales de la prostitution en France¹⁶. Cela pourrait venir d'une difficulté supplémentaire à identifier les personnes en situation ou en risque de prostitution lorsque celles-ci ne correspondent pas aux normes de sexe et de genre et aux représentations qui y sont attachées. Il est également possible que, du fait de cette non-correspondance aux normes, les hommes et les personnes transidentitaires en situation ou en risque de prostitution fassent encore moins appel aux services sociaux et associations que les femmes.

2. Une majorité de personnes de nationalité étrangère



Une indication sur la nationalité est disponible pour 83% des personnes identifiées par les acteurs-trices de terrain. Parmi elles, 85% sont étrangères et 15% françaises.

77% des personnes ont une nationalité hors Union Européenne. Elles doivent souvent faire face à des difficultés administratives sur le territoire français. Beaucoup se trouvent ainsi en situation irrégulière ou en attente de régularisation. Au moins 41% de ces personnes viennent d'Afrique, parfois du Maghreb, la plupart du temps d'Afrique subsaharienne (notamment Nigéria et Cameroun mais aussi Angola, Comores, Congo Kinshasa, Côte d'Ivoire, Ghana, Guinée, Mali, République Démocratique du Congo, Sénégal, Sierra Leone, Togo). Au moins 6% viennent d'Amérique centrale ou du Sud (surtout Equateur, Colombie et Haïti, quelques

¹⁶ Voir notamment : Mouvement du Nid et Psytel, Etude « PROSTCOST – Estimation du coût économique et social de la prostitution en France », 2015. Les proportions d'hommes et de personnes transidentitaires en situation de prostitution sont données respectivement à 10% et 5%.

fois Brésil, Chili, Paraguay, République Dominicaine, Venezuela). Au moins 1% vient d'Asie (Chine, Inde ou Pakistan) et 0,4% d'Europe (Albanie, Kosovo).

8% des personnes sont ressortissantes européennes. Elles sont surtout originaires de Roumanie et de Bulgarie, plus rarement d'Italie, du Portugal, d'Espagne ou de Belgique.

L'entrée dans le système prostitutionnel apparaît dès lors très souvent liée à un parcours migratoire. Ce lien peut prendre des formes variées, le parcours migratoire pouvant être aussi bien une cause qu'une conséquence de la prostitution et la prostitution pouvant survenir à différents moments du parcours. La migration peut être économique, avec l'espoir de trouver de meilleures conditions de vie en France. Il peut s'agir de fuir des violences politiques, des guerres, des exactions. Elle peut également avoir lieu suite à la rencontre avec un réseau de traite des êtres humains, dans le pays d'origine, qui va user de son emprise et miser sur le désir de migration des victimes, renforçant ainsi leur sentiment de culpabilité. Rappelons que la loi précise, dans la lignée des textes internationaux, que lorsque l'un des moyens constitutifs de l'infraction de traite des êtres humains est utilisé, le « consentement » de la victime n'est pas à prendre en compte¹⁷.

Dans tous les cas, les personnes migrantes, et plus spécifiquement encore les femmes et les mineur-e-s non-accompagné-e-s, se trouvent particulièrement exposé-e-s aux risques prostitutionnels. Ces risques s'expliquent, entre autres, par la proximité des réseaux de proxénétisme et de passeurs, les violences subies avant ou pendant le parcours migratoire, l'isolement des personnes et leur grande précarité administrative et financière une fois arrivées sur le sol français. Le parcours migratoire apparaît ainsi comme le facteur déclenchant le plus souvent cité par les professionnel-le-s interrogé-e-s : il est mentionné pour 58% des personnes pour lesquelles des facteurs fragilisants et/ou déclenchants ont été repérés. L'isolement et l'errance, qui concernent de nombreuses personnes migrantes, sont présents dans 18% des parcours de vie.

¹⁷ Voir notes 12 et 13, en bas de la page 51.

3. Un nombre de personnes jeunes, voire très jeunes, significatif



Des indications sur l'âge ont été fournies pour 64% des personnes, dans les entretiens ou le questionnaire en ligne. Parmi elles, les mineur-e-s représentent une part très importante : 32% des personnes dont l'âge est mentionné par l'interlocuteur-trice ont moins de 18 ans. 36% ont entre 18 et 25 ans, ce qui monte à 68% la proportion de personnes en dessous de 25 ans. Chez les personnes françaises, la proportion est de 73%.

Les autres catégories d'âge sont moins représentées : 18% pour les 26-35 ans, 9% pour les 36-45 ans, 2% pour les 46-55 ans, 3% pour les plus de 55 ans.

Ces chiffres doivent être quelques peu relativisés par la part des acteurs-trices jeunesse dans le diagnostic (environ un quart des professionnel-le-s interrogé-e-s) et le fait que le moment de la collecte de données coïncide avec l'émergence de la problématique de la prostitution des jeunes français-e-s aussi bien dans les médias que dans un certain nombre d'institutions. Il n'en reste pas moins que la prostitution des jeunes, mineur-e-s ou très jeunes majeur-e-s, suscite une inquiétude très vive chez de nombreux-ses interlocuteurs-trices, quel que soit leur secteur d'activité, et qu'une attention spécifique doit être portée à cette question.

Le phénomène de la prostitution des jeunes français-e-s recouvre des réalités diverses. Les formes de prostitution peuvent varier et le degré d'implication des réseaux également (*voir III-E-7- Les réseaux français*).

Plusieurs points reviennent toutefois régulièrement dans les discours des professionnel-le-s ayant participé au diagnostic. Le premier concerne une certaine perte de repères ou confusion des plus jeunes dans les relations filles / garçons, sexuelles et affectives. Ce phénomène n'est pas nécessairement nouveau mais il semble accentué par l'usage d'Internet et l'accès facilité

à de nombreux médias audiovisuels qui glamourisent la prostitution, donnent l'illusion de l'argent facile et, de manière générale, banalisent les violences faites aux femmes.

Le rôle des réseaux sociaux, en particulier Facebook, Snapchat et Instagram, dans l'entrée dans le système prostitutionnel est largement souligné. Nous avons vu qu'ils sont utilisés comme moyen de « recrutement » par certains réseaux. Ils amplifient aussi les phénomènes de réputation, déjà répandus par le bouche-à-oreille, et peuvent être à l'origine de pressions, de chantage voire de cyber-harcèlement. Dans plusieurs situations relevées par les professionnel-le-s interrogé-e-s, des jeunes hommes, parfois les petits amis, ont par exemple diffusé ou menacé de diffuser des vidéos d'actes sexuels, consentis ou non, impliquant les victimes. Plusieurs acteurs-trices de terrain ont aussi rapporté des vols de téléphones portables, utilisés comme moyen de pression pour contraindre des jeunes filles à réaliser des fellations.

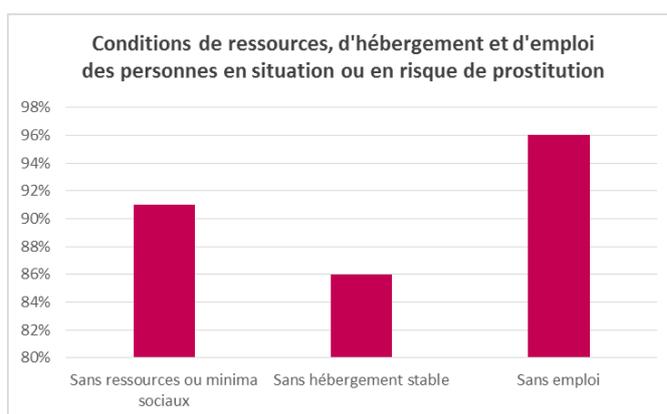
Les professionnel-le-s se disent globalement démuni-e-s face à ces situations. La prostitution est régulièrement banalisée par les jeunes femmes accompagnées, qui ne la conscientisent pas comme violente. Elle est d'ailleurs rarement nommée comme telle, les victimes ayant recours à des termes euphémisants tels que « escorting » ou « michetonnage ». Dans ce dernier cas, la prostitution est d'autant moins nommée que la contrepartie n'est pas financière : il s'agit d'échanger des actes sexuels contre des sacs, des vêtements, des chaussures de luxe ou contre des nuits d'hôtels, des weekends ou des vacances. Le rapport de domination subsiste dans les faits mais est renversé dans le discours par les personnes prostituées, qui disent par exemple « ce sont mes pigeons », en parlant des acheteurs, ou bien « ce sont mes chiens » pour désigner les proxénètes. La mise en danger est niée et les conséquences de la prostitution ignorées, alors même que les professionnel-le-s les signalent comme déjà visibles dans plusieurs cas (troubles psychologiques, problèmes dentaires, addictions, anorexie...).

Le rapport à l'argent apparaît particulier, la prostitution étant décrite par des jeunes femmes et hommes accompagné-e-s comme un moyen de gagner de l'argent rapidement, y compris dans certains cas, quand elles-ils ne sont pas dans le besoin. Le rapport au corps et l'estime de soi se trouvent, quant à eux, systématiquement dégradés. Concernant ce rapport au corps, plusieurs interlocuteurs-trices décrivent des comportements qui pourraient être interprétés comme des phénomènes psychotraumatiques de dissociation ou de décorporalisation. Ils peuvent provenir de la prostitution et/ou de violences vécues précédemment par les personnes. Des situations de violences intrafamiliales, inceste notamment, de viols collectifs, d'exposition à des violences conjugales mais aussi des carences affectives subies pendant

l'enfance sont relevées dans la majorité des parcours de vie. Comme évoqué ci-dessus, il s'agit là de facteurs fragilisants pouvant expliquer, au moins en partie, l'entrée dans le système prostitutionnel. Plusieurs acteurs-trices de la protection judiciaire de la jeunesse (PJJ) ont constaté que des facteurs de vulnérabilité tout à fait similaires étaient présents dans les phénomènes de radicalisation et ont qualifié la prostitution et la radicalisation comme des processus semblables de mise en danger, de suicide et de destruction de soi.

A la marge, pour une quinzaine de jeunes filles en situation de prostitution, les professionnel-le-s précisent qu'aucun facteur de vulnérabilité autre que l'adolescence elle-même n'a pu être repéré. On peut émettre l'hypothèse que ces facteurs existent mais n'ont pas encore été détectés ou interprétés comme tels. Il se peut aussi que nous soyons face à un processus d'entrée autre, qu'il reste à identifier et qualifier. Dans tous les cas, la prostitution des plus jeunes est un phénomène spécifique qu'il nous faudra explorer davantage. Le diagnostic nous apporte quelques clés de lecture et montre la nécessité de mettre en place des actions de prévention dès le plus jeune âge. Des professionnel-le-s ont en effet fait remonter des situations de prostitution concernant des fillettes de 10 ou 11 ans. L'Unité médico-judiciaire de Versailles nous a par ailleurs alerté-e-s sur l'existence de « dynamiques prostitutionnelles chez des enfants de 5 ou 6 ans (filles ou garçons) », dans le cadre d'affaires de pédocriminalité, expliquant qu'il n'est pas rare qu'une notion d'échange apparaisse avec des actes sexuels imposés « contre des bonbons, des jeux vidéo etc. ».

4. Des personnes en très grande précarité financière et d'hébergement



Les informations concernant les conditions de vie des personnes en situation ou en risque de prostitution sont disponibles de manière assez inégale. Lorsqu'elles le sont, elles montrent globalement une grande précarité.

91% des personnes pour lesquelles des données ont été renseignées par les professionnel-le-s sont déclarées en difficulté financière : elles sont bénéficiaires des minimas sociaux ou sans ressources propres. Plusieurs dépendent financièrement d'un proche (conjoint, parents). 96% ne travaillent pas. Beaucoup sont des personnes étrangères sans droit au travail sur le territoire français mais il peut aussi s'agir de chômeurs-euses, d'étudiant-e-s ou d'élèves scolarisé-e-s en collège ou en lycée. Quelques personnes sont en formation ou retraitées. Parmi les salarié-e-s, l'emploi est précaire (temps partiel, intérim) et/ou le salaire insuffisant au regard des charges à payer.

Concernant le logement, des informations sont fournies pour environ trois quart des personnes. 86% d'entre elles se trouvent être sans solution d'hébergement stable. Certaines sont abritées dans des foyers, résidences sociales ou CHRS (centre d'hébergement et de réinsertion sociale). D'autres vivent dans des squats ou des camps. Beaucoup sont à la rue, prises en charge ponctuellement par le 115, dans des hôtels ou des centres d'hébergement d'urgence, ou hébergées par des tiers : famille éloignée, connaissances, membres de la communauté, inconnus... Dans les quatre départements, les professionnel-le-s interrogé-e-s ont fait part de situations de prostitution contre hébergement : cette forme de prostitution pourrait concerner 9% des personnes en situation de prostitution identifiées (soit environ 90 personnes). Par ailleurs, les acteurs-trices de terrain ont signalé les ruptures ou le besoin d'hébergement comme un facteur potentiellement déclenchant de l'entrée dans le système prostitutionnel. Cette problématique apparaît ainsi dans les parcours de vie de 7% des personnes pour lesquels des facteurs fragilisants ou déclenchants ont été listés.

5. Synthèse des facteurs fragilisants et déclenchants identifiés dans les quatre départements

60% des professionnel-le-s interrogé-e-s ont été en mesure de lister des facteurs fragilisants et/ou déclenchants pouvant faciliter l'entrée dans le système prostitutionnel. Cette proportion encourageante indique qu'il existe une prise de conscience de la réalité de ce système parmi les acteurs-trices de terrain, rendue possible notamment par les actions de sensibilisation des pouvoirs publics et des associations.

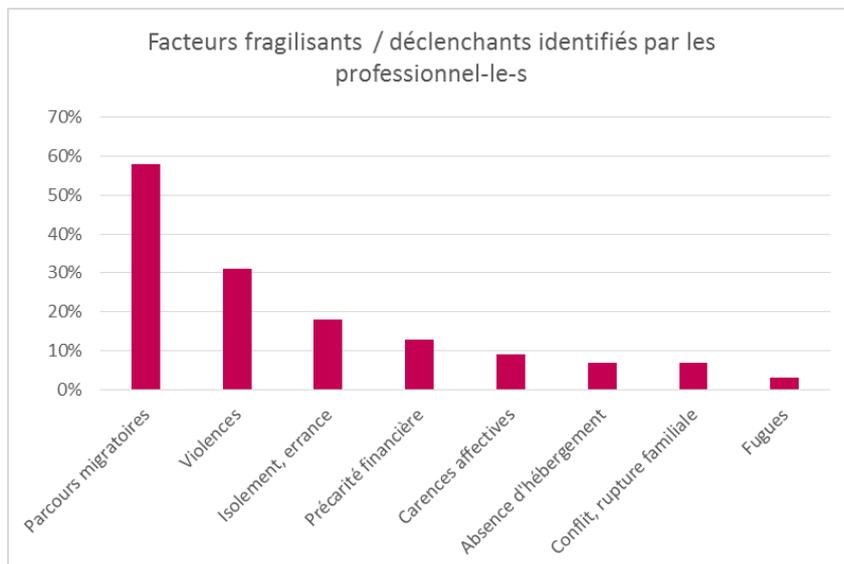
Ces facteurs concernent 1343 personnes en situation ou en risque de prostitution parmi les 1801 identifiées dans les quatre départements, soit 75% d'entre elles¹⁸.

¹⁸ Dans le questionnaire, la question était formulée de la manière suivante : « Pouvez-vous décrire leurs parcours de vie, des facteurs fragilisants ou déclenchants qui ont pu conduire ces personnes à entrer dans la prostitution ? »

Il importe de préciser que l'absence de facteurs repérés pour les 25% restants ne signifie pas leur inexistence dans les parcours de vie des personnes. Il est tout à fait probable que des éléments du parcours de vie ne soient pas connus des professionnel-le-s ou qu'ils n'aient pas été pensés comme pouvant faciliter l'entrée des personnes dans le système prostitutionnel.

Les facteurs les plus régulièrement cités ont été évoqués dans les paragraphes précédents. Du côté des facteurs fragilisants, il s'agit surtout des violences et des carences affectives. Au niveau des facteurs déclenchants, on retrouve principalement les parcours migratoires, puis, dans une moindre mesure, les situations d'isolement et d'errance, la précarité financière, les ruptures et besoins d'hébergement, les ruptures ou conflits familiaux. Comme précisé ci-dessus, l'identification de certains de ces facteurs est parfois délicate car ils peuvent aussi être des effets de la prostitution. Les causes et les conséquences s'alimentent souvent dans un cercle vicieux, empêchant les victimes de sortir du système prostitutionnel. Dans tous les cas, il importe de les prendre en compte dans l'accompagnement à la sortie.

Le tableau et le graphique ci-dessous donnent à voir de manière plus exhaustive ces facteurs. Les pourcentages ont été calculés sur la base des personnes en situation ou en risque de prostitution pour lesquelles les professionnel-le-s ont identifié des facteurs fragilisants et/ou déclenchants (1343, soit 75% des personnes)¹⁹.



¹⁹ Le tableau se lit donc comme suit : parmi les personnes en situation ou en risque de prostitution pour lesquelles des facteurs fragilisants et/ou déclenchants ont été identifiés, 31% ont subi des violences au cours de leur parcours de vie.

Facteurs fragilisants	
Violences	31%
dont violences conjugales	5%
dont inceste	1%
dont autres violences intrafamiliales	3%
dont autres violences sexuelles	7%
dont mariages forcés	1%
dont guerres, exactions	1%
dont exposition aux violences subies par un autre membre de la famille (mère, sœur)	1%
dont prostitution dans le pays d'origine	1%
dont excision	0,1%
dont violences politiques	0,1%
dont esclavage domestique	0,1%
Carences affectives (abandon, rejet, adoption, placement ...)	9%
Mauvaise estime de soi, rapport au corps dégradé	2%
Fragilités, troubles psychologiques	1%
Carences éducatives	1%
Handicap, maladie génétique	0,4%
Facteurs déclenchants	
Parcours migratoire	58%
Isolement, errance	18%
Précarité financière	13%
Rupture, besoin d'hébergement	7%
Conflit, rupture familiale	7%
Fugues	3%
Addictions	2%
Endettement	2%
Absentéisme, décrochage scolaire, déscolarisation	1%
Prises de risque, fréquentation de groupes à risque	1%
Pressions de l'entourage	1%
Décès, maladie d'un parent	1%
Perte d'emploi	1%
Problème de santé	1%
Rupture de la prise en charge ASE	0,1%
Dépression	0,1%
Détention	0,1%
Grossesse précoce	0,1%

VI- QUELQUES DONNEES SUR LES CLIENTS DE LA PROSTITUTION

Nous avons évoqué les personnes en situation de prostitution et les réseaux de proxénétisme et de traite des êtres humains qui les exploitent. Dans cette dernière partie, nous nous intéressons à la troisième composante du système prostitutionnel : les clients.

Le diagnostic partagé apporte peu d'éléments concernant les acheteurs de la prostitution dans les quatre départements, ceux-ci n'étant pas l'objet de notre étude et les professionnel-le-s interrogé-e-s étant principalement amené-e-s à être en contact avec les victimes.

Les profils semblent assez variés. Certain-e-s interlocuteurs-trices parlent « d'hommes plus âgés » aperçus ou en contact avec des personnes en situation de prostitution qu'elles/ils accompagnent. D'autres évoquent des hommes très jeunes, mineurs ou jeunes majeurs, lorsque les victimes sont collégiennes ou lycéennes. Les milieux sociaux sont divers. Ils peuvent varier en fonction des lieux de prostitution : il est par exemple fait mention d'hommes d'affaires dans la zone industrielle de Saint-Ouen-l'Aumône (95) ou les appartements de Versailles (78), de commerciaux en forêt de Fontainebleau (77), de chauffeurs routiers le long des routes départementales et sur les aires de repos (78, 95), d'étudiants en forêt de Sénart (77), de travailleurs migrants dans les foyers et résidences sociales (78, 94, 95). Plusieurs interlocuteurs-trices ont émis l'hypothèse d'une différence entre les clients de la prostitution *indoor* passant par Internet, qui seraient plutôt des hommes issus des classes aisées, et ceux de la prostitution *outdoor*, notamment en forêt, qui viendraient de milieux plus modestes. Les acheteurs pénalisés en forêt de Fontainebleau, ainsi que notre diagnostic Internet, qui révèle une diversité de tarifs et de lieux de passe, viennent relativiser quelque peu cette distinction. La prostitution prend parfois une forme communautaire, avec des clients et des victimes de mêmes nationalités et/ou milieu social. Ce phénomène a, par exemple, été décrit dans des communautés chinoises, indo-pakistanaïses ou d'Afrique francophone. On le retrouve aussi au niveau de la prostitution de certaines jeunes filles françaises, issues des mêmes quartiers ou établissements scolaires que leurs agresseurs.

Le point commun de ces acheteurs est qu'il s'agit dans tous les cas d'hommes, y compris quand les personnes en situation de prostitution sont de sexe masculin. Une seule interlocutrice nous a signalé des femmes clientes. Cela vient confirmer la nécessité de prendre en compte les rapports sociaux de sexe pour comprendre le système prostitutionnel et les violences exercées à l'encontre des personnes prostituées.

La même observation peut être faite à partir de l'étude de la prostitution via Internet : 92% des annonces étudiées sont destinées à des clients hommes, 4% à des clientes femmes. 2% indiquent s'adresser à des hommes et des femmes.



Quelques annonces sont plus spécifiques : « homme mini la quarantaine » ou « homme européen de 30 à 85 ans » par exemple.

Elles sont très nombreuses à employer des adjectifs pour qualifier une certaine attitude ou présentation qui serait attendue de la part des clients : « hommes non sérieux / vulgaires / irrespectueux s'abstenir » ou bien « pour hommes courtois / respectueux / doux / élégants / sérieux ».

Ces mentions peuvent participer de l'illusion que la prostitution via Internet serait le fait d'« escortes indépendantes », choisissant leurs clients et maîtrisant la situation de prostitution dans laquelle elles se trouvent. Les éléments de notre diagnostic montrent que cela ne correspond pas à la réalité (*voir notamment III-E-3- La prostitution via Internet et IV-F- La présence des réseaux de proxénétisme et de traite des êtres humains sur Internet*). Cette vision déformée, entretenue par certaines productions médiatiques ou culturelles, semble aller dans le sens d'un plus grand sentiment d'impunité des acheteurs. Celui-ci se trouve également renforcé par l'anonymat permis par la dématérialisation des communications et la possibilité d'agir derrière des pseudos et identités virtuelles. De nombreux clients ne prennent dès lors pas la peine de dissimuler leur présence sur le web.

Les actions des acheteurs sont clairement identifiables sur les sites Internet étudiés :

- Sur les sites spécialisés en « escorting », ils évaluent et commentent les profils des personnes prostituées. Leurs avis, précédés d'un pseudo, sont très souvent visibles et consultables publiquement sous la fiche des « escortes ». Souvent très crus, les phrases employées témoignent de la marchandisation des personnes en situation de

prostitution, qui ne sont pas considérées en tant que personnes humaines par les acheteurs mais bien comme des produits qu'ils ont achetés et utilisés.

- Sur les sites de petites annonces et de rencontres, leurs annonces de recherche côtoient celles des personnes en situation de prostitution.

Lors de l'étape de référencement des sites, il est apparu que les acheteurs avaient aussi leurs propres sites, leur permettant d'échanger entre eux. Trois de ces sites sont ressortis dans nos recherches Google.

- [Youppie.net](#)

Ce site qui se présente comme le « forum de la coquinerie » comprend une rubrique « prostitution », dont les sujets de discussion sont répartis par pays.

Des hommes y racontent leurs « expériences de vie » ou « EV », autrement dit les actes sexuels qu'ils ont achetés, et échangent des informations sur les lieux de prostitution et les personnes en situation de prostitution qui s'y trouvent.

Les caractéristiques mises en avant par les acheteurs dans les titres des sujets de discussion sont les mêmes que dans les annonces d'offre de prostitution : un prénom ou un pseudo, une catégorie ethnico- raciale, un âge, une couleur de cheveux ou un « type » de corps (« BBW » pour « big beautiful woman » ou « Big TP » pour « big tour de poitrine », par exemple). Les « prestations » proposées ou des précisions sur le lieu de la passe peuvent aussi figurer dans les intitulés.

Les sous-forums, classés par régions, de la section « France » ont été fermés²⁰ quelques jours après le vote de la loi du 13 avril 2016²¹. Les anciennes « EV » restent toutefois accessibles dans les archives. Un nouveau sous-forum, appelé « France : discussion à propos de la prostitution et de la loi interdisant l'achat d'actes sexuels », a été créé.

- [Trouver-pute.com](#)

Ce site participatif présente une carte Google maps sur laquelle sont répertoriés des lieux de prostitution signalés par des acheteurs. Chacun peut apporter sa contribution, en cliquant sur « ajouter une pute » et en précisant sa géolocalisation, le prix d'une fellation et d'un rapport ou des informations sur une éventuelle « expérience avec la fille ».

Une rubrique, présentée sous forme de blog, dispense également des « tuto », autrement dit des conseils destinés aux clients, tels que « comment trouver une escorte ? », « réaliser ses fantasmes avec une prostituée » ou encore « négocier une fellation sans préservatif ».

²⁰ Rue 89, « « Coquinerie » : fermeture d'un « wiki de la prostitution » », 22 avril 2016

²¹ Loi n° 2016-444 du 13 avril 2016 visant à renforcer la lutte contre le système prostitutionnel et à accompagner les personnes prostituées

- Doxyspotting.com

Contrairement aux deux sites précédents, celui-ci, entièrement en anglais, ne se revendique pas comme un site de clients de la prostitution, mais plutôt comme un site de « voyeurs ». La page d'accueil, présentée de manière très institutionnelle et détaillant les « missions » du « projet Doxy Spotting », le ferait presque passer pour le site d'un projet de recherche ou de sensibilisation. La partie « à propos » emploie cependant un tout autre ton, beaucoup plus proche d'un forum comme Youppie.net.

Le concept n'est pas très éloigné de celui de Trouver-pute.com, avec un référencement participatif de lieux de prostitution. La différence se situe dans le fait que les personnes prostituées n'ont pas été repérées physiquement par les contributeurs mais via l'outil de vue aérienne (*Street view*) de Google maps. Il n'y a donc pas de certitude que les personnes ou les camionnettes répertoriées soient effectivement concernées par la prostitution, celles-ci pouvant simplement correspondre aux représentations et stéréotypes des contributeurs. Sur les quatre départements du diagnostic, les « spots » indiqués tendent cependant à s'insérer dans des zones géographiques identifiées comme étant des lieux de prostitution visible, en particulier la forêt de Saint-Germain dans les Yvelines et celle de Fontainebleau en Seine-et-Marne.

CONCLUSION : APRES LE DIAGNOSTIC, LA MISE EN ŒUVRE DE LA LOI DU 13 AVRIL 2016 ET DES PARCOURS DE SORTIE DANS LES QUATRE DEPARTEMENTS

Les éléments partagés par les professionnel-le-s des quatre départements et l'analyse des annonces de prostitution sur Internet donnent une idée de l'ampleur prise par le système prostitutionnel en Seine-et-Marne, dans le Yvelines, le Val-de-Marne et le Val-d'Oise. Routes, forêts, appartements, hôtels, structures d'hébergement... La prostitution prend des formes multiples. Toutes sont les facettes d'un même système de marchandisation et d'exploitation des êtres humains.

Au moins 1043 personnes victimes du système prostitutionnel ont été identifiées par les acteurs-trices de terrain. 2810 pourraient avoir été en situation de prostitution via Internet, au moment de notre étude. Comment les identifier ? Comment les accompagner à faire valoir leurs droits fondamentaux et à envisager, peu à peu, une sortie de la prostitution ?

○ **Identifier les victimes de prostitution, de proxénétisme et de traite**

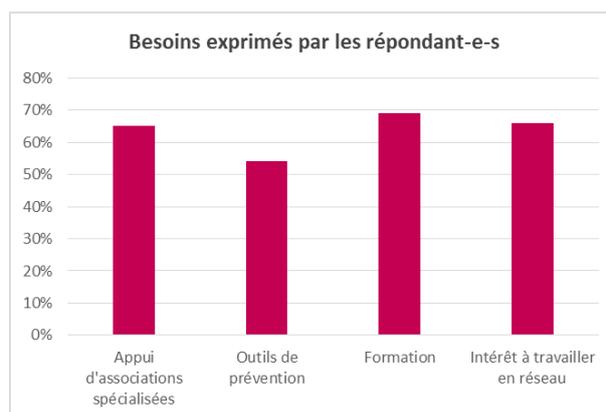
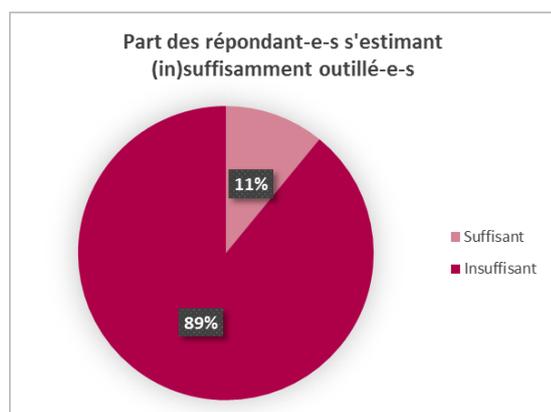
Les chiffres mis en évidence dans ce diagnostic sous-estiment certainement la réalité. La disparité du nombre de situations relevées par des professionnel-le-s œuvrant dans les mêmes secteurs d'activité montre à quel point la sensibilisation et la formation sont importantes. Comme pour les autres violences faites aux femmes, les victimes ne parlent de ce qu'elles subissent que lorsqu'elles sentent qu'elles peuvent être entendues.

Toutes les personnes en situation de prostitution ne font bien sûr pas appel aux acteurs-trices des différents départements, qu'il s'agisse des professionnel-le-s de santé et de l'accompagnement social ou des forces de police et de gendarmerie. Le développement d'actions d'aller-vers pourrait être envisagé sur certains des lieux identifiés dans la partie II. Si ce type d'actions est relativement facile à imaginer sur les lieux de prostitution *outdoor*, comme cela se fait déjà dans d'autres territoires, elles sont encore à inventer dans des endroits fermés tels que les structures d'hébergement. Au vu du nombre de personnes qui semblent être en situation de prostitution via Internet, l'aller-vers sur le web présente également un défi particulier. Voilà quelques années, que des associations, dont l'Amicale du Nid, mènent des expériences à ce sujet. L'Amicale du Nid à Marseille développe actuellement une action d'aller-vers sur Internet. Les numéros de téléphones ou les emails indiqués dans les annonces d'offre de prostitution, sont relevés régulièrement sur plusieurs sites. Des messages sont ensuite envoyés de manière systématique, pour informer de l'existence de l'association et de la

possibilité de la contacter pour être accompagné-e. Le taux de retour reste faible, compte tenu du temps investi dans la collecte des coordonnées, et la présence des proxénètes sur Internet laisse supposer que beaucoup de messages sont malheureusement interceptés et n'atteignent pas les personnes en situation de prostitution. Quelques accompagnements ont toutefois pu être déclenchés de cette manière.

- **Construire un partenariat solide pour l'accompagnement des personnes en situation de prostitution**

La loi du 13 avril 2016 renforce l'accompagnement des personnes en situation de prostitution avec la création, notamment, des parcours de sortie de la prostitution et d'insertion sociale et professionnelle. Pour déployer ce nouveau dispositif de manière ambitieuse et cohérente, il apparaît nécessaire de construire un partenariat solide autour d'une culture commune. Les connaissances sur la loi et les parcours de sortie sont apparues disparates, selon les professionnel-le-s rencontré-e-s. De nombreux-euses interlocuteurs-trices n'en avaient jamais entendu parler avant de se voir présenter la démarche de diagnostic et plusieurs ont souligné la nécessité d'une information généralisée. Parmi les répondant-e-s au questionnaire en ligne, 89% estiment par ailleurs avoir besoin d'être mieux outillé-e-s pour pouvoir parler de prostitution avec les victimes, les accompagner et/ou les orienter. Un tiers des répondant-e-s ayant identifié des personnes en situation de prostitution déclare ne pas aborder le sujet. 44% considèrent que parler de prostitution est difficile. 69% des répondant-e-s demandent la mise en place de formations, 65% l'appui d'associations spécialisées et 54% la mise à disposition d'outils de prévention. 66% ont également fait part de leur intérêt à travailler en réseau sur la question de la prostitution. Le développement d'un solide réseau partenarial, dans chacun des départements, permettra de soutenir le partage d'informations et d'outils, la création d'une culture commune sur le système prostitutionnel et l'orientation des personnes victimes vers les acteurs-trices les plus adapté-e-s pour répondre à leurs besoins. Au cours des entretiens, il est souvent ressorti, enfin, la nécessité de davantage de moyens humains et de places d'hébergement pour pouvoir accompagner les personnes de manière effective à la sortie de la prostitution. Ce constat est partagé quel que soit le secteur d'activités des professionnel-le-s rencontré-e-s (insertion sociale et professionnelle, éducation et jeunesse, santé, sécurité).



Les données du diagnostic, en particulier celles concernant le profil et les parcours de vie des personnes en situation de prostitution restituées en partie V, laissent apparaître plusieurs enjeux qui seront clés dans la mise en œuvre des parcours de sortie et qui dessinent les contours du partenariat à construire pour l'application de la loi dans les quatre départements :

- L'accès des personnes à l'information concernant la loi et leurs droits fondamentaux
- L'accès des personnes à l'hébergement, aussi bien d'urgence que d'insertion
- L'accès des personnes aux biens de première nécessité et le développement de solutions financières alternatives à la prostitution et suffisantes pour leur permettre de subvenir à leurs besoins
- L'accès des personnes étrangères à un titre de séjour avec droit au travail
- L'accès des personnes à un accompagnement prenant en compte les violences vécues, dans le système prostitutionnel et plus globalement tout au long du parcours de vie, et leur spécificité en termes de rapports sociaux de sexe. Cela peut impliquer, entre autres, l'accès à des soins spécialisés en matière de psycho-trauma.
- L'accès des personnes à l'emploi durable, via la formation et l'insertion professionnelle
- L'accès des personnes au logement durable

Il semble important de considérer, dans les constructions partenariales, la question spécifique des mineur-e-s en situation de prostitution. La proportion de victimes de moins de 18 ans identifiées est importante (32%). Un travail concerté entre les acteurs-trices de la jeunesse et les associations spécialisées pourraient permettre de faire émerger des solutions opérationnelles pour la sortie de la prostitution des plus jeunes.

○ **Lutter contre la demande et l'organisation du marché de la prostitution**

Si le système prostitutionnel dans lequel sont enfermées les personnes exploitées perdure, c'est d'abord parce qu'il existe une demande, de la part d'acheteurs, créant le marché de la prostitution (cf partie VI). L'interdiction de l'achat d'actes sexuels, instaurée par la loi du 13 avril 2016, a été discutée à plusieurs reprises avec les professionnel-le-s interrogé-e-s, en particulier les forces de police et de gendarmerie. La mise en œuvre est bien avancée dans certains territoires. Des pénalisations de clients ont eu lieu dans certains secteurs du Val-d'Oise (l'Isle-Adam notamment) et de la Seine-et-Marne (Fontainebleau et, dans une moindre mesure, Melun). Deux associations rencontré-e-s par l'Amicale du Nid travaillent par ailleurs à la mise en place de stages de responsabilisation à destination des acheteurs condamnés. L'une est basée à Melun en Seine-et-Marne et a déjà réalisé plusieurs sessions²², sous l'impulsion du Procureur de Fontainebleau. L'autre se trouve à Versailles, dans les Yvelines.

Parallèlement à la pénalisation des acheteurs, le volet répressif de la loi du 13 avril 2016 concerne également le renforcement de la lutte contre les réseaux de proxénétisme et de traite des êtres humains qui organisent le marché de la prostitution. Nous l'avons vu dans la partie III : ces réseaux sont nombreux à agir dans les quatre départements, et ce quelles que soient les formes de prostitution. Le diagnostic apporte quelques clés de compréhension sur leurs modes d'action et les mécanismes d'emprise qu'ils déploient pour maintenir les personnes dans le système. La police et la gendarmerie ont démantelé, ou sont en train de démanteler, une trentaine de réseaux depuis 2015, dont au moins la moitié agit / agissait sur Internet. La Section de Recherche de la Gendarmerie basée à Versailles mène une veille spécifique sur les sites de petites annonces français pour repérer les réseaux de proxénétisme et de traite des êtres humains. Ce repérage apparaît bien rodé au niveau technique, les traces laissées par les proxénètes, adresses IP, numéros de téléphones, informations de paiement, servant ensuite à remonter les filières. Il demande cependant beaucoup de temps d'observation sur les sites puis d'enquête pour rassembler les preuves des infractions.

Le renforcement des actions visant les acheteurs et les proxénètes ne pourra se faire sans une sensibilisation aux enjeux de la lutte contre le système prostitutionnel et la formation de la police, de la gendarmerie et de la justice, à tous les échelons. Il ne pourra par ailleurs être

²² Le stage de responsabilisation organisée par l'ACJUSE, en Seine-et-Marne, correspond à une session de deux jours construite en plusieurs modules : la compréhension de la loi, de la situation réelle des victimes de la prostitution – module assuré en alternance par l'Amicale du Nid et les Equipes d'action contre le proxénétisme – et l'intervention d'un médecin.

satisfaisant que si les victimes ont la possibilité d'être informées et accompagnées à la sortie du système prostitutionnel. La mise en place des parcours de sortie de la prostitution et d'insertion sociale et professionnelle, évoquée ci-dessus, va tout à fait dans ce sens.

- **Prévenir la violence du système prostitutionnel**

Si le système prostitutionnel perdure, enfin, c'est parce qu'il apparaît encore acceptable en France, en 2017, qu'un homme achète une personne humaine pour la satisfaction de son propre plaisir, en particulier si cette personne est une femme (cf partie V). L'information et la sensibilisation autour de la loi et du système prostitutionnel, et plus largement encore des violences sexistes et sexuelles, doit aller au-delà des professionnel-le-s des quatre départements, pour toucher le grand public, et en particulier les plus jeunes. Il s'agit là du dernier volet de la loi, qui assurera son efficacité sur le long terme : la prévention. Plusieurs pistes ont déjà pu être évoquées avec les professionnel-le-s de la jeunesse (éducation nationale, CROUS, prévention spécialisée, PJJ) mais aussi de la santé ou de l'accompagnement social d'adultes : interventions en milieu scolaire ou auprès des publics accompagnés, actions de sensibilisation à destination du grand public lors du 8 mars ou du 25 novembre, organisation d'évènements interactifs tels que des ciné-débats ou des théâtre-forums, distribution ou mise à disposition d'affiches ou de flyers... Internet présente aussi un vrai potentiel en termes de prévention. Le lancement du site jenesuispasavendre.org par l'Amicale du Nid, au mois de juin 2017, en est un exemple²³. Une réflexion commune dans les commissions départementales pourrait permettre un changement d'échelle dans le déploiement de ces actions de prévention.

²³ Construit en collaboration avec des jeunes accompagné-e-s par l'Association Nationale de Réadaptation Sociale, jenesuispasavendre.org vise à sensibiliser les jeunes sur la question de la prostitution, pour prévenir cette violence, et informer sur le fait qu'un accompagnement est possible pour s'en sortir.

→ Les principales préconisations de l'Amicale du Nid aux futures commissions départementales portent donc sur :

- L'information systématique des personnes en situation de prostitution sur leurs droits et la possibilité d'être accompagnées à la sortie du système prostitutionnel
- Le développement d'actions d'aller-vers sur les lieux de prostitution
- Une information généralisée sur la loi du 13 avril 2016, à destination des professionnel-le-s
- La formation de tous-tes les professionnel-le-s susceptibles de recevoir et d'accompagner des personnes en situation ou en risque, sur la prostitution et la traite des êtres humains
- La formation spécifique des professionnel-le-s de la police, de la gendarmerie et de la justice
- La poursuite du développement d'un réseau partenarial solide, sur la question de la prostitution, dans chacun des départements
- La mise en place d'actions concertées de prévention et de sensibilisation à destination du grand public et notamment des plus jeunes, dans un cadre plus large de lutte contre les violences faites aux femmes et pour l'égalité femmes/hommes
- Le développement d'actions spécifiques de lutte contre le système prostitutionnel sur Internet

ANNEXES

Annexe 1 : Revue de presse des articles parus entre 2015 et 2017 et traitant de prostitution, en Seine-et-Marne, dans les Yvelines, dans le Val-de-Marne et dans le Val-d'Oise

Synthèse des données

57 articles ont été répertoriés dont 44 traitant d'affaires de proxénétisme. 38 affaires peuvent être distinguées au total, concernant parfois plusieurs départements : 13 en Seine-et-Marne, 16 dans les Yvelines, 9 dans le Val-de-Marne et 7 dans le Val-d'Oise.

Toutes les affaires concernent des femmes en situation de prostitution. Dans un cas, il est aussi question d'hommes travestis. Les femmes victimes sont étrangères, sous la coupe de réseaux, dans au moins 15 cas. Elles viennent d'Amérique centrale et du Sud (6 affaires), d'Europe de l'Est (4 dont 3 Roumanie), d'Asie (3 dont 2 Chine) et d'Afrique (2 dont 1 Nigéria). Au moins 16 affaires concernent de très jeunes femmes, prostituées par des réseaux français. Des victimes mineures sont évoquées dans 13 cas.

La qualification de « traite des êtres humains » ressort peu : on la retrouve dans 5 affaires, soit parce qu'elle figure dans les motifs de mise en examen ou de condamnation, soit parce que l'OCRTEH (office central de répression de la traite des êtres humains) est intervenu dans l'enquête.

Dans 5 affaires, la prostitution s'inscrit dans un cadre plus large de violences conjugales.

Dans au moins 28 affaires, la prostitution est *indoor* : hôtels, appartements ou appart'hôtels (24), spas ou salons de massage (3), domicile des clients (2), domicile conjugal (2), restaurants-karaokés (1). Dans au moins 4 affaires, il s'agit de prostitution *outdoor* : routes (3), bois (1).

L'utilisation d'Internet par les proxénètes est mentionnée dans 24 cas : pour la mise en relation avec les clients (22 dont 11 via Vivastreet et 6 via W-annonce) et/ou le « recrutement » des victimes par les réseaux (4).

Articles 2015

- Le Parisien, 6 février 2015, « Ile-de-France : un vaste réseau d'escort-girls chinoises démantelé »
- Le Parisien, 27 février 2015, « Massages érotiques : la gérante du salon condamnée pour proxénétisme »
- Le Parisien, 29 avril 2015, « Chevry-Cossigny : une prostituée poignardée en pleine relation sexuelle »
- Le Parisien, 6 mai 2015, « Magnanville : le proxénète arrêté en Roumanie »
- Le Parisien, 22 mai 2015, « Une prostituée assurait les revenus de trafiquants de drogue »
- Le Parisien, 3 juin 2015, « Champs-sur-Marne : le réseau de dealers prostituait des mineures »
- La Gazette des Yvelines, 10 juin 2015, « Magnanville – Prostitution : elles refusent de partir »

- Le Pays Briard, 2 octobre 2015, « Seine-et-Marne, Aisne, Marne : démantèlement d'un réseau de prostitution moldave »
- Le Parisien, 16 octobre 2015, « Argenteuil : enlevée par ses proxénètes et libérée par la police »
- Le Parisien, 20 octobre 2015, « Charenton : jusqu'à trois ans requis pour les "secrétaires de la prostitution" »
- 20 minutes, 23 octobre 2015, « Seine et Marne : pendant quatre ans, il a contraint sa femme à la prostitution »
- Europe 1, 6 novembre 2015, « Prostitution : coup de filet dans des pseudos salons de massage »
- La Gazette du Val d'Oise, 26 novembre 2015, « Osny – Conflans : le présumé proxénète passait des annonces sur Internet »
- France 3 Paris Ile-de-France, 5 décembre 2015, « Un réseau de prostitution démantelé dans l'Essonne »
- Europe 1, 18 décembre 2015, « Un réseau de prostitution international démantelé en région parisienne »

Articles 2016

- Le Parisien, 17 janvier 2016, « Serris : deux hommes jugés pour avoir prostitué la compagne de l'un deux »
- 20 minutes, 1er février 2016, « Yvelines : un homme et une femme mis en examen à 19 ans pour proxénétisme aggravé »
- Evasion FM, 1er février 2016, « Le réseau de prostitution s'étalait dans les Yvelines et jusqu'en Essonne »
- Evasion FM, 21 mars 2016, « Trois spas fermés en Seine-et-Marne et en Essonne après des faits de prostitution »
- Le Parisien, 27 mars 2016, « Versailles : le sex-tour était passé par la ville royale »
- 20 minutes, 15 avril 2016, « Val-de-Marne : ils prostituaient des masseuses à domicile »
- Le Parisien, 26 avril 2016, « Près de 350 000€ saisis chez les proxénètes présumés »
- 78 actu, 6 mai 2016, « Prostitution : la chasse aux clients est ouverte »
- La République 77, 13 mai 2016, « Le procureur veut accélérer les contrôles contre la prostitution »
- Le Parisien, 19 mai 2016, « Les contrôles des clients de prostituées renforcés »
- Le Parisien, 25 mai 2016, « Rambouillet – Savigny-sur-Orge : ils prostituaient deux adolescentes de 16 et 17 ans »
- Le Berry Républicain, 9 juin 2016, « Réseau de prostitution démantelé : la proxénète présumée incarcérée ce jeudi au Bordiot »
- Sénat, 9 juin 2016, « Développement de la prostitution dans le bois de Vincennes »
- 94.citoyens.com, 13 juin 2016, « Prostitution au bois de Vincennes : Christian Cambon interpelle Bernard Cazeneuve »
- Le Parisien, 16 juin 2016, « Quatre ans de prisons pour le pasteur proxénète »
- Le Parisien, 20 juin 2016, « Plaisir : le "bon samaritain" des prostituées écroué pour proxénétisme »
- Le Parisien, 13 juillet 2016, « Paris : les proxénètes présumés prostituaient des mineures de 17 ans »
- Le Parisien, 25 août 2016, « L'agresseur aurait tiré sur la prostituée par amour »
- Le Parisien, 28 août 2016, « Les Mureaux – Achères : un jeune homme soupçonné de proxénétisme »
- 94.citoyens.com, 16 septembre 2016, « Les centres hippiques interpellent le préfet sur la prostitution au bois de Vincennes »
- Le Parisien, 28 septembre 2016, « Yvelines : ils prostituaient une jeune fugueuse de 17 ans »
- Le Parisien, 28 septembre 2016, « Rambouillet : l'adolescente, prostituée par son compagnon, recrutait d'autres filles »
- Le Parisien, 30 septembre 2016, « Le couple louait ses studios aux prostituées brésiliennes »

- Le Parisien, 9 octobre 2016, « Torcy : prison ferme pour le réseau de proxénétisme et de trafic de cannabis »
- Le Parisien, 27 octobre 2016, « Draveil, Grigny, Noisiel : un réseau de prostitution de mineures démantelé »
- 20 minutes, 7 décembre 2016, « Proxénétisme : ils louaient des Airbnb qu'ils transformaient en lieu de prostitution »

Articles 2017

- Le Parisien, 26 février 2017, « Seine-et-Marne : "le couple diabolique" prostituait des fugueuses mineures »
- Le Parisien, 6 mars 2017, « Ile-de-France. Trois hommes soupçonnés d'avoir prostitué des fugueuses de 16 ans »
- Le Parisien, 8 mars 2017, « Ile-de-France : un réseau de prostituées mineures démantelé »
- Le Parisien, 22 mars 2017, « Argenteuil : enlevée par ses proxénètes, elle témoigne devant le tribunal »
- Le Parisien, 24 mars 2017, « Ile-de-France : les prostituées sud-américaines leur rapportaient 5 500€ par mois »
- La République 77, 27 mars 2017, « Guerre de territoire entre proxénètes »
- InfoNormandie.com, 29 mars 2017, « Mantes-la-Jolie était la plaque tournante du réseau de prostitution de la Colombienne »
- Le Parisien, 10 avril 2017, « Seine-et-Marne : le Raid libère une adolescente séquestrée à Savigny-le-Temple »
- 20 minutes, 11 avril 2017, « Adolescente séquestrée à Savigny-le-Temple : la piste d'un réseau de prostitution privilégié »
- Le Parisien, 21 avril 2017, « Yvelines : des ados prostituées surprises par la police dans un hôtel à Plaisir »
- Le Parisien, 4 mai 2017, « Domont : le pavillon de banlieue était au cœur d'un réseau de prostitution »
- Le Parisien, 18 mai 2017, « Les cités, nouveau filon des proxénètes »
- Le Parisien, 18 mai 2017, « Saint-Cyr-L'école : le proxénète interpellé à l'hôtel avec deux prostituées »
- Orange actualités, 23 mai 2017, « Trois ans fermes pour avoir prostitué leurs petites-amies mineures dans des hôtels »
- Le Parisien, 31 juillet 2017, « Yvelines : un trio soupçonné de prostituer des adolescentes »
- Le Parisien, 10 septembre 2017, « Yvelines : les ravisseurs de la jeune femme voulaient qu'elle se prostitue pour eux »

Annexe 2 : Liste des structures rencontrées en entretien**En Seine-et-Marne**

Date	Structure	Fonction
15/05/2017	Solidarité Femmes Le Relais	Directrice
30/05/2017	Mairie de Savigny-le-Temple	Directeur de cabinet
08/06/2017	SOS Femmes Meaux	Directrice
09/06/2017	CIDFF 77 ²⁴	Directeur
06/07/2017	Mairie de Savigny-le-Temple	Equipe des médiateurs-trices
13/07/2017	Tribunal de Grande Instance de Meaux	Procureure Substitut-e-s
12/07/2017	MJC – Maison pour tous de Noisiel	Coordinateur prévention santé
19/07/2017	Empreintes	Conseillères en économie sociale et familiale
21/07/2017	Espoir CFDJ	Intervenante sociale en commissariat
15/09/2017	AVIMEJ	Directrice
18/09/2017	La rose des vents – SIAO 77	Cheffe de service SIAO
		Cheffe de service, Direction de l'insertion, de l'habitat et de la cohésion sociale
		Cheffe de service, Direction enfance et famille
04/10/2017	Conseil départemental	Cheffe de service, Direction territoriale des solidarités
04/10/2017	Tribunal de Grande Instance de Fontainebleau	Procureur
31/10/2017	Police – Direction départementale de la sécurité publique	Commissaire de Police, chef de la sûreté urbaine de Melun
07/11/2017	Tribunal de Grande Instance de Melun	Procureure Substitut-e-s
13/11/2017	UMJ de Marne-la-Vallée	Médecin légiste, chef de service
16/11/2017	Collectif Romeurope du Val-Maubuée	Bénévoles

Dans les Yvelines

Date	Structure	Fonction
13/02/2017	Centre de planification de Poissy (entretien téléphonique)	Médecin Conseillère conjugale
17/02/2017	CIDFF	Directrice
28/02/2017	Accueil de jour RIVE	Responsable
01/03/2017	Les toits du cœur	Responsable Bénévole
17/03/2017	Institut en santé génésique	Directrice
29/03/2017	Commissariat de Saint-Germain-en-Laye (entretien téléphonique)	Policier, brigade des stupéfiants
06/04/2017	Centre maternel de Porchefontaine	Cheffe du service socio-éducatif Equipe des travailleuses sociales
28/04/2017	Mairie de Saint-Germain-en-Laye	Première adjointe chargée de la solidarité et du logement

²⁴ Le CIDFF 77 n'existe plus à ce jour.

		Directeur général adjoint des services
04/05/2017	CROUS – Université de Saint-Quentin-en-Yvelines	Assistante sociale
18/05/2017	Territoire d'action départementale Seine-Aval	Directrice déléguée
24/05/2017	Territoire d'action départementale Boucle-de-Seine	Directrice du pôle social Chef-fe-s de service
29/05/2017	ACR – SIAO 78	Cheffe de service SIAO Travailleur-euses sociaux-les
01/06/2017	UMJ de Versailles	Médecin légiste, responsable adjoint
		Cheffe de mission cohésion sociale Agent-e-s de développement local Responsable du service d'animation sociale de proximité Coordinatrice des ateliers santé ville Cheffe de service action sociale du Conseil départemental
12/06/2017	Mairie des Mureaux	Sage-femme coordinatrice
13/06/2017	Réseau MYPA	Sages-femmes
		Directrice Etablissement de Placement Educatif et d'Insertion Sud Yvelines Responsable d'unité éducative Equipe des travailleurs-euses sociaux-les
15/06/2017	PJJ – UEAJ-PS de Villepreux	Intervenante sociale en commissariat
04/07/2017	Commissariat de Conflans-Sainte-Honorine	Equipe de travailleurs-euses sociaux-les
04/07/2017	Centre social Georges Brassens des Mureaux	
05/07/2017	Accueillir – La Sauvegarde	Directrice adjointe
20/07/2017	Territoire d'action départementale de Saint-Quentin-en-Yvelines	Directrice du pôle social Cheffes de service

Dans le Val-de-Marne

Entretiens

Date	Structure	Fonction
16/02/2017	Atout majeur	Présidente
15/03/2017	Entraide et Partage	Coordinatrice sociale
24/03/2017	CIDFF 94	Directrice
24/03/2017	Espoir CFDJ	Cheffe de service Orly Responsable SAOH Travailleur social
19/04/2017	Conseil départemental, Direction de la Protection Maternelle et Infantile et de la Promotion de la Santé	Médecin, conseiller technique Conseillère conjugale et familiale Sage-femme coordinatrice Cheffe du service prévention santé de l'adolescent
25/04/2017	Visa 94	Directrice Présidente Equipe des travailleurs-euses sociaux-les
03/05/2017	Université Paris Est Créteil (entretien téléphonique)	Maitresse de conférence, chargée de mission égalité femmes/hommes
09/05/2017	EDS de Joinville Saint-Maur le Parangon	Responsable Equipe des travailleurs-euses sociaux-les
10/05/2017	UMJ de Créteil	Médecin légiste, responsable

12/05/2017	Direction territoriale de la PJJ du Val-de-Marne	Responsable des politiques institutionnelles Référénte laïcité-citoyenneté Responsables des services de milieu ouvert
16/05/2017	Croix-Rouge - SIAO 94	Directeur SIAO
07/06/2017	ARS – Délégation départementale du Val-de-Marne	Responsable du service Promotion et Prévention de la Santé
06/07/2017	Foyers ADEF Val-de-Marne	Directeur secteur Val-de-Marne Ouest
07/07/2017	Croix-Rouge – SIAO 94	Cheffe de service Equipe des travailleurs-euses sociaux-les du pôle hôtelier
19/07/2017	Mairie de Champigny-sur-Marne (entretien téléphonique)	Chargée de mission Droits des femmes, Egalité, Lutte contre les discriminations
20/07/2017	COMEDE	Directrice de l'administration et des finances Coordnatrice nationale santé mentale

Réunions d'information collective

Date	Cadre de l'intervention
25/01/2017	Réunion de l'observatoire de l'égalité femmes/hommes au Conseil départemental
23/02/2017	Comité de veille sociale à la DRIHL
30/03/2017	Réunion des chef-fe-s de service des Espaces départementaux de solidarité (services sociaux départementaux)
02/05/2017	Réunion des infirmier-e-s du département
09/05/2017	Réunion des conseiller-e-s conjugaux-les et familiaux-les du département
23/05/2017	Réunion des médecins gynécologues du département
16/06/2017	Réunion des sages-femmes du département

Dans le Val-d'Oise

Date	Structure	Fonction
01/02/2017	ACT – CHRS Sarcelles	Cheffe de service
02/02/2017	UMJ de Gonesse	Médecins légistes
10/02/2017	Hôpital de Gonesse	Responsable du service social
15/02/2017	UMJ de Gonesse	Médecin légiste
14/03/2017	Gendarmerie de Louvres	Gendarme
21/03/2017	Du côté des femmes	Directrice
27/03/2017	Direction territoriale de la PJJ du Val-d'Oise	Conseillère technique Directrice de l'Établissement de Placement Educatif et d'Insertion de Villiers-le-Bel
29/03/2017	Groupement de Gendarmerie du Val-d'Oise	Commandant du Groupement Commandant-e-s des compagnies de L'Isle-Adam, Montmorency et Pontoise Commandant de l'escadron départemental de sécurité routière du Val d'Oise
31/03/2017	La Sauvegarde (entretien téléphonique)	Responsable Foyer Educatif Maeva
03/04/2017	Gendarmerie de Louvres et de Fosses	Intervenante sociale en commissariat
04/04/2017	CROUS – Université de Cergy-Pontoise	Assistante sociale
05/04/2017	Secours populaire 95	Président
05/04/2017	Mairie de Saint-Ouen-l'Aumône	Elue déléguée à la jeunesse et aux sports
07/04/2017	Restos du Cœur 95	Présidente

		Responsable départemental des maraudes
11/04/2017	Espérer 95 – SIAO 95	Cheffe de service SIAO
20/04/2017	Conseil départemental, Direction Jeunesse, Prévention et Sécurité, Direction Enfance Santé Famille	Directrice par intérim de la Direction Jeunesse, Prévention et Sécurité Responsable de la cellule éducation santé Responsable du Centre Départemental de Dépistage et de Soins de Cergy Adjointe à la référente Education Santé Chargée du plan d'action départementale égalité femmes/hommes
24/04/2017	Direction Académique du Val-d'Oise	Cheffe du service social en faveur des élèves Adjointe service social en faveur des élèves
02/05/2017	Police – Direction départementale de la sécurité publique	Chef d'Etat-Major
03/05/2017	CIDFF 95	Adjoint au chef de la Sûreté Départementale du Val d'Oise
18/05/2017	Préfecture – Bureau du séjour	Directeur
29/05/2017	La Sauvegarde	Adjointe au directeur Chef de section
02/06/2017	Collectif de soutien aux sans-papiers du Val-d'Oise	Equipe de prévention spécialisée Bénévoles
16/06/2017	CODES 95	Directrice
16/06/2017	Sous-préfecture de Sarcelles	Cheffe du bureau des ressortissant-e-s étrangers-ères
21/06/2017	Sous-préfecture d'Argenteuil	Chef du bureau des Libertés Publiques et de la Citoyenneté Adjointe du bureau des Libertés Publiques et de la Citoyenneté
10/07/2017	Conseil départemental, Services sociaux départementaux	Cheffe du service social départemental Travailleurs-euses sociaux-les
10/07/2017	AIDES - CAARUD & Lieu de Mobilisation d'Argenteuil	Délégué Travailleurs-euses sociaux-les
20/07/2017	Planning familial 95	Coordinatrice Chargée de prévention

Structures intervenant régionalement

Date	Structure	Fonction
20/02/2017	SOLIPAM	Directrice, gynécologue obstétricienne Assistante sociale Interne en médecine générale
21/02/2017	Tamaris	Président
16/03/2017	Gendarmerie – Section de recherches	Commandant division des atteintes aux personnes
22/03/2017	HF Prévention	Directeur
12/04/2017	Union régionale Solidarité Femmes	Chargé de mission
12/07/2017	Brigade de répression du proxénétisme	Adjointe de la Brigade de répression du proxénétisme

Annexe 3 : Questionnaire en ligne

Diagnostic de la prostitution

Rappel des objectifs :

1. Faire apparaître la réalité du fait prostitutionnel, sur les départements de la Seine-et-Marne (77), des Yvelines (78), du Val-de-Marne (94) et du Val-d'Oise (95).
2. Préparer la mise en œuvre de la loi du 13 avril 2016, en particulier le dispositif des parcours de sortie de la prostitution et d'insertion sociale et professionnelle.

Le questionnaire :

Ce questionnaire est adressé aux professionnel-le-s susceptibles de rencontrer ou recevoir des personnes en situation ou en risque de prostitution.

Il est auto-administré, en ligne, via Google Form.

L'ensemble des réponses seront anonymisées lors du traitement des données.

Les questions portent sur votre pratique professionnelle durant les années 2015 et 2016, en priorité. Vous pouvez cependant indiquer des données plus anciennes, si elles vous semblent pertinentes pour ce diagnostic.

Le déroulement du questionnaire :

I- Le repérage et l'identification des personnes en situation ou en risque de prostitution

I-1 Les personnes en situation de prostitution

I-2 Les personnes en risque de prostitution

II- L'accueil, l'accompagnement, l'orientation des personnes en situation ou en risque de prostitution

III- La mise en place des parcours de sortie

Introduction : quelques données générales vous concernant

Les réponses au questionnaire seront anonymisées lors du traitement des données.

> Nom de l'organisation ou du service :

> Nom du/de la répondant-e :

> Fonction :

> Adresse mail :

> Numéro de téléphone :

> Votre activité principale :

> Votre/vos département(s) d'intervention :

- Seine et Marne (77)
- Yvelines (78)
- Val de Marne (94)
- Val d'Oise (95)
- Autre

I- Le repérage et l'identification des personnes en situation ou en risque de prostitution

I-1- Les personnes en situation de prostitution

Cette partie concerne :

- les personnes en situation de prostitution que vous rencontrez / recevez, dans le cadre de votre activité professionnelle
- les faits de prostitution que ces personnes vous ont rapportés, de manière explicite ou non
- les faits de prostitution que vous avez pu vous-même observer

> Recevez / rencontrez-vous des personnes concernées par la prostitution ou qui évoquent des phénomènes prostitutionnels ?

- Oui
- Non

> Si oui, qui sont ces personnes ?

(plusieurs réponses possibles)

- Personnes prostituées
- Clients
- Proxénètes
- Entourage
- Autres

> Combien sont des personnes prostituées, environ ?

Description des situations

Dans cette section, vous allez pouvoir décrire les situations que vous avez identifiées et/ou observées. Ces situations peuvent concerner une personne en particulier, ou un groupe de personnes présentant des similarités dans leur profil ou leur parcours de vie.

MERCI DE DÉCRIRE UNE SITUATION A LA FOIS : à la fin de la description de la situation n°1, il vous sera proposé d'ajouter une situation n°2 etc.

Situation n°1

(1 personne ou 1 catégorie de personnes)

> Combien de personnes (environ) sont concernées par cette situation ?

> Ces personnes sont :

**Les personnes transsexuelles incluent ici les personnes travesties, transgenres et transsexes, mais nous savons qu'elles vivent des réalités différentes.*

- Des femmes
- Des hommes
- Des personnes transsexuelles*

> Quel âge ont-elles, environ ?

- Moins de 18 ans
- 18-25 ans
- 26-35 ans
- 36-45 ans
- 46-55 ans
- Plus de 55 ans

> Quelle est leur nationalité et/ou leur situation administrative ?

> Quelle est leur situation familiale ?

> Comment / où logent-elles ?

> Quelle est leur situation professionnelle ?

> Quelle est leur situation financière ?

> Pouvez-vous décrire leur parcours de vie, des facteurs fragilisants ou déclenchants qui ont pu conduire ces personnes à entrer dans la prostitution ?

> Exerçaient-elles toujours une activité prostitutionnelle lorsque vous les avez rencontrées ?

- Oui
- Non
- Inconnu

> De quelle forme de prostitution s'agit-il ?

(plusieurs réponses possibles)

- Rue
- Route
- Forêt
- Bars
- Salons de massage
- Hôtels
- Appartements
- Via Internet
- Inconnu
- Autre

> Dans quelle(s) zone(s) géographique(s) a ou avait lieu l'activité prostitutionnelle : ville(s), quartier(s), route(s)... ?

> A quelle fréquence ?

> Avez-vous identifié un/des proxénète(s) ?

> Pensez-vous que la prostitution de ces personnes est organisée par un réseau de proxénétisme et/ou de traite des êtres humains ?

> Avez-vous des informations concernant les clients de ces personnes ?

> Informations complémentaires que vous souhaiteriez apporter...

> Décrire une autre situation ?

- Oui
- Non, passer à la rubrique suivante

I-2- Les personnes en risque de prostitution

> Parmi les personnes que vous recevez / rencontrez, certaines vous semblent-elles être en risque de prostitution ?

- Oui
- Non

> Si oui, quels indices vous font penser qu'elles sont en risque ?

> Combien de personnes sont concernées, environ ?

Description des risques

Dans cette section, vous allez pouvoir décrire les risques de prostitution que vous avez identifiés.

Ces risques peuvent concerner une personne en particulier ou une catégorie de personnes présentant des similarités dans leur profil ou leur parcours de vie.

MERCI DE DÉCRIRE UNE FORME DE RISQUE A LA FOIS : à la fin de la description du risque n°1, il vous sera proposé d'ajouter un risque n°2 etc.

Risque n°1

(1 personne ou 1 catégorie de personnes)

> Combien de personnes (environ) sont concernées par ce risque ?

> Ces personnes sont :

**Les personnes transsexuelles incluent ici les personnes travesties, transgenres et transsexes, mais nous savons qu'elles vivent des réalités différentes.*

- Des femmes
- Des hommes
- Des personnes transsexuelles*

> Quel âge ont-elles, environ ?

- Moins de 18 ans
- 18-25 ans
- 26-35 ans
- 36-45 ans
- 46-55 ans
- Plus de 55 ans

> Quelle est leur nationalité et/ou leur situation administrative ?

> Quelle est leur situation familiale ?

> Comment / où logent-elles ?

> Quelle est leur situation professionnelle ?

> Quelle est leur situation financière ?

> Pouvez-vous décrire leur parcours de vie, des facteurs fragilisants qui pourraient conduire ces personnes à entrer dans la prostitution ?

> Informations complémentaires que vous souhaiteriez apporter...

> Décrire un autre risque ?

- Oui
- Non, passer à la rubrique suivante

II- L'accueil, l'accompagnement et l'orientation des personnes en situation ou en risque de prostitution

Cette rubrique concerne votre pratique professionnelle, en particulier les actions d'aller vers, d'accueil, d'accompagnement ou d'orientation vers des partenaires des personnes en situation ou en risque de prostitution.

> Lorsque vous rencontrez des personnes en situation ou en risque de prostitution, parlez-vous avec elles de prostitution (directement ou de manière suggérée) ?

- Oui

Non

> Aborder ce sujet vous semble-t-il ?

Facile

Difficile

Ni facile, ni difficile

> Pourquoi ?

> Quelles sont les demandes de ces personnes ?

> Quelles réponses leur apportez-vous ?

> Vous estimez-vous suffisamment outillé-e ?

Oui

Non

> Si non, de quoi auriez-vous besoin pour mieux accompagner les personnes en situation ou en risque de prostitution ?

De l'appui d'associations spécialisées

D'une formation

D'outils de prévention

Autre

> Avez-vous déjà suivi, ou allez-vous suivre, une formation en lien avec cette problématique ?

Oui

Non

> Informations complémentaires que vous souhaiteriez apporter...

III- La mise en place des parcours de sortie

Cette rubrique prospective concerne la mise en œuvre du dispositif des parcours de sortie de la prostitution et d'insertion sociale et professionnelle (loi du 13 avril 2016) et la dynamique partenariale qui pourrait être développée, à cette occasion, sur votre territoire.

> Quelle connaissance avez-vous de la loi du 13 avril 2016 visant à renforcer la lutte contre le système prostitutionnel et à accompagner les personnes prostituées ?

> Quelle connaissance avez-vous des parcours de sortie de la prostitution et d'insertion sociale et professionnelle ?

> Pensez-vous que vous allez orienter des personnes vers ce dispositif ?

> Seriez-vous intéressé-e pour participer à un travail en réseau ou à une démarche de réflexion partagée en lien avec cette problématique ?

Oui

Non

> Informations complémentaires que vous souhaiteriez apporter...

Conclusion : pour aller plus loin

> Acceptez-vous d'être recontacté-e pour discuter des profils des personnes en situation ou en risque de prostitution que vous avez identifiées ?

Oui

Non

> Connaissez-vous des personnes ressources pour ce diagnostic ?

Oui

Non

> Si oui, pourriez-vous nous indiquer leurs noms / coordonnées / fonctions ?

> Pourquoi sont-elles ressources selon-vous ?

> Informations complémentaires que vous souhaiteriez apporter...

Annexe 4 : Quelques données socio-démographiques des quatre départements

	Seine-et-Marne (77)	Yvelines (78)	Val-de-Marne (94)	Val-d'Oise (95)
Superficie (km²)	5 915	2 284	245	1 246
Population au 1 ^{er} janvier 2017	1 403 227	1 425 753	1 386 722	1 222 363
dont personnes de moins de 20 ans	28%	27%	26%	29%
Densité de population (hab/km²)	237	624	5 660	981
Nombre de communes	510	262	47	185
dont communes de moins de 500 habitant-e-s (chiffre 2013)	30,6%	19,0%	0%	29,7%
Cinq plus grandes villes en nombre d'habitant-e-s	- Chelles - Meaux - Melun - Pontault-Combault - Savigny-le-Temple	- Versailles - Sartrouville - Mantes-la-Jolie - Saint-Germain-en-Laye - Poissy	- Vitry-sur-Seine - Créteil - Champigny-sur-Marne - Saint-Maur-des-Fossés - Ivry-sur-Seine	- Argenteuil - Cergy - Sarcelles - Garges-lès-Gonesse - Franconville

Sources :

- o CCI Paris – Ile-de-France, INSEE, Institut d'aménagement et d'urbanisme Ile-de-France, *Chiffres clés 2017 de la région Ile-de-France*, Juin 2017
- o DIRECCTE d'Ile-de-France, *Chiffres clés – Edition 2017*, Mai 2017
- o S. Chéron, « Plus d'une commune métropolitaine sur deux compte moins de 500 habitants », *Insee Focus n°52*, Décembre 2015
- o https://fr.wikipedia.org/wiki/Listes_des_communes_de_France